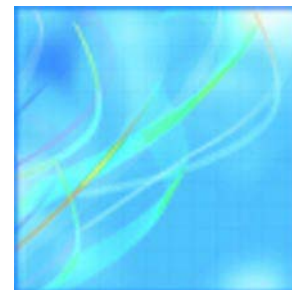


N° 85F0015X au catalogue

# L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas



2008-2009



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca). Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à [infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca) ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

### Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

### Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

## Comment accéder à ce produit

Le produit n° 85F0015X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) et de choisir la rubrique « Publications ».

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca) sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

# L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas

2008-2009

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2010

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2010

N° 85F0015X au catalogue

ISSN 1705-7388

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

---

#### **Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

# Information pour l'utilisateur

---

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

# Table des matières

---

<b>Faits saillants</b>	<b>6</b>
<b>Produits connexes</b>	<b>8</b>
<b>Tableaux statistiques</b>	
1 Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette	10
1-1 Dollars courants	10
1-2 Dollars constants	12
2 Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	14
3 Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	16
4 Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	18
5 Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense	20
6 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques	22
7 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire	24
7-1 Total	24
7-2 Affaires criminelles	26
7-3 Affaires civiles	28
8 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle	30
8-1 Total	30
8-2 Adultes	32
8-3 Jeunes	34
8-4 Affaires de compétence provinciale	36
9 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile	38
9-1 Total	38
9-2 Droit de la famille	40
9-3 Autres	42
10 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire	44
11 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	46

## Table des matières – suite

12	Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	50
13	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire	52
13-1	Total des demandes approuvées	52
13-2	Affaires criminelles	54
13-3	Affaires civiles	56
14	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle	58
14-1	Total	58
14-2	Adultes	60
14-3	Jeunes	62
14-4	Infractions aux lois provinciales	64
15	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile	66
15-1	Total	66
15-2	Droit de la famille	68
15-3	Autres	70
16	Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	72
17	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	74
18	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	76
18-1	Total	76
18-2	Inadmissibilité financière	78
18-3	Raisons liées à l'applicabilité	80
18-4	Mérite insuffisant	82
18-5	Non-conformité ou abus	84
18-6	Autres raisons	86
19	Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars	88
19-1	Total	88
19-2	Professionnels salariés qui assurent des services directs	90
19-3	Autres employés	92
20	Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés	94
21	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire	96
22	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile	98

**Table des matières – suite**

23	Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles	100
23-1	Total	100
23-2	Approuvés	102
23-3	Rejetés	104
24	Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	106
25	Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	112
26	Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires	118
27	Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires	120
 <b>Qualité des données, concepts et méthodologie</b>		
	Méthodes	122
 <b>Appendice</b>		
I	Glossaire	123

## Faits saillants

---

- En 2008-2009, les régimes d'aide juridique ont dépensé approximativement 730 millions de dollars pour offrir des services d'aide juridique dans 11 provinces et territoires<sup>1</sup>, ce qui représentait à peu près 22 \$ par Canadien. Après correction pour tenir compte de l'inflation, les dépenses de l'aide juridique étaient en hausse d'environ 6 % par rapport à l'année précédente (tableaux 4, 5 et 6).
- La majorité des régimes d'aide juridique ont dépensé plus pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles. Le Québec et l'Ontario ont fait exception : 43 % des dépenses directes du régime d'aide juridique du Québec ont été effectuées pour les affaires criminelles, alors que ce chiffre s'établissait à 48 % en Ontario. Dans les autres secteurs de compétence, la proportion des sommes directement affectées aux affaires criminelles variait entre 57 % en Nouvelle-Écosse et 75 % en Saskatchewan (tableau 6).
- Les gouvernements, aussi bien fédéral que provinciaux et territoriaux, sont la principale source de financement de l'aide juridique au Canada. D'autres fonds proviennent du recouvrement des coûts et des contributions des clients, ainsi que de contributions des avocats. En 2008-2009, le financement des régimes d'aide juridique a totalisé plus de 714 millions de dollars, 87 % de cette somme étant venue des gouvernements. La proportion du financement assurée par les gouvernements a diminué peu à peu par rapport à ce qu'elle était il y a cinq ans (91 %) (tableaux 1-1, 1-2).
- La contribution des gouvernements provinciaux et territoriaux, qui financent directement l'aide juridique tant en matière civile que criminelle, a été de 513 millions de dollars<sup>2</sup> en 2008-2009. Il s'agissait d'une augmentation d'à peu près 1 %, après inflation, par rapport à l'année précédente et de la quatrième hausse annuelle consécutive. En 2008-2009, le financement a augmenté dans sept secteurs de compétence, en tête desquels se trouvait Terre-Neuve-et-Labrador, à 27 % après inflation (tableau 3).
- Le gouvernement fédéral contribue directement au coût de l'aide juridique en matière criminelle. En 2008-2009, le financement pour les 13 secteurs de compétence a totalisé 112 millions de dollars. Les contributions fédérales aux régimes provinciaux d'aide juridique n'ont pas changé par rapport à l'année précédente, mais les trois régimes territoriaux se sont partagé un million de dollars de plus, ce qui représentait une augmentation de 29 % après inflation (tableau 2).
- Après avoir fléchi pendant deux ans, le nombre de demandes d'aide juridique a augmenté de 4 % en 2008-2009 dans les 11 régimes d'aide juridique ayant déclaré des données. Le nombre de demandes d'aide juridique a connu une hausse autant pour les affaires civiles que pour les affaires criminelles. Un peu plus de 780 000 demandes d'aide juridique ont été reçues, dont 43 % pour des affaires criminelles et le reste (57 %) pour des affaires civiles. Le nombre de demandes d'aide juridique s'est accru dans les 11 secteurs de compétence déclarants, à l'exception de deux : le Nouveau-Brunswick (-2 %) et le Manitoba (-1 %) (tableau 10).

1. Dans la plupart des cas, les résultats de l'enquête ne tiennent pas compte de Terre-Neuve-et-Labrador ni de l'Île-du-Prince-Édouard, dont les régimes d'aide juridique n'ont pu fournir de données pour 2008-2009. Les comparaisons avec les chiffres des années précédentes les excluent également.

2. Ces chiffres incluent toutes les provinces et tous les territoires, sauf le Yukon, qui n'a pu fournir de données sur les contributions pour 2008-2009.



- Les régimes d'aide juridique ayant déclaré des données ont approuvé plus de 500 000 demandes de services d'aide juridique complets en 2008-2009, ce qui a permis aux bénéficiaires d'obtenir des services tels que la prestation de renseignements et de conseils, ainsi que la représentation en cour. Il s'agissait d'une hausse de 6 %<sup>3</sup> par rapport à l'année précédente, qui correspond à l'augmentation des sommes engagées par les régimes d'aide juridique. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées a augmenté dans tous les secteurs de compétence déclarants, sauf trois (Nouveau-Brunswick, Manitoba et Territoires du Nord-Ouest), la plus forte hausse ayant été observée au Yukon (27 %) (tableau 12 ).
- Le nombre de demandes approuvées pour les affaires criminelles et les affaires civiles s'est accru dans les deux cas d'environ 6 % comparativement à l'année précédente. Plus de la moitié (56 %) des demandes approuvées en 2008-2009 concernaient des affaires criminelles (tableau 12 ).
- Dans les provinces et les territoires ayant déclaré des données, l'aide juridique a été fournie en 2008-2009 par un peu plus de 10 000 avocats de pratique privée et des régimes d'aide juridique; il s'agissait d'un recul de 8 % par rapport à l'année précédente. Une bonne partie de ce fléchissement est attribuable à une diminution du nombre d'avocats de pratique privée qui offrent de l'aide juridique en Ontario<sup>4</sup>. Les services d'aide juridique ont été offerts à 87 % par des avocats de pratique privée (tableau 20).

---

3. Ce pourcentage inclut tous les secteurs de compétence, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nunavut.

4. Il pourrait y avoir un lien avec le boycottage officiel que la Criminal Lawyers Association de l'Ontario a entrepris en juin 2009 par suite du mécontentement que suscite l'écart entre ce qui est versé par l'aide juridique aux avocats au criminel et ce que gagnent les procureurs provinciaux.

## Produits connexes

---

### Choisis parmi les publications de Statistique Canada

---

85-217-X	L'aide juridique au Canada : une description des opérations
85F0028X	L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas

---

### Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

---

258-0001	Recettes totales des régimes d'aide juridique, selon le type de recette, annuel
258-0002	Dépenses totales d'aide juridique, selon le type de dépense, annuel
258-0003	Demandes d'aide juridique, selon l'état et le genre d'affaire, annuel
258-0004	Prestation de services d'aide juridique, selon les avocats de pratique privée et les avocats salariés, annuel

---

### Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

---

3308	Enquête sur l'aide juridique
------	------------------------------

---

### Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

---

- *Statistiques choisies sur l'aide juridique*

## **Tableaux statistiques**

---

---

**Tableau 1-1**  
**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars courants**

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>1</sup>	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>										
2004-2005	1 208	1 140	94	...	...	...	...	68	6	
2005-2006	..	..	...	...	...	...	...	..	...	
2006-2007	1 335 <sup>r</sup>	1 294 <sup>r</sup>	97	...	...	...	...	41 <sup>r</sup>	3	
2007-2008	1 464 <sup>r</sup>	1 464 <sup>r</sup>	100	...	...	...	...	..	...	
2008-2009	..	..	...	...	...	...	...	..	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
2004-2005	17 298	17 112	99	6	0	...	...	180	1	
2005-2006	18 304	18 063	99	2	0	...	...	239	1	
2006-2007	19 851	19 473	98	14	0	...	...	364	2	
2007-2008	20 482	19 981	98	60	0	...	...	441	2	
2008-2009	23 558	23 305	99	20	0	...	...	233	1	
<b>Nouveau-Brunswick</b>										
2004-2005	5 415	4 293	79	100	2	150	3	872	16	
2005-2006	6 252	5 973	96	79	1	150	2	50	1	
2006-2007	6 682	6 367	95	82	1	150	2	83	1	
2007-2008	7 731	7 433	96	117	2	150	2	31	0	
2008-2009	7 643	7 362	96	116	2	150	2	15	0	
<b>Québec</b>										
2004-2005	134 482	132 299	98	1 800	1	...	...	383	0	
2005-2006	131 459	128 724	98	1 925	1	...	...	810	1	
2006-2007	141 720	138 853	98	1 917	1	...	...	950	1	
2007-2008	132 826	128 982	97	2 073	2	...	...	1 771	1	
2008-2009	133 356	130 559	98	2 138	2	...	...	659	0	
<b>Ontario</b>										
2004-2005	289 709	254 757	88	12 926	4	...	...	22 026	8	
2005-2006	309 321	260 527	84	15 947	5	...	...	32 847	11	
2006-2007	334 060	269 106	81	12 064	4	...	...	52 890	16	
2007-2008	362 650	283 888	78	19 232	5	...	...	59 530	16	
2008-2009	336 953	285 811	85	21 796	6	...	...	29 346	9	
<b>Manitoba</b>										
2004-2005	21 961	19 059	87	1 292	6	1 228	6	382	2	
2005-2006	23 356	20 524	88	1 374	6	1 154	5	304	1	
2006-2007	23 683	20 677	87	1 216	5	1 494	6	296	1	
2007-2008	25 510	20 750	81	1 375	5	3 291	13	94	0	
2008-2009	27 122	21 286	78	1 795	7	4 010	15	31	0	
<b>Saskatchewan</b>										
2004-2005	14 435	14 295	99	37	0	...	...	103	1	
2005-2006	16 342	16 146	99	41	0	...	...	155	1	
2006-2007	17 571	17 369	99	44	0	...	...	158	1	
2007-2008	18 877	18 596	99	38	0	...	...	243	1	
2008-2009	20 591	20 315	99	46	0	...	...	230	1	
<b>Alberta</b>										
2004-2005	39 062	31 898	82	3 483	9	...	...	3 681	9	
2005-2006	38 143	30 998	81	3 967	10	...	...	3 178	8	
2006-2007	53 981	43 196	80	4 116	8	...	...	6 669	12	
2007-2008	64 582	45 346	70	4 450	7	...	...	14 786	23	
2008-2009	74 581	53 810	72	4 527	6	...	...	16 244	22	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-1 – suite

## Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars courants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>1</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Colombie-Britannique</b>										
2004-2005	64 677	59 587	92	0	0	3 539	5	1 551	2	
2005-2006	71 285	65 001	91	0	0	3 722	5	2 562	4	
2006-2007	74 362	65 663	88	0	0	4 213	6	4 486	6	
2007-2008	76 238	67 020	88	0	0	3 558	5	5 660	7	
2008-2009	77 861	69 415	89	0	0	4 892	6	3 554	5	
<b>Yukon</b>										
2004-2005	1 612	1 571	97	20	1	...	...	22	1	
2005-2006	1 531	1 511	99	3	0	...	...	17	1	
2006-2007	1 536	1 510	98	7	0	...	...	19	1	
2007-2008	1 640	1 612	98	8	0	...	...	20	1	
2008-2009	1 790	1 766	99	8	0	...	...	16	1	
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>2</sup></b>										
2004-2005	4 348	4 333	100	15	0	...	...	0	0	
2005-2006	4 531	4 499	99	32	1	...	...	0	0	
2006-2007	4 771	4 735	99	36	1	...	...	0	0	
2007-2008	4 985	4 913	99	73	1	...	...	0	0	
2008-2009	5 151	5 069	98	82	2	...	...	0	0	
<b>Nunavut</b>										
2004-2005	5 023	4 625	92	1	0	...	...	397	8	
2005-2006	5 430	5 054	93	1	0	...	...	375	7	
2006-2007	5 575	5 287	95	0	0	...	...	288	5	
2007-2008	..	..	...	..	...	...	...	..	...	
2008-2009	5 842	5 842	100	..	...	...	...	0	0	
<b>Total</b>										
2004-2005	599 230	544 969	91	19 680	3	4 917	1	29 665	5	
2005-2006	625 954	557 020	89	23 371	4	5 026	1	40 537	6	
2006-2007	685 127 <sup>r</sup>	593 530 <sup>r</sup>	87	19 496	3	5 857	1	66 244 <sup>r</sup>	10	
2007-2008	716 985 <sup>r</sup>	599 985 <sup>r</sup>	84	27 426	4	6 999	1	82 576	12	
2008-2009	714 448	624 540	87	30 528	4	9 052	1	50 328	7	

1. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.

2. Les recettes totales comprennent les contributions des clients portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

**Note(s)** : La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 1-2**  
**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants<sup>1</sup>**

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>2</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2008-2009	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>										
2004-2005	1 142	1 078	94	...	...	...	...	64	6	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	1 196 <sup>r</sup>	1 159 <sup>r</sup>	97	...	...	...	...	37 <sup>r</sup>	3	...
2007-2008	1 289 <sup>r</sup>	1 289 <sup>r</sup>	100	...	...	...	...	...	...	...
2008-2009	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
2004-2005	16 427	16 251	99	6	0	...	...	171	1	...
2005-2006	16 917	16 694	99	2	0	...	...	221	1	...
2006-2007	17 981	17 639	98	13	0	...	...	330	2	...
2007-2008	18 206	17 761	98	53	0	...	...	392	2	...
2008-2009	20 326	20 108	99	17	0	...	...	201	1	...
<b>Nouveau-Brunswick</b>										
2004-2005	5 162	4 092	79	95	2	143	3	831	16	...
2005-2006	5 821	5 561	96	74	1	140	2	47	1	...
2006-2007	6 119	5 831	95	75	1	137	2	76	1	...
2007-2008	6 946	6 678	96	105	2	135	2	28	0	...
2008-2009	6 752	6 504	96	102	2	133	2	13	0	...
<b>Québec</b>										
2004-2005	128 691	126 602	98	1 722	1	...	...	367	0	...
2005-2006	122 974	120 415	98	1 801	1	...	...	758	1	...
2006-2007	130 377	127 740	98	1 764	1	...	...	874	1	...
2007-2008	120 313	116 832	97	1 878	2	...	...	1 604	1	...
2008-2009	118 328	115 846	98	1 897	2	...	...	585	0	...
<b>Ontario</b>										
2004-2005	276 968	243 554	88	12 358	4	...	...	21 057	8	...
2005-2006	289 355	243 711	84	14 918	5	...	...	30 727	11	...
2006-2007	307 040	247 340	81	11 088	4	...	...	48 612	16	...
2007-2008	327 301	256 217	78	17 357	5	...	...	53 727	16	...
2008-2009	297 399	252 260	85	19 237	6	...	...	25 901	9	...
<b>Manitoba</b>										
2004-2005	21 157	18 361	87	1 245	6	1 183	6	368	2	...
2005-2006	21 910	19 253	88	1 289	6	1 083	5	285	1	...
2006-2007	21 787	19 022	87	1 119	5	1 374	6	272	1	...
2007-2008	23 003	18 711	81	1 240	5	2 968	13	85	0	...
2008-2009	23 917	18 771	78	1 583	7	3 536	15	27	0	...
<b>Saskatchewan</b>										
2004-2005	13 800	13 666	99	35	0	...	...	98	1	...
2005-2006	15 287	15 104	99	38	0	...	...	145	1	...
2006-2007	16 105	15 920	99	40	0	...	...	145	1	...
2007-2008	16 824	16 574	99	34	0	...	...	217	1	...
2008-2009	17 766	17 528	99	40	0	...	...	198	1	...
<b>Alberta</b>										
2004-2005	36 886	30 121	82	3 289	9	...	...	3 476	9	...
2005-2006	35 285	28 675	81	3 670	10	...	...	2 940	8	...
2006-2007	48 069	38 465	80	3 665	8	...	...	5 939	12	...
2007-2008	54 777	38 461	70	3 774	7	...	...	12 541	23	...
2008-2009	61 333	44 252	72	3 723	6	...	...	13 359	22	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-2 – suite

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants<sup>1</sup>

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres <sup>2</sup>	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Colombie-Britannique</b>										
2004-2005	62 070	57 185	92	0	0	3 396	5	1 488	2	
2005-2006	67 060	61 149	91	0	0	3 501	5	2 410	4	
2006-2007	68 790	60 743	88	0	0	3 897	6	4 150	6	
2007-2008	69 307	60 927	88	0	0	3 235	5	5 145	7	
2008-2009	69 333	61 812	89	0	0	4 356	6	3 165	5	
<b>Yukon</b>										
2004-2005	1 565	1 525	97	19	1	...	...	21	1	
2005-2006	1 454	1 435	99	3	0	...	...	16	1	
2006-2007	1 438	1 414	98	7	0	...	...	18	1	
2007-2008	1 498	1 472	98	7	0	...	...	18	1	
2008-2009	1 578	1 557	99	7	0	...	...	14	1	
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup></b>										
2004-2005	4 189	4 174	100	14	0	...	...	0	0	
2005-2006	4 254	4 224	99	30	1	...	...	0	0	
2006-2007	4 430	4 396	99	33	1	...	...	0	0	
2007-2008	4 499	4 434	99	66	1	...	...	0	0	
2008-2009	4 471	4 400	98	71	2	...	...	0	0	
<b>Nunavut</b>										
2004-2005	4 963	4 570	92	1	0	...	...	392	8	
2005-2006	5 277	4 912	93	1	0	...	...	364	7	
2006-2007	5 330	5 054	95	0	0	...	...	275	5	
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
2008-2009	5 292	5 292	100	...	...	...	...	0	0	
<b>Total</b>										
2004-2005	572 330	520 505	91	18 797	3	4 696	1	28 333	5	
2005-2006	585 004	520 579	89	21 842	4	4 697	1	37 885	6	
2006-2007	627 981 <sup>r</sup>	544 024 <sup>r</sup>	87	17 870	3	5 368	1	60 719 <sup>r</sup>	10	
2007-2008	643 036 <sup>r</sup>	538 103 <sup>r</sup>	84	24 597	4	6 277	1	74 059	12	
2008-2009	626 160	547 362	87	26 755	4	7 933	1	44 109	7	

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

2. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.

3. Les recettes totales comprennent les contributions des clients portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

**Note(s) :** La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 2**  
**Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants**

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>	
	Total	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>				
2004-2005	1 608	3,11	1 534	2,97
2005-2006	1 600	3,11	1 487	2,89
2006-2007	1 600	3,14	1 461	2,86 <sup>r</sup>
2007-2008	2 043	4,03 <sup>r</sup>	1 839	3,63
2008-2009	2 043	4,02	1 787	3,52
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>				
2004-2005	345	2,51 <sup>r</sup>	326	2,37
2005-2006	343	2,48	314	2,28
2006-2007	343	2,49	307	2,23
2007-2008	445	3,22 <sup>r</sup>	392	2,84 <sup>r</sup>
2008-2009	445	3,18	379	2,71
<b>Nouvelle-Écosse</b>				
2004-2005	2 899	3,09	2 753	2,93 <sup>r</sup>
2005-2006	2 890	3,08 <sup>r</sup>	2 671	2,85
2006-2007	2 890	3,08 <sup>r</sup>	2 618	2,79 <sup>r</sup>
2007-2008	3 612	3,86 <sup>r</sup>	3 211	3,43 <sup>r</sup>
2008-2009	3 612	3,85	3 116	3,32
<b>Nouveau-Brunswick</b>				
2004-2005	1 860	2,48 <sup>r</sup>	1 773	2,37 <sup>r</sup>
2005-2006	1 854	2,48 <sup>r</sup>	1 726	2,31 <sup>r</sup>
2006-2007	1 854	2,49 <sup>r</sup>	1 698	2,28 <sup>r</sup>
2007-2008	2 453	3,29 <sup>r</sup>	2 204	2,96 <sup>r</sup>
2008-2009	2 453	3,28	2 167	2,90
<b>Québec</b>				
2004-2005	19 990	2,65	19 129	2,54 <sup>r</sup>
2005-2006	19 970	2,63	18 681	2,46
2006-2007	19 970	2,62 <sup>r</sup>	18 372	2,41 <sup>r</sup>
2007-2008	23 400	3,04	21 196	2,76 <sup>r</sup>
2008-2009	23 400	3,02	20 763	2,68
<b>Ontario</b>				
2004-2005	37 187	3,00 <sup>r</sup>	35 552	2,87 <sup>r</sup>
2005-2006	37 212	2,97 <sup>r</sup>	34 810	2,78 <sup>r</sup>
2006-2007	37 212	2,94 <sup>r</sup>	34 202	2,70 <sup>r</sup>
2007-2008	43 313	3,39 <sup>r</sup>	39 091	3,06 <sup>r</sup>
2008-2009	43 313	3,35	38 229	2,96
<b>Manitoba</b>				
2004-2005	3 403	2,90 <sup>r</sup>	3 278	2,79 <sup>r</sup>
2005-2006	3 399	2,88 <sup>r</sup>	3 189	2,71 <sup>r</sup>
2006-2007	3 399	2,87 <sup>r</sup>	3 127	2,64 <sup>r</sup>
2007-2008	4 741	3,97 <sup>r</sup>	4 275	3,58 <sup>r</sup>
2008-2009	4 741	3,92	4 181	3,46
<b>Saskatchewan</b>				
2004-2005	2 821	2,83 <sup>r</sup>	2 697	2,70 <sup>r</sup>
2005-2006	2 811	2,83 <sup>r</sup>	2 630	2,65 <sup>r</sup>
2006-2007	2 811	2,83 <sup>r</sup>	2 577	2,60 <sup>r</sup>
2007-2008	4 203	4,20 <sup>r</sup>	3 746	3,75 <sup>r</sup>
2008-2009	4 203	4,14	3 626	3,57
<b>Alberta</b>				
2004-2005	8 176	2,52 <sup>r</sup>	7 720	2,38 <sup>r</sup>
2005-2006	8 197	2,47 <sup>r</sup>	7 583	2,28 <sup>r</sup>
2006-2007	8 197	2,40 <sup>r</sup>	7 299	2,13 <sup>r</sup>
2007-2008	10 420	2,97 <sup>r</sup>	8 838	2,52 <sup>r</sup>
2008-2009	10 420	2,91	8 569	2,39

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 2 – suite

## Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>	
	Total	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
<b>Colombie-Britannique</b>				
2004-2005	11 039	2,66 <sup>r</sup>	10 594	2,55 <sup>r</sup>
2005-2006	11 051	2,63 <sup>r</sup>	10 396	2,48 <sup>r</sup>
2006-2007	11 051	2,60 <sup>r</sup>	10 223	2,41 <sup>r</sup>
2007-2008	13 698	3,18 <sup>r</sup>	12 453	2,89 <sup>r</sup>
2008-2009	13 698	3,13	12 198	2,78
<b>Yukon</b>				
2004-2005	654	20,78 <sup>r</sup>	635	20,17 <sup>r</sup>
2005-2006	654	20,50 <sup>r</sup>	621	19,47 <sup>r</sup>
2006-2007	654	20,26 <sup>r</sup>	612	18,97 <sup>r</sup>
2007-2008	654	20,07 <sup>r</sup>	597	18,33 <sup>r</sup>
2008-2009	864	26,07	762	22,99
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>				
2004-2005	1 301	30,05 <sup>r</sup>	1 253	28,95 <sup>r</sup>
2005-2006	1 301	29,98 <sup>r</sup>	1 222	28,15 <sup>r</sup>
2006-2007	1 301	30,12 <sup>r</sup>	1 208	27,96 <sup>r</sup>
2007-2008	1 301	29,88 <sup>r</sup>	1 174	26,97 <sup>r</sup>
2008-2009	1 704	39,37	1 479	34,17
<b>Nunavut</b>				
2004-2005	1 103	36,95 <sup>r</sup>	1 090	36,51 <sup>r</sup>
2005-2006	1 103	36,37 <sup>r</sup>	1 072	35,34 <sup>r</sup>
2006-2007	1 103	35,81 <sup>r</sup>	1 054	34,24 <sup>r</sup>
2007-2008	1 103	35,29 <sup>r</sup>	1 022	32,71 <sup>r</sup>
2008-2009	1 490	47,38	1 350	42,92
<b>Total<sup>3</sup></b>				
2004-2005	92 386	2,89	88 239	2,76
2005-2006	92 385	2,87 <sup>r</sup>	86 341	2,68 <sup>r</sup>
2006-2007	92 385	2,84 <sup>r</sup>	84 679	2,60 <sup>r</sup>
2007-2008	111 386	3,38	99 898	3,03
2008-2009	112 386	3,37	98 498	2,96

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
  2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008.
  3. Dans le budget fédéral de 2007, les fonds intérimaires accordés aux provinces étaient compris dans l'allocation de base annuelle fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle. Cela explique l'augmentation des fonds accordés par le gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière criminelle en 2007-2008.
- Note(s) :** Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 3**  
**Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants**

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	7 512	...	14,52	7 168	...	13,85 <sup>r</sup>
2005-2006	7 422	-1	14,43 <sup>r</sup>	6 898	-4	13,41 <sup>r</sup>
2006-2007	8 255	11	16,18 <sup>r</sup>	7 539	9	14,77 <sup>r</sup>
2007-2008	9 563	16	18,88 <sup>r</sup>	8 608	14	17,00 <sup>r</sup>
2008-2009	12 486	31	24,58	10 924	27	21,51
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	1 031	79	7,49 <sup>r</sup>	974	75	7,08 <sup>r</sup>
2005-2006	1 067	3	7,73 <sup>r</sup>	978	0	7,08 <sup>r</sup>
2006-2007	952	-11	6,90	853	-13	6,19 <sup>r</sup>
2007-2008	1 016	7	7,36 <sup>r</sup>	894	5	6,48 <sup>r</sup>
2008-2009	1 014	0	7,25	863	-4	6,17
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	13 353	6	14,21 <sup>r</sup>	12 681	4	13,50 <sup>r</sup>
2005-2006	14 683	10	16,65 <sup>r</sup>	13 570	7	14,47 <sup>r</sup>
2006-2007	15 446	5	16,47 <sup>r</sup>	13 991	3	14,92 <sup>r</sup>
2007-2008	16 007	4	17,10 <sup>r</sup>	14 228	2	15,20 <sup>r</sup>
2008-2009	19 302	21	20,57	16 654	17	17,75
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	3 913	7	5,22 <sup>r</sup>	3 730	6	4,98 <sup>r</sup>
2005-2006	5 384	38	7,20 <sup>r</sup>	5 013	34	6,70 <sup>r</sup>
2006-2007	5 769	7	7,74 <sup>r</sup>	5 283	5	7,08 <sup>r</sup>
2007-2008	6 834	18	9,17 <sup>r</sup>	6 140	16	8,24 <sup>r</sup>
2008-2009	7 200	5	9,63	6 360	4	8,51
<b>Québec</b>						
2004-2005	104 807	6	13,91 <sup>r</sup>	100 294	4	13,31 <sup>r</sup>
2005-2006	111 982	7	14,77 <sup>r</sup>	104 754	4	13,82 <sup>r</sup>
2006-2007	102 679	-8	13,45 <sup>r</sup>	94 461	-10	12,38 <sup>r</sup>
2007-2008	100 312	-2	13,05 <sup>r</sup>	90 862	-4	11,82 <sup>r</sup>
2008-2009	102 268	2	13,20	90 744	0	11,71
<b>Ontario</b>						
2004-2005	202 208	0	16,32 <sup>r</sup>	193 315	-2	15,60 <sup>r</sup>
2005-2006	208 501	3	16,64 <sup>r</sup>	195 043	1	15,57 <sup>r</sup>
2006-2007	217 664	4	17,19 <sup>r</sup>	200 059	3	15,80 <sup>r</sup>
2007-2008	235 978	8	18,45 <sup>r</sup>	212 977	6	16,65 <sup>r</sup>
2008-2009	235 417	0	18,21	207 782	-2	16,07
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	14 440	5	12,30 <sup>r</sup>	13 911	3	11,85 <sup>r</sup>
2005-2006	14 754	2	12,52 <sup>r</sup>	13 841	-1	11,75 <sup>r</sup>
2006-2007	16 066	9	13,57 <sup>r</sup>	14 780	7	12,48 <sup>r</sup>
2007-2008	15 954	-1	13,37 <sup>r</sup>	14 386	-3	12,05 <sup>r</sup>
2008-2009	16 545	4	13,70	14 590	1	12,08
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	9 599	-4	9,62 <sup>r</sup>	9 177	-6	9,20 <sup>r</sup>
2005-2006	11 899	24	11,98 <sup>r</sup>	11 131	21	11,20 <sup>r</sup>
2006-2007	13 152	11	13,25 <sup>r</sup>	12 055	8	12,15 <sup>r</sup>
2007-2008	14 393	9	14,40 <sup>r</sup>	12 828	6	12,83 <sup>r</sup>
2008-2009	16 112	12	15,86	13 902	8	13,68
<b>Alberta</b>						
2004-2005	20 657	0	6,38 <sup>r</sup>	19 506	-1	6,02 <sup>r</sup>
2005-2006	20 530	-1	6,18 <sup>r</sup>	18 992	-3	5,72 <sup>r</sup>
2006-2007	32 445	58	9,48 <sup>r</sup>	28 891	52	8,44 <sup>r</sup>
2007-2008	34 608	7	9,86 <sup>r</sup>	29 354	2	8,36 <sup>r</sup>
2008-2009	43 131	25	12,03	35 470	21	9,89

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3 – suite

## Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	45 862	-12	11,04 <sup>r</sup>	44 013	-14	10,59 <sup>r</sup>
2005-2006	51 107	11	12,18 <sup>r</sup>	48 078	9	11,46 <sup>r</sup>
2006-2007	51 232	0	12,07 <sup>r</sup>	47 393	-1	11,17 <sup>r</sup>
2007-2008	52 057	2	12,08 <sup>r</sup>	47 325	0	10,98 <sup>r</sup>
2008-2009	52 293	0	11,93	46 565	-2	10,63
<b>Yukon</b>						
2004-2005	646	-10	20,53 <sup>r</sup>	627	-11	19,93 <sup>r</sup>
2005-2006	646	0	20,25 <sup>r</sup>	613	-2	19,23 <sup>r</sup>
2006-2007	646	0	20,01 <sup>r</sup>	605	-1	18,74 <sup>r</sup>
2007-2008	581	-10	17,83 <sup>r</sup>	531	-12	16,28 <sup>r</sup>
2008-2009	..	...	...	...	...	...
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	2 543	22	58,73 <sup>r</sup>	2 450	21	56,58 <sup>r</sup>
2005-2006	2 868	13	66,08 <sup>r</sup>	2 693	10	62,05 <sup>r</sup>
2006-2007	3 111	8	72,02 <sup>r</sup>	2 889	7	66,87 <sup>r</sup>
2007-2008	3 682	18	84,58 <sup>r</sup>	3 323	15	76,33 <sup>r</sup>
2008-2009	3 200	-13	73,93	2 778	-16	64,18
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	3 220	6	107,86 <sup>r</sup>	3 182	5	106,58 <sup>r</sup>
2005-2006	3 991	24	131,59 <sup>r</sup>	3 879	22	127,89 <sup>r</sup>
2006-2007	3 927	-2	127,50 <sup>r</sup>	3 754	-3	121,90 <sup>r</sup>
2007-2008	3 540	-10	113,28 <sup>r</sup>	3 281	-13	104,98 <sup>r</sup>
2008-2009	4 040	14	128,47	3 659	12	116,36
<b>Total</b>						
2004-2005	429 791	...	13,46 <sup>r</sup>	410 498	...	12,85 <sup>r</sup>
2005-2006	454 834	6	14,11 <sup>r</sup>	425 079	4	13,18 <sup>r</sup>
2006-2007	471 344	4	14,47 <sup>r</sup>	432 029	2	13,26 <sup>r</sup>
2007-2008	494 525	5	15,02 <sup>r</sup>	443 520	3	13,47 <sup>r</sup>
2008-2009	513 008	...	15,42	449 613	...	13,51

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008.

**Note(s) :** La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 4**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants**

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	...	...	...	...	...
2005-2006	.	...	...	...	...	...
2006-2007	.	...	...	...	...	...
2007-2008	.	...	...	...	...	...
2008-2009	.	...	...	...	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	1 442	49	10,47 <sup>r</sup>	1 363	46	9,90 <sup>r</sup>
2005-2006	..	...	...	...	...	...
2006-2007	1 336 <sup>r</sup>	...	9,69 <sup>r</sup>	1 197 <sup>r</sup>	...	8,68 <sup>r</sup>
2007-2008	1 464 <sup>r</sup>	10	10,60 <sup>r</sup>	1 289 <sup>r</sup>	8	9,33 <sup>r</sup>
2008-2009	..	...	...	...	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	16 309	17	17,36 <sup>r</sup>	15 488	15	16,49 <sup>r</sup>
2005-2006	18 466	13	19,69 <sup>r</sup>	17 067	10	18,20 <sup>r</sup>
2006-2007	18 978	3	20,23 <sup>r</sup>	17 190	1	18,33 <sup>r</sup>
2007-2008	21 314	12	22,77 <sup>r</sup>	18 946	10	20,24 <sup>r</sup>
2008-2009	23 420	10	24,96	20 207	7	21,54
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	4 987	-3	6,65 <sup>r</sup>	4 754	-4	6,34 <sup>r</sup>
2005-2006	6 325	27	8,46 <sup>r</sup>	5 889	24	7,87 <sup>r</sup>
2006-2007	6 959	10	9,33 <sup>r</sup>	6 373	8	8,55 <sup>r</sup>
2007-2008	6 297	-10	8,45 <sup>r</sup>	5 658	-11	7,59 <sup>r</sup>
2008-2009	7 869	25	10,53	6 951	23	9,30
<b>Québec</b>						
2004-2005	132 225	7	17,55 <sup>r</sup>	126 531	5	16,79 <sup>r</sup>
2005-2006	128 891	-3	17,00 <sup>r</sup>	120 572	-5	15,90 <sup>r</sup>
2006-2007	134 712	5	17,65 <sup>r</sup>	123 930	3	16,24 <sup>r</sup>
2007-2008	127 526	-5	16,59 <sup>r</sup>	115 513	-7	15,03 <sup>r</sup>
2008-2009	135 008	6	17,42	119 794	4	15,46
<b>Ontario<sup>3</sup></b>						
2004-2005	302 741	1	24,43 <sup>r</sup>	289 427	-1	23,36 <sup>r</sup>
2005-2006	351 665	16	28,07 <sup>r</sup>	328 966	14	26,26 <sup>r</sup>
2006-2007	325 847	-7	25,73 <sup>r</sup>	299 492	-9	23,65 <sup>r</sup>
2007-2008	332 828	2	26,02 <sup>r</sup>	300 386	0	23,48 <sup>r</sup>
2008-2009	356 107	7	27,54	314 305	5	24,31
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	21 365	2	18,21 <sup>r</sup>	20 583	0	17,54 <sup>r</sup>
2005-2006	23 531	10	19,97 <sup>r</sup>	22 074	7	18,73 <sup>r</sup>
2006-2007	23 118	-2	19,52 <sup>r</sup>	21 268	-4	17,96 <sup>r</sup>
2007-2008	24 511	6	20,54 <sup>r</sup>	22 102	4	18,52 <sup>r</sup>
2008-2009	26 899	10	22,27	23 720	7	19,64
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	14 468	12	14,51 <sup>r</sup>	13 832	9	13,87 <sup>r</sup>
2005-2006	16 631	15	16,74 <sup>r</sup>	15 558	12	15,66 <sup>r</sup>
2006-2007	16 935	2	17,07 <sup>r</sup>	15 522	0	15,65 <sup>r</sup>
2007-2008	19 147	13	19,15 <sup>r</sup>	17 065	10	17,07 <sup>r</sup>
2008-2009	20 495	7	20,17	17 683	4	17,41
<b>Alberta</b>						
2004-2005	42 692	7	13,18 <sup>r</sup>	40 314	6	12,44 <sup>r</sup>
2005-2006	49 469	16	14,89 <sup>r</sup>	45 762	14	13,77 <sup>r</sup>
2006-2007	48 297	-2	14,12 <sup>r</sup>	43 007	-6	12,57 <sup>r</sup>
2007-2008	53 606	11	15,27 <sup>r</sup>	45 467	6	12,95 <sup>r</sup>
2008-2009	66 274	24	18,49	54 502	20	15,20

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4 – suite

## Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>	Total	Variation en pourcentage	Par habitant <sup>2</sup>
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	60 623	-13	14,59 <sup>r</sup>	58 179	-15	14,00 <sup>r</sup>
2005-2006	66 810	10	15,92 <sup>r</sup>	62 850	8	14,98 <sup>r</sup>
2006-2007	72 217	8	17,02 <sup>r</sup>	66 806	6	15,74 <sup>r</sup>
2007-2008	78 122	8	18,12 <sup>r</sup>	71 020	6	16,48 <sup>r</sup>
2008-2009	82 039	5	18,72	73 053	3	16,67
<b>Yukon</b>						
2004-2005	1 596	24	50,71 <sup>r</sup>	1 550	23	49,23 <sup>r</sup>
2005-2006	1 714	7	53,72 <sup>r</sup>	1 628	5	51,02 <sup>r</sup>
2006-2007	1 695	-1	52,52 <sup>r</sup>	1 587	-2	49,17 <sup>r</sup>
2007-2008	1 617	-5	49,63 <sup>r</sup>	1 477	-7	45,32 <sup>r</sup>
2008-2009	1 780	10	53,71	1 570	6	47,36
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	4 125	5	95,26 <sup>r</sup>	3 974	3	91,78 <sup>r</sup>
2005-2006	4 380	6	100,92 <sup>r</sup>	4 113	3	94,76 <sup>r</sup>
2006-2007	4 487	2	103,87 <sup>r</sup>	4 166	1	96,44 <sup>r</sup>
2007-2008	5 058	13	116,18 <sup>r</sup>	4 565	10	104,86 <sup>r</sup>
2008-2009	4 646	-8	107,34	4 033	-12	93,18
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	5 023	6	168,25 <sup>r</sup>	4 963	5	166,26 <sup>r</sup>
2005-2006	5 430	8	179,04 <sup>r</sup>	5 277	6	174,00 <sup>r</sup>
2006-2007	5 575	3	181,01 <sup>r</sup>	5 330	1	173,05 <sup>r</sup>
2007-2008	...	...	...	...	...	...
2008-2009	5 730	...	182,21	5 190	...	165,04
<b>Total</b>						
2004-2005	607 596	...	19,34 <sup>r</sup>	580 321	...	18,47 <sup>r</sup>
2005-2006	673 312	...	21,31 <sup>r</sup>	629 264	...	19,92 <sup>r</sup>
2006-2007	660 156 <sup>r</sup>	-2	20,59 <sup>r</sup>	605 093 <sup>r</sup>	-4	18,87 <sup>r</sup>
2007-2008	671 490 <sup>r</sup>	...	20,73 <sup>r</sup>	602 233 <sup>r</sup>	...	18,59 <sup>r</sup>
2008-2009	730 267	...	22,36	640 024	...	19,59

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 21 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.  
**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 5**  
**Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense**

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>										
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...	.	...	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>										
2004-2005	1 442	..	...	..	...	...	...	...	...	
2005-2006	..	..	...	..	...	...	...	...	...	
2006-2007	1 336 <sup>r</sup>	682 <sup>r</sup>	51	654 <sup>r</sup>	49	...	...	...	...	
2007-2008	1 464 <sup>r</sup>	701 <sup>r</sup>	48	763 <sup>r</sup>	52	...	...	...	...	
2008-2009	..	..	...	..	...	...	...	...	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>										
2004-2005	16 309	8 384	51	6 441	39	1 220	7	264	2	
2005-2006	18 466	9 398	51	7 811	42	1 188	6	69	0	
2006-2007	18 978	9 883	52	7 937	42	1 084	6	74	0	
2007-2008	21 314	11 576	54	8 312	39	1 352	6	74	0	
2008-2009	23 420	12 461	53	9 324	40	1 561	7	74	0	
<b>Nouveau-Brunswick</b>										
2004-2005	4 987	2 719	55	1 547	31	721	14	0	0	
2005-2006	6 325	3 474	55	1 781	28	1 070	17	0	0	
2006-2007	6 959	4 077	59	2 101	30	781	11	0	0	
2007-2008	6 297	3 052	48	2 611	41	634	10	0	0	
2008-2009	7 869	4 033	51	2 720	35	1 116	14	0	0	
<b>Québec<sup>1</sup></b>										
2004-2005	132 225	46 329	35	73 388	56	11 176	8	1 332	1	
2005-2006	128 891	46 716	36	69 871	54	11 293	9	1 011	1	
2006-2007	134 712	50 485	37	69 880	52	13 287	10	1 060	1	
2007-2008	127 526	49 572	39	64 973	51	11 968	9	1 013	1	
2008-2009	135 008	52 360	39	68 807	51	12 385	9	1 456	1	
<b>Ontario<sup>2</sup></b>										
2004-2005	302 741	105 330	35	129 202	43	52 365	17	15 844	5	
2005-2006	351 665	143 957	41	138 768	39	52 338	15	16 602	5	
2006-2007	325 847	119 951	37	134 841	41	55 130	17	15 925	5	
2007-2008	332 828	121 431	36	130 256	39	54 907	16	26 234	8	
2008-2009	356 107	131 232	37	140 955	40	59 211	17	24 709	7	
<b>Manitoba</b>										
2004-2005	21 365	9 503	44	7 225	34	4 095	19	542	3	
2005-2006	23 531	11 069	47	7 282	31	4 606	20	574	2	
2006-2007	23 118	11 506	50	5 997	26	5 050	22	565	2	
2007-2008	24 511	12 928	53	6 091	25	4 850	20	642	3	
2008-2009	26 899	13 591	51	7 054	26	5 373	20	881	3	
<b>Saskatchewan</b>										
2004-2005	14 468	9 441	65	3 920	27	1 064	7	43	0	
2005-2006	16 631	10 639	64	4 377	26	1 543	9	72	0	
2006-2007	16 935	11 299	67	4 457	26	1 134	7	45	0	
2007-2008	19 147	13 121	69	4 539	24	1 409	7	78	0	
2008-2009	20 495	14 213	69	4 851	24	1 281	6	150	1	
<b>Alberta</b>										
2004-2005	42 692	21 752	51	15 888	37	4 832	11	220	1	
2005-2006	49 469	24 389	49	18 243	37	6 397	13	440	1	
2006-2007	48 297	24 758	51	16 498	34	6 645	14	396	1	
2007-2008	53 606	26 827	50	17 856	33	8 343	16	580	1	
2008-2009	66 274	32 862	50	21 907	33	10 446	16	1 059	2	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

## Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Colombie-Britannique</b>										
2004-2005	60 623	33 026	54	15 321	25	7 973	13	4 303	7	
2005-2006	66 810	35 329	53	17 525	26	9 236	14	4 720	7	
2006-2007	72 217	38 121	53	19 278	27	9 411	13	5 407	7	
2007-2008	78 122	39 549	51	20 198	26	11 151	14	7 224	9	
2008-2009	82 039	40 954	50	23 260	28	12 362	15	5 463	7	
<b>Yukon</b>										
2004-2005	1 596	799	50	438	27	290	18	68	4	
2005-2006	1 714	923	54	477	28	260	15	54	3	
2006-2007	1 695	925	55	439	26	264	16	67	4	
2007-2008	1 617	909	56	416	26	278	17	14	1	
2008-2009	1 780	1 053	59	432	24	272	15	23	1	
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>3</sup></b>										
2004-2005	4 125	..	...	..	...	621	15	828	20	
2005-2006	4 380	1 660	38	1 054	24	634	14	1 032	24	
2006-2007	4 487	1 907	43	956	21	606	14	1 018	23	
2007-2008	5 058	2 419	48	1 029	20	566	11	1 045	21	
2008-2009	4 646	2 313	50	927	20	551	12	855	18	
<b>Nunavut</b>										
2004-2005	5 023	1 650	33	650	13	2 322	46	401	8	
2005-2006	5 430	2 040	38	561	10	2 328	43	501	9	
2006-2007	5 575	2 500	45	499	9	2 378	43	198	4	
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...	..	...	
2008-2009	5 730	1 130	20	685	12	1 600	28	2 315	40	
<b>Total</b>										
2004-2005	607 596	...	...	...	...	...	...	...	...	
2005-2006	673 312	289 594	43	267 750	40	90 893	13	25 075	4	
2006-2007	660 156 <sup>r</sup>	276 094 <sup>r</sup>	42	263 537 <sup>r</sup>	40	95 770	15	24 755	4	
2007-2008	671 490 <sup>r</sup>	282 085 <sup>r</sup>	...	257 044 <sup>r</sup>	...	95 458	...	36 904	...	
2008-2009	730 267	306 202	...	280 922	...	106 158	...	36 985	...	

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes au chapitre des services juridiques et dépenses administratives centrales ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 21 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. Avant 2005-2006, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 6**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques**

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage <sup>1</sup>
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>							
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>							
2004-2005	1 442	1 442	100	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
2006-2007	1 336 <sup>r</sup>	1 336 <sup>r</sup>	100	682 <sup>r</sup>	51	654 <sup>r</sup>	49
2007-2008	1 464 <sup>r</sup>	1 464 <sup>r</sup>	100	701 <sup>r</sup>	48	763 <sup>r</sup>	52
2008-2009	..	..	...	..	...	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>							
2004-2005	16 309	14 825	91	8 384	57	6 441	43
2005-2006	18 466	17 209	93	9 398	55	7 811	45
2006-2007	18 978	17 820	94	9 883	55	7 937	45
2007-2008	21 314	19 888	93	11 576	58	8 312	42
2008-2009	23 420	21 785	93	12 461	57	9 324	43
<b>Nouveau-Brunswick</b>							
2004-2005	4 987	4 266	86	2 719	64	1 547	36
2005-2006	6 325	5 255	83	3 474	66	1 781	34
2006-2007	6 959	6 178	89	4 077	66	2 101	34
2007-2008	6 297	5 663	90	3 052	54	2 611	46
2008-2009	7 869	6 753	86	4 033	60	2 720	40
<b>Québec<sup>2</sup></b>							
2004-2005	132 225	119 717	91	46 329	39	73 388	61
2005-2006	128 891	116 587	90	46 716	40	69 871	60
2006-2007	134 712	120 365	89	50 485	42	69 880	58
2007-2008	127 526	114 545	90	49 572	43	64 973	57
2008-2009	135 008	121 167	90	52 360	43	68 807	57
<b>Ontario<sup>3</sup></b>							
2004-2005	302 741	234 532	77	105 330	45	129 202	55
2005-2006	351 665	282 725	80	143 957	51	138 768	49
2006-2007	325 847	254 792	78	119 951	47	134 841	53
2007-2008	332 828	251 687	76	121 431	48	130 256	52
2008-2009	356 107	272 187	76	131 232	48	140 955	52
<b>Manitoba</b>							
2004-2005	21 365	16 728	78	9 503	57	7 225	43
2005-2006	23 531	18 351	78	11 069	60	7 282	40
2006-2007	23 118	17 503	76	11 506	66	5 997	34
2007-2008	24 511	19 019	78	12 928	68	6 091	32
2008-2009	26 899	20 645	77	13 591	66	7 054	34
<b>Saskatchewan</b>							
2004-2005	14 468	13 361	92	9 441	71	3 920	29
2005-2006	16 631	15 016	90	10 639	71	4 377	29
2006-2007	16 935	15 756	93	11 299	72	4 457	28
2007-2008	19 147	17 660	92	13 121	74	4 539	26
2008-2009	20 495	19 064	93	14 213	75	4 851	25
<b>Alberta</b>							
2004-2005	42 692	37 640	88	21 752	58	15 888	42
2005-2006	49 469	42 632	86	24 389	57	18 243	43
2006-2007	48 297	41 256	85	24 758	60	16 498	40
2007-2008	53 606	44 683	83	26 827	60	17 856	40
2008-2009	66 274	54 769	83	32 862	60	21 907	40

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 6 – suite

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage <sup>1</sup>
<b>Colombie-Britannique</b>							
2004-2005	60 623	48 347	80	33 026	68	15 321	32
2005-2006	66 810	52 854	79	35 329	67	17 525	33
2006-2007	72 217	57 399	79	38 121	66	19 278	34
2007-2008	78 122	59 747	76	39 549	66	20 198	34
2008-2009	82 039	64 214	78	40 954	64	23 260	36
<b>Yukon</b>							
2004-2005	1 596	1 237	78	799	65	438	35
2005-2006	1 714	1 400	82	923	66	477	34
2006-2007	1 695	1 364	80	925	68	439	32
2007-2008	1 617	1 325	82	909	69	416	31
2008-2009	1 780	1 485	83	1 053	71	432	29
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>4</sup></b>							
2004-2005	4 125	2 677	65	..	...	..	...
2005-2006	4 380	2 714	62	1 660	61	1 054	39
2006-2007	4 487	2 863	64	1 907	67	956	33
2007-2008	5 058	3 448	68	2 419	70	1 029	30
2008-2009	4 646	3 240	70	2 313	71	927	29
<b>Nunavut</b>							
2004-2005	5 023	2 300	46	1 650	72	650	28
2005-2006	5 430	2 601	48	2 040	78	561	22
2006-2007	5 575	2 999	54	2 500	83	499	17
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...
2008-2009	5 730	1 815	32	1 130	62	685	38
<b>Total</b>							
2004-2005	607 596	497 072	82	...	...	...	...
2005-2006	673 312	557 344	83	289 594	52	267 750	48
2006-2007	660 156 <sup>r</sup>	539 631 <sup>r</sup>	82	276 094 <sup>r</sup>	51	263 537 <sup>r</sup>	49
2007-2008	671 490 <sup>r</sup>	539 129 <sup>r</sup>	80	282 085 <sup>r</sup>	52	257 044 <sup>r</sup>	48
2008-2009	730 267	587 124	80	306 202	52	280 922	48

1. Pourcentage des dépenses directes totales.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes au chapitre des services juridiques ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 21 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Avant 2005-2006, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-1

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	1 442	1 137	79	305	21	
2005-2006	..	..	...	..	...	...
2006-2007	1 336 r	1 087 r	81	249 r	19	
2007-2008	1 464 r	1 217 r	83	247 r	17	
2008-2009	..	..	...	..	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	14 825	11 611	78	3 214	22	
2005-2006	17 209	13 463	78	3 746	22	
2006-2007	17 820	14 441	81	3 379	19	
2007-2008	19 888	15 702	79	4 186	21	
2008-2009	21 785	16 646	76	5 139	24	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	4 266	2 836	66	1 430	34	
2005-2006	5 255	3 930	75	1 325	25	
2006-2007	6 178	4 664	75	1 514	25	
2007-2008	5 663	2 890	51	2 773	49	
2008-2009	6 753	4 941	73	1 812	27	
<b>Québec 2</b>						
2004-2005	119 717	73 114	61	46 603	39	
2005-2006	116 587	68 745	59	47 842	41	
2006-2007	120 365	77 001	64	43 364	36	
2007-2008	114 545	68 942	60	45 603	40	
2008-2009	121 167	69 987	58	51 180	42	
<b>Ontario 3</b>						
2004-2005	234 532	57 642	25	176 890	75	
2005-2006	282 725	60 536	21	222 189	79	
2006-2007	254 792	62 609	25	192 183	75	
2007-2008	251 687	65 910	26	185 777	74	
2008-2009	272 187	70 174	26	202 013	74	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	16 728	8 586	51	8 142	49	
2005-2006	18 351	9 132	50	9 219	50	
2006-2007	17 503	9 644	55	7 859	45	
2007-2008	19 019	10 303	54	8 716	46	
2008-2009	20 645	11 649	56	8 996	44	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	13 361	11 845	89	1 516	11	
2005-2006	15 016	13 526	90	1 490	10	
2006-2007	15 756	14 013	89	1 743	11	
2007-2008	17 660	15 138	86	2 522	14	
2008-2009	19 064	16 128	85	2 936	15	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	37 640	8 869	24	28 771	76	
2005-2006	42 632	9 757	23	32 875	77	
2006-2007	41 256	10 688	26	30 568	74	
2007-2008	44 683	12 909	29	31 774	71	
2008-2009	54 769	17 106	31	37 663	69	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	48 347	7 598	16	40 749	84	
2005-2006	52 854	7 198	14	45 656	86	
2006-2007	57 399	7 312	13	50 087	87	
2007-2008	59 747	7 648	13	52 099	87	
2008-2009	64 214	7 594	12	56 620	88	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-1 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	1 237		88	145		12
2005-2006	1 400		85	204		15
2006-2007	1 364		87	178		13
2007-2008	1 325		88	164		12
2008-2009	1 485		89	159		11
<b>Territoires du Nord-Ouest 4</b>						
2004-2005	2 677		39	1 645		61
2005-2006	2 714		43	1 559		57
2006-2007	2 863		41	1 677		59
2007-2008	3 448		44	1 945		56
2008-2009	3 240		39	1 973		61
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	2 300		46	1 250		54
2005-2006	2 601		43	1 479		57
2006-2007	2 999		32	2 035		68
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 815		58	760		42
<b>Total</b>						
2004-2005	497 072		38	310 660		62
2005-2006	557 344		34	367 584		66
2006-2007	539 631 <sup>r</sup>		38	334 836 <sup>r</sup>		62
2007-2008	539 129 <sup>r</sup>		38	335 806 <sup>r</sup>		62
2008-2009	587 124		37	369 251		63

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 80 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Avant 2005-2006, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-2

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	..	...	151	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...
2006-2007	682 r	501 r	73	181 r	27	27
2007-2008	701 r	565 r	81	136 r	19	19
2008-2009	..	..	...	..	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	8 384	6 863	82	1 521	18	18
2005-2006	9 398	7 545	80	1 853	20	20
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695	17	17
2007-2008	11 576	9 280	80	2 296	20	20
2008-2009	12 461	9 688	78	2 773	22	22
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	2 719	1 701	63	1 018	37	37
2005-2006	3 474	2 594	75	880	25	25
2006-2007	4 077	3 089	76	988	24	24
2007-2008	3 052	2 100	69	952	31	31
2008-2009	4 033	3 037	75	996	25	25
<b>Québec 2</b>						
2004-2005	46 329	26 661	58	19 668	42	42
2005-2006	46 716	25 756	55	20 960	45	45
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287	38	38
2007-2008	49 572	26 272	53	23 300	47	47
2008-2009	52 360	27 912	53	24 448	47	47
<b>Ontario 3</b>						
2004-2005	105 330	6 504	6	98 826	94	94
2005-2006	143 957	8 216	6	135 741	94	94
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028	93	93
2007-2008	121 431	9 850	8	111 580	92	92
2008-2009	131 232	11 080	8	120 152	92	92
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	9 503	4 144	44	5 359	56	56
2005-2006	11 069	4 528	41	6 541	59	59
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623	49	49
2007-2008	12 928	6 324	49	6 604	51	51
2008-2009	13 591	6 612	49	6 979	51	51
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	9 441	8 077	86	1 364	14	14
2005-2006	10 639	9 301	87	1 338	13	13
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536	14	14
2007-2008	13 121	10 804	82	2 317	18	18
2008-2009	14 213	11 543	81	2 670	19	19
<b>Alberta</b>						
2004-2005	21 752	3 610	17	18 142	83	83
2005-2006	24 389	3 758	15	20 631	85	85
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061	81	81
2007-2008	26 827	4 964	19	21 863	81	81
2008-2009	32 862	6 622	20	26 240	80	80
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	33 026	4 052	12	28 974	88	88
2005-2006	35 329	3 804	11	31 525	89	89
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201	90	90
2007-2008	39 549	4 063	10	35 486	90	90
2008-2009	40 954	3 917	10	37 037	90	90

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-2 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	799		84	132		17
2005-2006	923		79	196		21
2006-2007	925		82	171		18
2007-2008	909		83	158		17
2008-2009	1 053		85	153		15
<b>Territoires du Nord-Ouest 4</b>						
2004-2005	..		...	1 343		...
2005-2006	1 660		21	1 311		79
2006-2007	1 907		22	1 487		78
2007-2008	2 419		28	1 753		72
2008-2009	2 313		17	1 914		83
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	1 650		42	950		58
2005-2006	2 040		34	1 340		66
2006-2007	2 500		20	2 000		80
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 130		65	395		35
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...	...		...
2005-2006	289 594		23	222 316		77
2006-2007	276 094 <sup>r</sup>		28	198 258 <sup>r</sup>		72
2007-2008	282 085 <sup>r</sup>		27	206 445 <sup>r</sup>		73
2008-2009	306 202		27	223 757		73

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 80 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Avant 2005-2006, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-3

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	..	...	154	...	
2005-2006	..	..	...	..	...	
2006-2007	654 r	586 r	90	68 r	10	
2007-2008	763 r	652 r	85	111 r	15	
2008-2009	..	..	...	..	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	6 441	4 748	74	1 693	26	
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	1 547	1 135	73	412	27	
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	1 790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
<b>Québec 2</b>						
2004-2005	73 388	46 453	63	26 935	37	
2005-2006	69 871	42 989	62	26 882	38	
2006-2007	69 880	45 803	66	24 077	34	
2007-2008	64 973	42 670	66	22 303	34	
2008-2009	68 807	42 075	61	26 732	39	
<b>Ontario 3</b>						
2004-2005	129 202	51 138	40	78 064	60	
2005-2006	138 768	52 320	38	86 448	62	
2006-2007	134 841	53 686	40	81 155	60	
2007-2008	130 256	56 060	43	74 197	57	
2008-2009	140 955	59 094	42	81 861	58	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	7 225	4 442	61	2 783	39	
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	3 920	3 768	96	152	4	
2005-2006	4 377	4 225	97	152	3	
2006-2007	4 457	4 250	95	207	5	
2007-2008	4 539	4 334	95	205	5	
2008-2009	4 851	4 585	95	266	5	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	15 888	5 259	33	10 629	67	
2005-2006	18 243	5 999	33	12 244	67	
2006-2007	16 498	5 991	36	10 507	64	
2007-2008	17 856	7 945	44	9 911	56	
2008-2009	21 907	10 484	48	11 423	52	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	15 321	3 546	23	11 775	77	
2005-2006	17 525	3 394	19	14 131	81	
2006-2007	19 278	3 392	18	15 886	82	
2007-2008	20 198	3 585	18	16 613	82	
2008-2009	23 260	3 677	16	19 583	84	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-3 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	438	424	97	14	3	
2005-2006	477	469	98	8	2	
2006-2007	439	432	98	7	2	
2007-2008	416	410	99	6	1	
2008-2009	432	426	99	6	1	
<b>Territoires du Nord-Ouest 4</b>						
2004-2005	..	..	...	302	...	
2005-2006	1 054	806	76	248	24	
2006-2007	956	766	80	190	20	
2007-2008	1 029	837	81	192	19	
2008-2009	927	869	94	58	6	
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	650	350	54	300	46	
2005-2006	561	422	75	139	25	
2006-2007	499	464	93	35	7	
2007-2008	..	..	...	..	...	
2008-2009	685	320	47	365	53	
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	
2005-2006	267 750	122 482	46	145 268	54	
2006-2007	263 537 <sup>r</sup>	126 959 <sup>r</sup>	48	136 578 <sup>r</sup>	52	
2007-2008	257 044 <sup>r</sup>	127 684 <sup>r</sup>	50	129 361 <sup>r</sup>	50	
2008-2009	280 922	135 429	48	145 493	52	

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 80 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Avant 2005-2006, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-1

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b> <sup>1</sup>						
2004-2005	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	...	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	...	..	...	151	...
2005-2006	..	...	..	...	..	...
2006-2007	682 r	73	501 r	73	181 r	27
2007-2008	701 r	81	565 r	81	136 r	19
2008-2009	..	...	..	...	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	8 384	82	6 863	82	1 521	18
2005-2006	9 398	80	7 545	80	1 853	20
2006-2007	9 883	83	8 188	83	1 695	17
2007-2008	11 576	80	9 280	80	2 296	20
2008-2009	12 461	78	9 688	78	2 773	22
<b>Nouveau-Brunswick</b> <sup>2</sup>						
2004-2005	2 719	63	1 701	63	1 018	37
2005-2006	3 474	75	2 594	75	880	25
2006-2007	4 077	76	3 089	76	988	24
2007-2008	3 052	69	2 100	69	952	31
2008-2009	4 033	75	3 037	75	996	25
<b>Québec</b> <sup>3</sup>						
2004-2005	46 329	58	26 661	58	19 668	42
2005-2006	46 716	55	25 756	55	20 960	45
2006-2007	50 485	62	31 198	62	19 287	38
2007-2008	49 572	53	26 272	53	23 300	47
2008-2009	52 360	53	27 912	53	24 448	47
<b>Ontario</b> <sup>1, 4</sup>						
2004-2005	105 330	6	6 504	6	98 826	94
2005-2006	143 957	6	8 216	6	135 741	94
2006-2007	119 951	7	8 923	7	111 028	93
2007-2008	121 431	8	9 850	8	111 580	92
2008-2009	131 232	8	11 080	8	120 152	92
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	9 503	44	4 144	44	5 359	56
2005-2006	11 069	41	4 528	41	6 541	59
2006-2007	11 506	51	5 883	51	5 623	49
2007-2008	12 928	49	6 324	49	6 604	51
2008-2009	13 591	49	6 612	49	6 979	51
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	9 441	86	8 077	86	1 364	14
2005-2006	10 639	87	9 301	87	1 338	13
2006-2007	11 299	86	9 763	86	1 536	14
2007-2008	13 121	82	10 804	82	2 317	18
2008-2009	14 213	81	11 543	81	2 670	19
<b>Alberta</b>						
2004-2005	21 752	17	3 610	17	18 142	83
2005-2006	24 389	15	3 758	15	20 631	85
2006-2007	24 758	19	4 697	19	20 061	81
2007-2008	26 827	19	4 964	19	21 863	81
2008-2009	32 862	20	6 622	20	26 240	80
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	33 026	12	4 052	12	28 974	88
2005-2006	35 329	11	3 804	11	31 525	89
2006-2007	38 121	10	3 920	10	34 201	90
2007-2008	39 549	10	4 063	10	35 486	90
2008-2009	40 954	10	3 917	10	37 037	90

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 8-1 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total**

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Yukon</b>					
2004-2005	799	668	84	132	17
2005-2006	923	727	79	196	21
2006-2007	925	754	82	171	18
2007-2008	909	751	83	158	17
2008-2009	1 053	900	85	153	15
<b>Territoires du Nord-Ouest 1</b>					
2004-2005	..	..	...	1 343	...
2005-2006	1 660	350	21	1 311	79
2006-2007	1 907	420	22	1 487	78
2007-2008	2 419	666	28	1 753	72
2008-2009	2 313	399	17	1 914	83
<b>Nunavut 5</b>					
2004-2005	1 650	700	42	950	58
2005-2006	2 040	700	34	1 340	66
2006-2007	2 500	500	20	2 000	80
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	1 130	735	65	395	35
<b>Total</b>					
2004-2005	238 933	...	...	...	...
2005-2006	289 594	67 279	23	222 316	77
2006-2007	276 094 <sup>r</sup>	77 836 <sup>r</sup>	28	198 258 <sup>r</sup>	72
2007-2008	282 085 <sup>r</sup>	75 639 <sup>r</sup>	27	206 445 <sup>r</sup>	73
2008-2009	306 202	82 445	27	223 757	73

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-2

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b> <sup>1</sup>						
2004-2005	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	...	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	...	..	...	147	...
2005-2006	..	...	..	...	..	...
2006-2007	579 r	70	408 r	70	171 r	30
2007-2008	601 r	79	473 r	79	128 r	21
2008-2009	..	...	..	...	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	6 692	80	5 348	80	1 344	20
2005-2006	7 849	79	6 225	79	1 624	21
2006-2007	8 251	82	6 787	82	1 464	18
2007-2008	9 453	80	7 521	80	1 932	20
2008-2009	10 370	76	7 840	76	2 530	24
<b>Nouveau-Brunswick</b> <sup>2</sup>						
2004-2005	2 480	62	1 533	62	947	38
2005-2006	3 224	75	2 407	75	817	25
2006-2007	4 023	77	3 089	77	934	23
2007-2008	3 025	69	2 100	69	925	31
2008-2009	3 753	75	2 828	75	925	25
<b>Québec</b> <sup>3</sup>						
2004-2005	37 087	55	20 503	55	16 584	45
2005-2006	37 451	53	19 801	53	17 650	47
2006-2007	42 071	61	25 786	61	16 285	39
2007-2008	40 667	51	20 890	51	19 777	49
2008-2009	43 003	52	22 519	52	20 484	48
<b>Ontario</b> <sup>1, 4</sup>						
2004-2005	90 700	5	4 420	5	86 280	95
2005-2006	125 723	5	6 116	5	119 607	95
2006-2007	102 710	6	6 635	6	96 075	94
2007-2008	103 836	7	7 295	7	96 541	93
2008-2009	112 950	7	8 106	7	104 844	93
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	7 891	41	3 271	41	4 620	59
2005-2006	9 440	40	3 751	40	5 689	60
2006-2007	9 395	49	4 587	49	4 808	51
2007-2008	10 460	47	4 942	47	5 518	53
2008-2009	10 979	46	5 065	46	5 914	54
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	7 675	85	6 518	85	1 157	15
2005-2006	7 599	97	7 362	97	237	3
2006-2007	9 237	86	7 911	86	1 326	14
2007-2008	10 592	81	8 620	81	1 972	19
2008-2009	10 956	84	9 212	84	1 744	16
<b>Alberta</b>						
2004-2005	17 026	6	1 088	6	15 938	94
2005-2006	19 502	7	1 347	7	18 155	93
2006-2007	19 880	11	2 184	11	17 696	89
2007-2008	21 037	9	1 880	9	19 157	91
2008-2009	25 940	11	2 840	11	23 100	89
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	29 450	12	3 556	12	25 894	88
2005-2006	31 903	10	3 345	10	28 558	90
2006-2007	34 390	10	3 453	10	30 937	90
2007-2008	35 608	10	3 602	10	32 006	90
2008-2009	37 463	9	3 518	9	33 945	91

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-2 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	732	606	83	126	17	
2005-2006	846	659	78	187	22	
2006-2007	846	682	81	164	19	
2007-2008	800	648	81	152	19	
2008-2009	923	777	84	146	16	
<b>Territoires du Nord-Ouest 1</b>						
2004-2005	..	..	...	1 325	...	
2005-2006	1 633	350	21	1 283	79	
2006-2007	1 874	420	22	1 454	78	
2007-2008	2 400	666	28	1 734	72	
2008-2009	2 284	399	17	1 885	83	
<b>Nunavut 5</b>						
2004-2005	1 380	580	42	800	58	
2005-2006	2 015	700	35	1 315	65	
2006-2007	2 500	500	20	2 000	80	
2007-2008	..	..	...	..	...	
2008-2009	1 045	650	62	395	38	
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	
2005-2006	247 185	52 063	21	195 122	79	
2006-2007	235 756 <sup>r</sup>	62 442 <sup>r</sup>	26	173 314 <sup>r</sup>	74	
2007-2008	238 479 <sup>r</sup>	58 637 <sup>r</sup>	25	179 842 <sup>r</sup>	75	
2008-2009	259 666	63 754	25	195 912	75	

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-3

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b> <sup>1</sup>						
2004-2005	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	...	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	...	..	...	4	...
2005-2006	..	...	..	...	..	...
2006-2007	103 <sup>r</sup>	90	93 <sup>r</sup>	90	10 <sup>r</sup>	10
2007-2008	100 <sup>r</sup>	92	92 <sup>r</sup>	92	8 <sup>r</sup>	8
2008-2009	..	...	..	...	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	1 692	90	1 515	90	177	10
2005-2006	1 549	85	1 320	85	229	15
2006-2007	1 632	86	1 401	86	231	14
2007-2008	2 123	83	1 759	83	364	17
2008-2009	2 091	88	1 848	88	243	12
<b>Nouveau-Brunswick</b> <sup>2</sup>						
2004-2005	166	80	133	80	33	20
2005-2006	229	75	171	75	58	25
2006-2007	54	0	0	0	54	100
2007-2008	27	0	0	0	27	100
2008-2009	267	75	200	75	67	25
<b>Québec</b> <sup>3</sup>						
2004-2005	7 259	75	5 423	75	1 836	25
2005-2006	7 074	73	5 159	73	1 915	27
2006-2007	5 910	72	4 242	72	1 668	28
2007-2008	6 574	68	4 474	68	2 100	32
2008-2009	6 774	66	4 448	66	2 326	34
<b>Ontario</b> <sup>1, 4</sup>						
2004-2005	14 584	14	2 038	14	12 546	86
2005-2006	18 187	11	2 053	11	16 134	89
2006-2007	17 150	13	2 197	13	14 953	87
2007-2008	17 408	14	2 368	14	15 039	86
2008-2009	18 126	16	2 818	16	15 308	84
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	1 571	54	844	54	727	46
2005-2006	1 597	47	756	47	841	53
2006-2007	2 086	62	1 285	62	801	38
2007-2008	2 385	58	1 377	58	1 008	42
2008-2009	2 565	59	1 512	59	1 053	41
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	1 763	88	1 558	88	205	12
2005-2006	3 035	64	1 937	64	1 098	36
2006-2007	2 057	90	1 850	90	207	10
2007-2008	2 522	86	2 181	86	341	14
2008-2009	3 250	72	2 328	72	922	28
<b>Alberta</b>						
2004-2005	4 616	55	2 522	55	2 094	45
2005-2006	4 768	51	2 411	51	2 357	49
2006-2007	4 782	53	2 513	53	2 269	47
2007-2008	5 695	54	3 084	54	2 611	46
2008-2009	6 814	56	3 782	56	3 032	44
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	3 186	13	416	13	2 770	87
2005-2006	3 169	13	402	13	2 767	87
2006-2007	3 526	12	416	12	3 110	88
2007-2008	3 729	11	407	11	3 322	89
2008-2009	3 277	11	356	11	2 921	89

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-3 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes**

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>					
2004-2005	68	62	91	6	9
2005-2006	77	68	88	9	12
2006-2007	79	72	91	7	9
2007-2008	109	103	94	6	6
2008-2009	130	123	95	7	5
<b>Territoires du Nord-Ouest 1</b>					
2004-2005	..	.	...	18	...
2005-2006	28	.	...	28	100
2006-2007	33	.	...	33	100
2007-2008	19	.	...	19	100
2008-2009	30	.	...	30	100
<b>Nunavut 5</b>					
2004-2005	270	120	44	150	56
2005-2006	25	0	0	25	100
2006-2007	0	0	...	0	...
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	..	..	...	..	...
<b>Total</b>					
2004-2005	...	...	...	...	58
2005-2006	39 738	14 277	36	25 461	64
2006-2007	37 412 r	14 069 r	38	23 343 r	62
2007-2008	40 691 r	15 845 r	39	24 845 r	61
2008-2009	43 324	17 415	40	25 909	60

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-4

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Affaires de compétence provinciale

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b> <sup>1</sup>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	.	.	...	0	...	...
2005-2006	.	.	...	0	...	...
2006-2007	.	.	...	0	...	...
2007-2008	.	.	...	0	...	...
2008-2009	.	.	...	0	...	...
<b>Nouveau-Brunswick</b> <sup>2</sup>						
2004-2005	73	35	48	38	52	
2005-2006	21	16	76	5	24	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	0	0	0	0	0	
2008-2009	13	9	69	4	31	
<b>Québec</b> <sup>3</sup>						
2004-2005	1 983	735	37	1 248	63	
2005-2006	2 191	796	36	1 395	64	
2006-2007	2 504	1 170	47	1 334	53	
2007-2008	2 331	908	39	1 423	61	
2008-2009	2 583	945	37	1 638	63	
<b>Ontario</b> <sup>1, 4</sup>						
2004-2005	46	46	100	.	...	
2005-2006	47	47	100	.	...	
2006-2007	91	91	100	.	...	
2007-2008	187	187	100	.	...	
2008-2009	156	156	100	.	...	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	41	29	71	12	29	
2005-2006	32	21	66	11	34	
2006-2007	25	11	44	14	56	
2007-2008	83	5	6	78	94	
2008-2009	47	35	74	12	26	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	3	1	33	2	67	
2005-2006	5	2	40	3	60	
2006-2007	5	2	40	3	60	
2007-2008	7	3	43	4	57	
2008-2009	7	3	43	4	57	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	110	0	0	110	100	
2005-2006	119	0	0	119	100	
2006-2007	96	0	0	96	100	
2007-2008	95	0	0	95	100	
2008-2009	108	0	0	108	100	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	390	80	21	310	79	
2005-2006	257	57	22	200	78	
2006-2007	205	51	25	154	75	
2007-2008	212	54	25	158	75	
2008-2009	214	43	20	171	80	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-4 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Affaires de compétence provinciale**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
<b>Territoires du Nord-Ouest 1</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
<b>Nunavut 5</b>						
2004-2005	..	..	...	.	...	
2005-2006	..	..	...	.	...	
2006-2007	..	..	...	.	...	
2007-2008	..	..	...	.	...	
2008-2009	85	85	100	.	...	
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	
2005-2006	2 672	939	35	1 733	65	
2006-2007	2 926	1 325	45	1 601	55	
2007-2008	2 915	1 157	40	1 758	60	
2008-2009	3 213	1 276	40	1 937	60	

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-1

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	...	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	...	..	...	154	...
2005-2006	..	...	..	...	..	...
2006-2007	654 r	90	586 r	90	68 r	10
2007-2008	763 r	85	652 r	85	111 r	15
2008-2009	..	...	..	...	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	6 441	74	4 748	74	1 693	26
2005-2006	7 811	76	5 918	76	1 893	24
2006-2007	7 937	79	6 253	79	1 684	21
2007-2008	8 312	77	6 422	77	1 890	23
2008-2009	9 324	75	6 958	75	2 366	25
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	1 547	73	1 135	73	412	27
2005-2006	1 781	75	1 336	75	445	25
2006-2007	2 101	75	1 575	75	526	25
2007-2008	2 611	30	790	30	1 821	70
2008-2009	2 720	70	1 904	70	816	30
<b>Québec 2</b>						
2004-2005	73 388	63	46 453	63	26 935	37
2005-2006	69 871	62	42 989	62	26 882	38
2006-2007	69 880	66	45 803	66	24 077	34
2007-2008	64 973	66	42 670	66	22 303	34
2008-2009	68 807	61	42 075	61	26 732	39
<b>Ontario 3</b>						
2004-2005	129 202	40	51 138	40	78 064	60
2005-2006	138 768	38	52 320	38	86 448	62
2006-2007	134 841	40	53 686	40	81 155	60
2007-2008	130 256	43	56 060	43	74 197	57
2008-2009	140 955	42	59 094	42	81 861	58
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	7 225	61	4 442	61	2 783	39
2005-2006	7 282	63	4 604	63	2 678	37
2006-2007	5 997	63	3 761	63	2 236	37
2007-2008	6 091	65	3 979	65	2 112	35
2008-2009	7 054	71	5 037	71	2 017	29
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	3 920	96	3 768	96	152	4
2005-2006	4 377	97	4 225	97	152	3
2006-2007	4 457	95	4 250	95	207	5
2007-2008	4 539	95	4 334	95	205	5
2008-2009	4 851	95	4 585	95	266	5
<b>Alberta</b>						
2004-2005	15 888	33	5 259	33	10 629	67
2005-2006	18 243	33	5 999	33	12 244	67
2006-2007	16 498	36	5 991	36	10 507	64
2007-2008	17 856	44	7 945	44	9 911	56
2008-2009	21 907	48	10 484	48	11 423	52
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	15 321	23	3 546	23	11 775	77
2005-2006	17 525	19	3 394	19	14 131	81
2006-2007	19 278	18	3 392	18	15 886	82
2007-2008	20 198	18	3 585	18	16 613	82
2008-2009	23 260	16	3 677	16	19 583	84

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 9-1 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	438		97	14		3
2005-2006	477		98	8		2
2006-2007	439		98	7		2
2007-2008	416		99	6		1
2008-2009	432		99	6		1
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	..	..	...	302	...	...
2005-2006	1 054	806	76	248		24
2006-2007	956	766	80	190		20
2007-2008	1 029	837	81	192		19
2008-2009	927	869	94	58		6
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	650	350	54	300		46
2005-2006	561	422	75	139		25
2006-2007	499	464	93	35		7
2007-2008	..	..	...	..		...
2008-2009	685	320	47	365		53
<b>Total</b>						
2004-2005	254 020	...	...	...		...
2005-2006	267 750	122 482	46	145 268		54
2006-2007	263 537 <sup>r</sup>	126 959 <sup>r</sup>	48	136 578 <sup>r</sup>		52
2007-2008	257 044 <sup>r</sup>	127 684 <sup>r</sup>	50	129 361 <sup>r</sup>		50
2008-2009	280 922	135 429	48	145 493		52

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 9-2**  
**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés**  
**et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	..	...	154	...	
2005-2006	..	..	...	..	...	
2006-2007	654 r	586 r	90	68 r	10	
2007-2008	763 r	652 r	85	111 r	15	
2008-2009	..	..	...	..	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	6 441	4 748	74	1 693	26	
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	1 547	1 135	73	412	27	
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
<b>Québec 2</b>						
2004-2005	52 663	33 148	63	19 515	37	
2005-2006	50 314	30 427	60	19 887	40	
2006-2007	50 906	32 613	64	18 293	36	
2007-2008	46 757	30 064	64	16 693	36	
2008-2009	49 819	29 976	60	19 843	40	
<b>Ontario 3</b>						
2004-2005	54 868	2 809	5	52 059	95	
2005-2006	58 775	2 742	5	56 033	95	
2006-2007	57 436	2 926	5	54 510	95	
2007-2008	53 191	3 028	6	50 163	94	
2008-2009	58 159	3 269	6	54 890	94	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	7 225	4 442	61	2 783	39	
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	3 911	3 759	96	152	4	
2005-2006	4 371	4 219	97	152	3	
2006-2007	4 453	4 246	95	207	5	
2007-2008	4 535	4 330	95	205	5	
2008-2009	4 846	4 580	95	266	5	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	..	..	...	9 141	...	
2005-2006	16 133	5 603	35	10 530	65	
2006-2007	14 960	5 924	40	9 036	60	
2007-2008	15 539	7 115	46	8 424	54	
2008-2009	19 281	9 343	48	9 938	52	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	..	..	...	..	...	
2005-2006	..	..	...	..	...	
2006-2007	16 931	2 289	14	14 642	86	
2007-2008	17 529	2 342	13	15 187	87	
2008-2009	20 062	2 363	12	17 699	88	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-2 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	256		95	13		5
2005-2006	270		98	5		2
2006-2007	281		98	7		2
2007-2008	315		98	6		2
2008-2009	374		98	6		2
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	..		...	267		...
2005-2006	1 034		78	228		22
2006-2007	934		82	168		18
2007-2008	992		84	155		16
2008-2009	920		95	51		6
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	570		61	220		39
2005-2006	561		75	139		25
2006-2007	452		93	30		7
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	560		57	240		43
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...	...		...
2005-2006	...		...	...		...
2006-2007	163 042 <sup>r</sup>		38	101 407 <sup>r</sup>		62
2007-2008	156 635 <sup>r</sup>		38	96 767 <sup>r</sup>		62
2008-2009	173 119		38	108 132		63

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

**Note(s)** : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-3

## Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	0	0	...	0	...	...
2005-2006	0	0	...	0	...	...
2006-2007	0	0	...	0	...	...
2007-2008	0	0	...	0	...	...
2008-2009	0	0	...	0	...	...
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	0	0	...	0	...	...
2005-2006	0	0	...	0	...	...
2006-2007	0	0	...	0	...	...
2007-2008	0	0	...	0	...	...
2008-2009	0	0	...	0	...	...
<b>Québec 2</b>						
2004-2005	20 725	13 305	64	7 420	36	36
2005-2006	19 557	12 562	64	6 995	36	36
2006-2007	18 974	13 190	70	5 784	30	30
2007-2008	18 216	12 606	69	5 610	31	31
2008-2009	18 988	12 099	64	6 889	36	36
<b>Ontario 3</b>						
2004-2005	74 334	48 329	65	26 005	35	35
2005-2006	79 993	49 578	62	30 415	38	38
2006-2007	77 405	50 760	66	26 645	34	34
2007-2008	77 065	53 032	69	24 034	31	31
2008-2009	82 796	55 825	67	26 971	33	33
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	9	9	100	0	0	0
2005-2006	6	6	100	0	0	0
2006-2007	4	4	100	0	0	0
2007-2008	4	4	100	0	0	0
2008-2009	5	5	100	0	0	0
<b>Alberta</b>						
2004-2005	6 747	5 259	78	1 488	22	22
2005-2006	2 110	396	19	1 714	81	81
2006-2007	1 538	67	4	1 471	96	96
2007-2008	2 317	830	36	1 487	64	64
2008-2009	2 626	1 141	43	1 485	57	57
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	..	..	...	..	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...
2006-2007	2 347	1 103	47	1 244	53	53
2007-2008	2 669	1 243	47	1 426	53	53
2008-2009	3 198	1 314	41	1 884	59	59

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-3 – suite

**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
<b>Yukon</b>						
2004-2005	182	181	99	1	1	
2005-2006	207	204	99	3	1	
2006-2007	158	158	100	0	0	
2007-2008	101	101	100	0	0	
2008-2009	58	58	100	..	...	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	..	.	...	35	...	
2005-2006	20	.	...	20	100	
2006-2007	22	.	...	22	100	
2007-2008	37	.	...	37	100	
2008-2009	7	.	...	7	100	
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	80	0	0	80	100	
2005-2006	0	0	...	0	...	
2006-2007	47	42	89	5	11	
2007-2008	..	..	...	..	...	
2008-2009	125	..	...	125	100	
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	
2005-2006	...	...	...	...	...	
2006-2007	100 495	65 324	65	35 171	35	
2007-2008	100 409	67 816	68	32 594	32	
2008-2009	107 803	70 442	65	37 361	35	

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 10**  
**Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire**

	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>								
2004-2005	.	...	.	...	...	.	...	...
2005-2006	.	...	.	...	...	.	...	...
2006-2007	.	...	.	...	...	.	...	...
2007-2008	.	...	.	...	...	.	...	...
2008-2009	.	...	.	...	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>								
2004-2005	..	...	..	...	...	..	...	...
2005-2006	..	...	..	...	...	..	...	...
2006-2007	1 852 <sup>r</sup>	...	1 338 <sup>r</sup>	...	72	514 <sup>r</sup>	...	28
2007-2008	1 855 <sup>r</sup>	0	1 391 <sup>r</sup>	4	75	464 <sup>r</sup>	-10	25
2008-2009	..	...	..	...	...	..	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>								
2004-2005	19 458	4	11 429	4	59	8 029	4	41
2005-2006	19 948	3	11 913	4	60	8 035	0	40
2006-2007	20 327	2	12 915	8	64	7 412	-8	36
2007-2008	21 184	4	13 953	8	66	7 231	-2	34
2008-2009	22 311	5	14 474	4	65	7 837	8	35
<b>Nouveau-Brunswick</b>								
2004-2005	2 220	-11	1 838	-14	83	382	1	17
2005-2006	2 321	5	1 964	7	85	357	-7	15
2006-2007	2 499	8	2 117	8	85	382	7	15
2007-2008	2 574	3	2 173	3	84	401	5	16
2008-2009	2 511	-2	2 179	0	87	332	-17	13
<b>Québec</b>								
2004-2005	257 949	-2	113 420	1	44	144 529	-5	56
2005-2006	261 504	1	116 729	3	45	144 775	0	55
2006-2007	259 594	-1	120 924	4	47	138 670	-4	53
2007-2008	256 255	-1	121 381	0	47	134 874	-3	53
2008-2009	264 151	3	126 405	4	48	137 746	2	52
<b>Ontario <sup>2</sup></b>								
2004-2005	329 000	-4	80 000	...	24	249 000	...	76
2005-2006	347 687	6	85 535	7	25	262 152	5	75
2006-2007	337 988	-3	86 282	1	26	251 706	-4	74
2007-2008	332 837	-2	84 832	-2	25	248 005	-1	75
2008-2009	347 884	5	88 239	4	25	259 645	5	75
<b>Manitoba <sup>3</sup></b>								
2004-2005	25 620	34	16 771	55	65	8 849	7	35
2005-2006	27 546	8	18 741	12	68	8 805	0	32
2006-2007	23 494	-15	15 548	-17	66	7 946	-10	34
2007-2008	22 110	-6	14 699	-5	66	7 411	-7	34
2008-2009	21 887	-1	14 525	-1	66	7 362	-1	34
<b>Saskatchewan</b>								
2004-2005	23 184	3	17 029	3	73	6 155	4	27
2005-2006	23 801	3	17 749	4	75	6 052	-2	25
2006-2007	22 585	-5	17 584	-1	78	5 001	-17	22
2007-2008	21 765	-4	17 234	-2	79	4 531	-9	21
2008-2009	23 190	7	18 533	8	80	4 657	3	20
<b>Alberta</b>								
2004-2005	49 682	7	32 197	1	65	17 485	19	35
2005-2006	47 477	-4	33 490	4	71	13 987	-20	29
2006-2007	44 835	-6	33 229	-1	74	11 606	-17	26
2007-2008	45 398	-7	33 839	-6	75	11 559	-11	25
2008-2009	49 145	8	35 994	6	73	13 151	14	27

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 10 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire

	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
<b>Colombie-Britannique</b>								
2004-2005	39 749	-6	27 823	-3	70	11 926	-11	30
2005-2006	41 184	4	28 381	2	69	12 803	7	31
2006-2007	41 722	1	29 024	2	70	12 698	-1	30
2007-2008	42 647	2	29 314	1	69	13 333	5	31
2008-2009	45 238	6	30 039	2	66	15 199	14	34
<b>Yukon <sup>4</sup></b>								
2004-2005	1 439	4	982	3	68	457	6	32
2005-2006	1 442		943	-4	65	499	9	35
2006-2007	1 467	2	1 095	16	75	372	-25	25
2007-2008	1 464		1 088	-1	74	376	1	26
2008-2009	1 855	27	1 395	28	75	460	22	25
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>5</sup></b>								
2004-2005	1 433	-6	770	-8	54	663	-3	46
2005-2006	1 522	6	848	10	56	674	2	44
2006-2007	1 455	-4	788	-7	54	667	-1	46
2007-2008	1 523	5	873	11	57	650	-3	43
2008-2009	1 569	3	958	10	61	611	-6	39
<b>Nunavut</b>								
2004-2005	805	23	488	35	61	317	9	39
2005-2006	837	4	376	-23	45	461	45	55
2006-2007	862	3	435	16	50	427	-7	50
2007-2008	..	...	..	...	...	..	...	...
2008-2009	731	...	498	...	68	233	...	32
<b>Total</b>								
2004-2005	750 539	...	302 747	...	40	447 792	...	60
2005-2006	775 269	3	316 669	5	41	458 600	2	59
2006-2007	758 680 <sup>r</sup>	...	321 279 <sup>r</sup>	...	42	437 401 <sup>r</sup>	...	58
2007-2008	749 612 <sup>r</sup>	...	320 777 <sup>r</sup>	...	43	428 835 <sup>r</sup>	...	57
2008-2009	780 472	...	333 239	...	43	447 233	...	57

1. La somme des demandes approuvées et rejetées diffère du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, le régime d'aide juridique a reçu 147 095 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 200 789 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 11**  
**Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile**

	Demandes totales <sup>1</sup>		Affaires criminelles					
	Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>								
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...	
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...	
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...	
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>								
2004-2005	..	..	...	..	...	.	...	
2005-2006	..	..	...	..	...	.	...	
2006-2007	1 852 <sup>r</sup>	1 338 <sup>r</sup>	1 098 <sup>r</sup>	82	240 <sup>r</sup>	18	.	
2007-2008	1 855 <sup>r</sup>	1 391 <sup>r</sup>	1 164 <sup>r</sup>	84	227 <sup>r</sup>	16	.	
2008-2009	..	..	...	..	...	.	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>								
2004-2005	19 458	11 429	9 207	81	2 118	19	104	
2005-2006	19 948	11 913	9 327	78	2 469	21	117	
2006-2007	20 327	12 915	10 035	78	2 823	22	57	
2007-2008	21 184	13 953	10 963	79	2 939	21	51	
2008-2009	22 311	14 474	12 034	83	2 406	17	34	
<b>Nouveau-Brunswick</b>								
2004-2005	2 220	1 838	1 594	87	147	8	97	
2005-2006	2 321	1 964	1 751	89	212	11	1	
2006-2007	2 499	2 117	1 926	91	191	9	0	
2007-2008	2 574	2 173	1 997	92	169	8	7	
2008-2009	2 511	2 179	1 966	90	198	9	15	
<b>Québec</b>								
2004-2005	257 949	113 420	93 884	83	13 259	12	6 277	
2005-2006	261 504	116 729	96 346	83	12 909	11	7 474	
2006-2007	259 594	120 924	100 089	83	13 341	11	7 494	
2007-2008	256 255	121 381	100 287	83	14 304	12	6 790	
2008-2009	264 151	126 405	104 497	83	14 923	12	6 985	
<b>Ontario <sup>2</sup></b>								
2004-2005	329 000	80 000	69 136	86	10 581	13	283	
2005-2006	347 687	85 535	73 822	86	11 364	13	349	
2006-2007	337 988	86 282	73 977	86	11 927	14	378	
2007-2008	332 837	84 832	70 964	84	13 436	16	432	
2008-2009	347 884	88 239	76 009	86	11 850	13	380	
<b>Manitoba <sup>3</sup></b>								
2004-2005	25 620	16 771	13 746	82	3 025	18	.	
2005-2006	27 546	18 741	15 316	82	3 425	18	.	
2006-2007	23 494	15 548	12 393	80	3 155	20	.	
2007-2008	22 110	14 699	11 581	79	3 118	21	.	
2008-2009	21 887	14 525	11 505	79	3 020	21	.	
<b>Saskatchewan</b>								
2004-2005	23 184	17 029	13 551	80	3 466	20	12	
2005-2006	23 801	17 749	13 937	79	3 802	21	10	
2006-2007	22 585	17 584	13 660	78	3 906	22	18	
2007-2008	21 765	17 234	12 945	75	4 272	25	17	
2008-2009	23 190	18 533	14 393	78	4 123	22	17	
<b>Alberta</b>								
2004-2005	49 682	32 197	25 937	81	5 709	18	551	
2005-2006	47 477	33 490	27 081	81	5 898	18	511	
2006-2007	44 835	33 229	26 988	81	5 662	17	579	
2007-2008	45 398	33 839	27 491	81	5 795	17	553	
2008-2009	49 145	35 994	29 453	82	6 033	17	508	
<b>Colombie-Britannique</b>								
2004-2005	39 749	27 823	23 915	86	3 219	12	689	
2005-2006	41 184	28 381	24 640	87	3 241	11	500	
2006-2007	41 722	29 024	25 375	87	3 212	11	437	
2007-2008	42 647	29 314	25 663	88	3 218	11	433	
2008-2009	45 238	30 039	26 668	89	2 982	10	389	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 11 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Demandes totales <sup>1</sup>	Affaires criminelles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
		nombre		pourcentage		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon <sup>4</sup></b>									
2004-2005	1 439	982	872	89	110	11	0	0	
2005-2006	1 442	943	836	89	107	11	0	0	
2006-2007	1 467	1 095	943	86	152	14	0	0	
2007-2008	1 464	1 088	903	83	184	17	1	0	
2008-2009	1 855	1 395	1 202	86	193	14	0	0	
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>5</sup></b>									
2004-2005	1 433	770	695	90	75	10	.	...	
2005-2006	1 522	848	742	88	106	13	.	...	
2006-2007	1 455	788	721	91	67	9	.	...	
2007-2008	1 523	873	804	92	69	8	.	...	
2008-2009	1 569	958	892	93	66	7	.	...	
<b>Nunavut</b>									
2004-2005	805	488	466	95	22	5	..	...	
2005-2006	837	376	359	95	11	3	6	2	
2006-2007	862	435	420	97	15	3	0	0	
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	...	
2008-2009	731	498	494	99	4	1	0	0	
<b>Total</b>									
2004-2005	750 539	302 747	253 003	84	41 731	14	8 013	3	
2005-2006	775 269	316 669	264 157	83	43 544	14	8 968	3	
2006-2007	758 680 <sup>r</sup>	321 279 <sup>r</sup>	267 625 <sup>r</sup>	83	44 691 <sup>r</sup>	14	8 963	3	
2007-2008	749 612 <sup>r</sup>	320 777 <sup>r</sup>	264 762 <sup>r</sup>	83	47 731 <sup>r</sup>	15	8 284	3	
2008-2009	780 472	333 239	279 113	84	45 798	14	8 328	2	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total		Droit de la famille		Autres
	nombre		pourcentage		nombre
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	..	..	...	.	...
2005-2006	..	..	...	.	...
2006-2007	514 <sup>r</sup>	514 <sup>r</sup>	100	.	...
2007-2008	464 <sup>r</sup>	464 <sup>r</sup>	100	.	...
2008-2009	..	..	...	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	8 029	7 547	94	482	6
2005-2006	8 035	7 513	94	522	6
2006-2007	7 412	7 015	95	397	5
2007-2008	7 231	6 655	92	576	8
2008-2009	7 837	7 065	90	772	10
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	382	382	100	0	0
2005-2006	357	357	100	0	0
2006-2007	382	382	100	0	0
2007-2008	401	401	100	0	0
2008-2009	332	332	100	0	0
<b>Québec</b>					
2004-2005	144 529	90 809	63	53 720	37
2005-2006	144 775	90 741	63	54 034	37
2006-2007	138 670	86 503	62	52 167	38
2007-2008	134 874	82 381	61	52 493	39
2008-2009	137 746	83 560	61	54 186	39
<b>Ontario<sup>2</sup></b>					
2004-2005	249 000	39 054	16	209 946	84
2005-2006	262 152	44 385	17	217 767	83
2006-2007	251 706	41 506	16	210 200	84
2007-2008	248 005	39 667	16	208 338	84
2008-2009	259 645	43 499	17	216 146	83
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>					
2004-2005	8 849	8 849	100	.	...
2005-2006	8 805	8 805	100	.	...
2006-2007	7 946	7 946	100	.	...
2007-2008	7 411	7 411	100	.	...
2008-2009	7 362	7 362	100	.	...
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	6 155	6 147	100	8	0
2005-2006	6 052	6 049	100	3	0
2006-2007	5 001	4 999	100	2	0
2007-2008	4 531	4 527	100	4	0
2008-2009	4 657	4 656	100	1	0
<b>Alberta</b>					
2004-2005	17 485	14 355	82	3 130	18
2005-2006	13 987	12 093	86	1 894	14
2006-2007	11 606	9 662	83	1 944	17
2007-2008	11 559	9 760	84	1 799	16
2008-2009	13 151	11 030	84	2 121	16
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	11 926	10 932	92	994	8
2005-2006	12 803	11 769	92	1 034	8
2006-2007	12 698	11 499	91	1 199	9
2007-2008	13 333	11 853	89	1 480	11
2008-2009	15 199	13 120	86	2 079	14

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

## Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total		Droit de la famille		Autres
	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon 4</b>					
2004-2005	457	344	75	113	25
2005-2006	499	311	62	188	38
2006-2007	372	321	86	51	14
2007-2008	376	313	83	63	17
2008-2009	460	377	82	83	18
<b>Territoires du Nord-Ouest 5</b>					
2004-2005	663	637	96	26	4
2005-2006	674	627	93	47	7
2006-2007	667	621	93	46	7
2007-2008	650	606	93	44	7
2008-2009	611	591	97	20	3
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	317	296	93	21	7
2005-2006	461	374	81	87	19
2006-2007	427	367	86	60	14
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	233	215	92	18	8
<b>Total</b>					
2004-2005	447 792	179 352	40	268 440	60
2005-2006	458 600	183 024	40	275 576	60
2006-2007	437 401 <sup>r</sup>	171 335 <sup>r</sup>	39	266 066	61
2007-2008	428 835 <sup>r</sup>	164 038 <sup>r</sup>	38	264 797	62
2008-2009	447 233	171 807	38	275 426	62

1. La somme des demandes approuvées et rejetées diffère du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, le régime d'aide juridique a reçu 60 940 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 200 789 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 97 % avaient rapport à d'autres affaires civiles. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 12**  
**Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire**

	Total des demandes approuvées <sup>1</sup>			Affaires criminelles <sup>2</sup>			Affaires civiles <sup>2</sup>				
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>	Total des affaires criminelles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux		
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>											
2004-2005	.	...	...	.	...	...	.	...	...	...	...
2005-2006	.	...	...	.	...	...	.	...	...	...	...
2006-2007	.	...	...	.	...	...	.	...	...	...	...
2007-2008	.	...	...	.	...	...	.	...	...	...	...
2008-2009	.	...	...	.	...	...	.	...	...	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>4</sup></b>											
2004-2005	1 496	18	11	1 167	12	78	8	329	48	22	2
2005-2006	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	...
2006-2007	1 444 <sup>r</sup>	...	10 <sup>r</sup>	1 255 <sup>r</sup>	...	87	9 <sup>r</sup>	189 <sup>r</sup>	...	13	1 <sup>r</sup>
2007-2008	1 482 <sup>r</sup>	3	11 <sup>r</sup>	1 293 <sup>r</sup>	3	87	9 <sup>r</sup>	189 <sup>r</sup>	0	13	1 <sup>r</sup>
2008-2009	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>											
2004-2005	15 576	5	17	9 965	3	64	11	5 611	9	36	6
2005-2006	15 951	2	17	10 453	5	66	11	5 498	- 2	34	6
2006-2007	16 580	4	18	11 278	8	68	12	5 302	- 4	32	6
2007-2008	17 314	4	18 <sup>r</sup>	12 186	8	70	13	5 128	- 3	30	5
2008-2009	18 332	6	20	12 622	4	69	13	5 710	11	31	6
<b>Nouveau-Brunswick</b>											
2004-2005	1 361	- 17	2	1 097	- 20	81	1	264	1	19	0
2005-2006	1 526	12	2	1 266	15	83	2	260	- 2	17	0
2006-2007	1 669	9	2	1 402	11	84	2	267	3	16	0
2007-2008	1 664	0	2	1 396	0	84	2	268	0	16	0
2008-2009	1 663	0	2	1 430	2	86	2	233	- 13	14	0
<b>Québec</b>											
2004-2005	213 302	- 2	28	91 889	2	43	12	121 413	- 5	57	16
2005-2006	215 955	1	28	94 088	2	44	12	121 867	0	56	16
2006-2007	214 836	- 1	28	97 722	4	45	13	117 114	- 4	55	15
2007-2008	215 324	0	28	100 735	3	47	13	114 589	- 2	53	15
2008-2009	222 885	4	29	105 990	5	48	14	116 895	2	52	15
<b>Ontario <sup>5</sup></b>											
2004-2005	122 916	1	10	61 111	1	50	5	61 805	1	50	5
2005-2006	128 890	5	10	66 380	9	52	5	62 510	1	48	5
2006-2007	129 003	0	10	66 733	1	52	5	62 270	0	48	5
2007-2008	126 964	- 2	10	65 250	- 2	51	5	61 714	- 1	49	5
2008-2009	137 397	8	11	69 142	6	50	5	68 255	11	50	5
<b>Manitoba <sup>6</sup></b>											
2004-2005	21 985	7	19	15 229	11	69	13	6 756	0	31	6
2005-2006	23 547	7	20	16 958	11	72	14	6 589	- 2	28	6
2006-2007	21 126	- 10	18	14 844	- 12	70	13	6 282	- 5	30	5
2007-2008	21 887	4	18	16 197	9	74	14	5 690	- 9	26	5
2008-2009	20 747	- 5	17	15 120	- 7	73	13	5 627	- 1	27	5
<b>Saskatchewan</b>											
2004-2005	19 828	4	20	14 900	3	75	15	4 928	5	25	5
2005-2006	20 417	3	21	15 590	5	76	16	4 827	- 2	24	5
2006-2007	19 208	- 6	19	15 245	- 2	79	15	3 963	- 18	21	4
2007-2008	18 308	- 5	18	14 680	- 4	80	15	3 628	- 8	20	4
2008-2009	21 676	18	21	17 727	21	82	17	3 949	9	18	4
<b>Alberta</b>											
2004-2005	40 410	10	12 <sup>r</sup>	27 140	1	67	8	13 270	31	33	4
2005-2006	37 474	- 7	11	27 815	2	74	8	9 659	- 27	26	3
2006-2007	35 861	- 4	10 <sup>r</sup>	27 798	0	78	8	8 063	- 17	22	2
2007-2008	36 433	2	10	28 405	2	78	8	8 028	0	22	2
2008-2009	41 784	15	12	31 744	12	76	9	10 040	25	24	3
<b>Colombie-Britannique</b>											
2004-2005	28 518	- 5	7	21 404	- 2	75	5	7 114	- 14	25	2
2005-2006	29 925	5	7	22 048	3	74	5	7 877	11	26	2
2006-2007	30 441	2	7	22 602	3	74	5	7 839	0	26	2
2007-2008	31 297	3	7	22 867	1	73	5	8 430	8	27	2
2008-2009	32 528	4	7	23 630	3	73	5	8 898	6	27	2

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 12 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire

	Total des demandes approuvées <sup>1</sup>			Affaires criminelles <sup>2</sup>			Affaires civiles <sup>2</sup>				
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>	Total des affaires criminelles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants <sup>3</sup>	
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux		
<b>Yukon<sup>7</sup></b>											
2004-2005	1 373	7	44	968	4	71	31	405	15	29	13
2005-2006	1 258	- 8	39 <sup>r</sup>	904	- 7	72	28 <sup>r</sup>	354	- 13	28	11
2006-2007	1 406	12	44 <sup>r</sup>	1 083	20	77	34 <sup>r</sup>	323	- 9	23	10 <sup>r</sup>
2007-2008	1 397	- 1	43 <sup>r</sup>	1 069	- 1	77	33 <sup>r</sup>	328	2	23	10
2008-2009	1 780	27	54	1 375	29	77	41	405	23	23	12
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>8</sup></b>											
2004-2005	1 354	26	31	916	37	68	21	438	8	32	10
2005-2006	1 134	- 16	26	833	- 9	73	19	301	- 31	27	7
2006-2007	1 364	20	32	959	15	70	22	405	35	30	9
2007-2008	1 633	20	38	1 197	25	73	27	436	8	27	10
2008-2009	1 304	- 20	30	1 008	- 16	77	23	296	- 32	23	7
<b>Nunavut</b>											
2004-2005	603	- 4	20	494	37	82	17	109	- 59	18	4
2005-2006	837	39	28	376	- 24	45	12	461	323	55	15
2006-2007	530	- 37	17	387	3	73	13	143	- 69	27	5
2007-2008	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
2008-2009	722	...	23	489	...	68	16	233	...	32	7
<b>Total</b>											
2004-2005	468 722	1	15 <sup>r</sup>	246 280	2	53	8 <sup>r</sup>	222 442	- 1	47	7 <sup>r</sup>
2005-2006	476 914	...	15 <sup>r</sup>	256 711	...	54	8 <sup>r</sup>	220 203	...	46	7 <sup>r</sup>
2006-2007	473 468 <sup>r</sup>	...	15 <sup>r</sup>	261 308	...	55	8 <sup>r</sup>	212 160 <sup>r</sup>	...	45	7 <sup>r</sup>
2007-2008	473 703 <sup>r</sup>	...	15 <sup>r</sup>	265 275	...	56	8 <sup>r</sup>	208 428 <sup>r</sup>	...	44	6 <sup>r</sup>
2008-2009	500 818	...	15	280 277	...	56	9	220 541	...	44	7

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
2. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008.
4. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont traité 89 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
6. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2004-2005	1 496	1 269	85	227	15	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	1 444	1 276	88	168	12	
2007-2008	1 482	1 371	93	111	7	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	15 576	11 787	76	3 789	24	
2005-2006	15 951	12 146	76	3 805	24	
2006-2007	16 580	12 964	78	3 616	22	
2007-2008	17 314	13 412	77	3 902	23	
2008-2009	18 332	13 553	74	4 779	26	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2004-2005	1 361	740	54	621	46	
2005-2006	1 526	866	57	660	43	
2006-2007	1 669	925	55	744	45	
2007-2008	1 664	919	55	745	45	
2008-2009	1 663	762	46	901	54	
<b>Québec</b>						
2004-2005	213 302	97 734	46	115 568	54	
2005-2006	215 955	98 612	46	117 343	54	
2006-2007	214 836	98 889	46	115 947	54	
2007-2008	215 324	99 912	46	115 412	54	
2008-2009	222 885	104 650	47	118 235	53	
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2004-2005	122 916	17 254	14	105 662	86	
2005-2006	128 890	17 872	14	111 018	86	
2006-2007	129 003	19 902	15	109 101	85	
2007-2008	126 964	19 665	15	107 299	85	
2008-2009	137 397	20 228	15	117 169	85	
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2004-2005	21 985	9 882	45	12 103	55	
2005-2006	23 547	10 563	45	12 984	55	
2006-2007	21 126	9 328	44	11 798	56	
2007-2008	21 887	8 908	41	12 979	59	
2008-2009	20 747	7 613	37	13 134	63	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	19 828	18 493	93	1 335	7	
2005-2006	20 417	19 281	94	1 136	6	
2006-2007	19 208	17 861	93	1 347	7	
2007-2008	18 308	16 720	91	1 588	9	
2008-2009	21 676	19 695	91	1 981	9	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	40 410	5 371	13	35 039	87	
2005-2006	37 474	4 498	12	32 976	88	
2006-2007	35 861	3 771	11	32 090	89	
2007-2008	36 433	3 645	10	32 788	90	
2008-2009	41 784	4 430	11	37 354	89	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	28 518	1 112	4	27 406	96	
2005-2006	29 925	1 052	4	28 873	96	
2006-2007	30 441	919	3	29 522	97	
2007-2008	31 297	697	2	30 600	98	
2008-2009	32 528	757	2	31 771	98	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-1 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées<sup>1</sup>**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon<sup>6</sup></b>						
2004-2005	1 373		93		93	7
2005-2006	1 258		91		108	9
2006-2007	1 406		93		96	7
2007-2008	1 397		92		106	8
2008-2009	1 780		95		81	5
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>7</sup></b>						
2004-2005	1 354	507	37		847	63
2005-2006	1 134	387	34		747	66
2006-2007	1 364	419	31		945	69
2007-2008	1 633	496	30		1 137	70
2008-2009	1 304	436	33		868	67
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	603	300	50		303	50
2005-2006	837	694	83		143	17
2006-2007	530	343	65		187	35
2007-2008	..	..	..		..	..
2008-2009	722	509	70		213	30
<b>Total</b>						
2004-2005	468 722	165 729	35		302 993	65
2005-2006	476 914	167 121	35		309 793	65
2006-2007	473 468 <sup>r</sup>	167 907 <sup>r</sup>	35		305 561 <sup>r</sup>	65
2007-2008	473 703 <sup>r</sup>	167 036 <sup>r</sup>	35		306 667 <sup>r</sup>	65
2008-2009	500 818	174 332	35		326 486	65

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
2. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont traité 91 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2004-2005	1 167	1 057	91	110	9	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	1 255 r	1 143 r	91	112 r	9	
2007-2008	1 293 r	1 235 r	96	58 r	4	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	9 965	8 390	84	1 575	16	
2005-2006	10 453	8 555	82	1 898	18	
2006-2007	11 278	9 384	83	1 894	17	
2007-2008	12 186	9 930	81	2 256	19	
2008-2009	12 622	10 053	80	2 569	20	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2004-2005	1 097	643	59	454	41	
2005-2006	1 266	778	61	488	39	
2006-2007	1 402	825	59	577	41	
2007-2008	1 396	848	61	548	39	
2008-2009	1 430	705	49	725	51	
<b>Québec</b>						
2004-2005	91 889	30 908	34	60 981	66	
2005-2006	94 088	31 248	33	62 840	67	
2006-2007	97 722	34 190	35	63 532	65	
2007-2008	100 735	37 134	37	63 601	63	
2008-2009	105 990	41 047	39	64 943	61	
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2004-2005	61 111	312	1	60 799	99	
2005-2006	66 380	885	1	65 495	99	
2006-2007	66 733	947	1	65 786	99	
2007-2008	65 250	915	1	64 335	99	
2008-2009	69 142	688	1	68 454	99	
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2004-2005	15 229	6 419	42	8 810	58	
2005-2006	16 958	7 252	43	9 706	57	
2006-2007	14 844	5 490	37	9 354	63	
2007-2008	16 197	5 488	34	10 709	66	
2008-2009	15 120	4 327	29	10 793	71	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	14 900	13 822	93	1 078	7	
2005-2006	15 590	14 651	94	939	6	
2006-2007	15 245	14 160	93	1 085	7	
2007-2008	14 680	13 360	91	1 320	9	
2008-2009	17 727	15 963	90	1 764	10	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	27 140	2 370	9	24 770	91	
2005-2006	27 815	2 301	8	25 514	92	
2006-2007	27 798	2 144	8	25 654	92	
2007-2008	28 405	2 009	7	26 396	93	
2008-2009	31 744	2 348	7	29 396	93	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	21 404	446	2	20 958	98	
2005-2006	22 048	408	2	21 640	98	
2006-2007	22 602	361	2	22 241	98	
2007-2008	22 867	310	1	22 557	99	
2008-2009	23 630	386	2	23 244	98	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 13-2 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles<sup>1</sup>**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon<sup>6</sup></b>						
2004-2005	968		885	91	83	9
2005-2006	904		808	89	96	11
2006-2007	1 083		1 000	92	83	8
2007-2008	1 069		977	91	92	9
2008-2009	1 375		1 302	95	73	5
<b>Territoires du Nord-Ouest<sup>7</sup></b>						
2004-2005	916		300	33	616	67
2005-2006	833		191	23	642	77
2006-2007	959		191	20	768	80
2007-2008	1 197		194	16	1 003	84
2008-2009	1 008		181	18	827	82
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	494		205	41	289	59
2005-2006	376		250	66	126	34
2006-2007	387		245	63	142	37
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	489		377	77	112	23
<b>Total</b>						
2004-2005	246 280		65 757	27	180 523	73
2005-2006	256 711		67 327	26	189 384	74
2006-2007	261 308 <sup>r</sup>		70 080 <sup>r</sup>	27	191 228 <sup>r</sup>	73
2007-2008	265 275 <sup>r</sup>		72 400 <sup>r</sup>	27	192 875 <sup>r</sup>	73
2008-2009	280 277		77 377	28	202 900	72

1. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
2. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont traité 91 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2004-2005	329	212	64	117	36	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	189 <sup>r</sup>	133 <sup>r</sup>	70	56 <sup>r</sup>	30	
2007-2008	189 <sup>r</sup>	136 <sup>r</sup>	72	53 <sup>r</sup>	28	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	5 611	3 397	61	2 214	39	
2005-2006	5 498	3 591	65	1 907	35	
2006-2007	5 302	3 580	68	1 722	32	
2007-2008	5 128	3 482	68	1 646	32	
2008-2009	5 710	3 500	61	2 210	39	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2004-2005	264	97	37	167	63	
2005-2006	260	88	34	172	66	
2006-2007	267	100	37	167	63	
2007-2008	268	71	26	197	74	
2008-2009	233	57	24	176	76	
<b>Québec</b>						
2004-2005	121 413	66 826	55	54 587	45	
2005-2006	121 867	67 364	55	54 503	45	
2006-2007	117 114	64 699	55	52 415	45	
2007-2008	114 589	62 778	55	51 811	45	
2008-2009	116 895	63 603	54	53 292	46	
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2004-2005	61 805	16 942	27	44 863	73	
2005-2006	62 510	16 987	27	45 523	73	
2006-2007	62 270	18 955	30	43 315	70	
2007-2008	61 714	18 750	30	42 964	70	
2008-2009	68 255	19 540	29	48 715	71	
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2004-2005	6 756	3 463	51	3 293	49	
2005-2006	6 589	3 311	50	3 278	50	
2006-2007	6 282	3 838	61	2 444	39	
2007-2008	5 690	3 420	60	2 270	40	
2008-2009	5 627	3 286	58	2 341	42	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	4 928	4 671	95	257	5	
2005-2006	4 827	4 630	96	197	4	
2006-2007	3 963	3 701	93	262	7	
2007-2008	3 628	3 360	93	268	7	
2008-2009	3 949	3 732	95	217	5	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	13 270	3 001	23	10 269	77	
2005-2006	9 659	2 197	23	7 462	77	
2006-2007	8 063	1 627	20	6 436	80	
2007-2008	8 028	1 636	20	6 392	80	
2008-2009	10 040	2 082	21	7 958	79	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	7 114	666	9	6 448	91	
2005-2006	7 877	644	8	7 233	92	
2006-2007	7 839	558	7	7 281	93	
2007-2008	8 430	387	5	8 043	95	
2008-2009	8 898	371	4	8 527	96	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b> <sup>6</sup>						
2004-2005	405		395	98	10	2
2005-2006	354		342	97	12	3
2006-2007	323		310	96	13	4
2007-2008	328		314	96	14	4
2008-2009	405		397	98	8	2
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>7</sup>						
2004-2005	438		207	47	231	53
2005-2006	301		196	65	105	35
2006-2007	405		228	56	177	44
2007-2008	436		302	69	134	31
2008-2009	296		255	86	41	14
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	109		95	87	14	13
2005-2006	461		444	96	17	4
2006-2007	143		98	69	45	31
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	233		132	57	101	43
<b>Total</b>						
2004-2005	222 442		99 972	45	122 470	55
2005-2006	220 203		99 794	45	120 409	55
2006-2007	212 160 <sup>r</sup>		97 827 <sup>r</sup>	46	114 333 <sup>r</sup>	54
2007-2008	208 428 <sup>r</sup>		94 636 <sup>r</sup>	45	113 792 <sup>r</sup>	55
2008-2009	220 541		96 955	44	123 586	56

1. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.
2. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques ont traité 91 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	1 167	1 057	91	110	9	
2005-2006	..	..	...	..	...	
2006-2007	1 255 r	1 143 r	91	112 r	9	
2007-2008	1 293 r	1 235 r	96	58 r	4	
2008-2009	..	..	...	..	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	9 965	8 390	84	1 575	16	
2005-2006	10 453	8 555	82	1 898	18	
2006-2007	11 278	9 384	83	1 894	17	
2007-2008	12 186	9 930	81	2 256	19	
2008-2009	12 622	10 053	80	2 569	20	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>						
2004-2005	1 097	643	59	454	41	
2005-2006	1 266	778	61	488	39	
2006-2007	1 402	825	59	577	41	
2007-2008	1 396	848	61	548	39	
2008-2009	1 430	705	49	725	51	
<b>Québec</b>						
2004-2005	91 889	30 908	34	60 981	66	
2005-2006	94 088	31 248	33	62 840	67	
2006-2007	97 722	34 190	35	63 532	65	
2007-2008	100 735	37 134	37	63 601	63	
2008-2009	105 990	41 047	39	64 943	61	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	61 111	312	1	60 799	99	
2005-2006	66 380	885	1	65 495	99	
2006-2007	66 733	947	1	65 786	99	
2007-2008	65 250	915	1	64 335	99	
2008-2009	69 142	688	1	68 454	99	
<b>Manitoba<sup>3</sup></b>						
2004-2005	15 229	6 419	42	8 810	58	
2005-2006	16 958	7 252	43	9 706	57	
2006-2007	14 844	5 490	37	9 354	63	
2007-2008	16 197	5 488	34	10 709	66	
2008-2009	15 120	4 327	29	10 793	71	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	14 900	13 822	93	1 078	7	
2005-2006	15 590	14 651	94	939	6	
2006-2007	15 245	14 160	93	1 085	7	
2007-2008	14 680	13 360	91	1 320	9	
2008-2009	17 727	15 963	90	1 764	10	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	27 140	2 370	9	24 770	91	
2005-2006	27 815	2 301	8	25 514	92	
2006-2007	27 798	2 144	8	25 654	92	
2007-2008	28 405	2 009	7	26 396	93	
2008-2009	31 744	2 348	7	29 396	93	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	21 404	446	2	20 958	98	
2005-2006	22 048	408	2	21 640	98	
2006-2007	22 602	361	2	22 241	98	
2007-2008	22 867	310	1	22 557	99	
2008-2009	23 630	386	2	23 244	98	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-1 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total<sup>1</sup>**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon <sup>4</sup></b>						
2004-2005	968		885	91	83	9
2005-2006	904		808	89	96	11
2006-2007	1 083		1 000	92	83	8
2007-2008	1 069		977	91	92	9
2008-2009	1 375		1 302	95	73	5
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>5</sup></b>						
2004-2005	916		300	33	616	67
2005-2006	833		191	23	642	77
2006-2007	959		191	20	768	80
2007-2008	1 197		194	16	1 003	84
2008-2009	1 008		181	18	827	82
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	494		205	41	289	59
2005-2006	376		250	66	126	34
2006-2007	387		245	63	142	37
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	489		377	77	112	23
<b>Total</b>						
2004-2005	246 280		65 757	27	180 523	73
2005-2006	256 711		67 327	26	189 384	74
2006-2007	261 308 <sup>r</sup>		70 080 <sup>r</sup>	27	191 228 <sup>r</sup>	73
2007-2008	265 275 <sup>r</sup>		72 400 <sup>r</sup>	27	191 875 <sup>r</sup>	73
2008-2009	280 277		77 377	28	202 900	72

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-2

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	1 019	918	90	101	10	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	1 015	914	90	101	10	
2007-2008	1 066	1 012	95	54	5	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	7 853	6 572	84	1 281	16	
2005-2006	8 014	6 528	81	1 486	19	
2006-2007	8 500	7 015	83	1 485	17	
2007-2008	9 290	7 511	81	1 779	19	
2008-2009	10 248	8 022	78	2 226	22	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	972	573	59	399	41	
2005-2006	1 141	695	61	446	39	
2006-2007	1 211	758	63	453	37	
2007-2008	1 289	776	60	513	40	
2008-2009	1 297	623	48	674	52	
<b>Québec</b>						
2004-2005	73 907	23 172	31	50 735	69	
2005-2006	75 439	23 406	31	52 033	69	
2006-2007	78 582	25 899	33	52 683	67	
2007-2008	81 249	28 738	35	52 511	65	
2008-2009	85 892	32 080	37	53 812	63	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	53 091	260	0	52 831	100	
2005-2006	56 884	803	1	56 081	99	
2006-2007	56 098	..	...	56 098	100	
2007-2008	54 554	..	...	54 554	100	
2008-2009	58 874	..	...	58 874	100	
<b>Manitoba 2</b>						
2004-2005	12 408	5 294	43	7 114	57	
2005-2006	13 778	5 971	43	7 807	57	
2006-2007	11 668	4 135	35	7 533	65	
2007-2008	12 593	4 324	34	8 269	66	
2008-2009	11 678	3 237	28	8 441	72	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	11 943	11 121	93	822	7	
2005-2006	12 404	11 646	94	758	6	
2006-2007	12 045	11 156	93	889	7	
2007-2008	11 210	10 123	90	1 087	10	
2008-2009	13 515	12 541	93	974	7	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	21 181	44	0	21 137	100	
2005-2006	21 710	16	0	21 694	100	
2006-2007	21 973	26	0	21 947	100	
2007-2008	22 430	23	0	22 407	100	
2008-2009	25 538	44	0	25 494	100	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	17 853	355	2	17 498	98	
2005-2006	18 701	324	2	18 377	98	
2006-2007	19 293	307	2	18 986	98	
2007-2008	19 551	236	1	19 315	99	
2008-2009	20 520	308	2	20 212	98	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-2 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon <sup>3</sup></b>						
2004-2005	858		777	91	81	9
2005-2006	797		708	89	89	11
2006-2007	931		856	92	75	8
2007-2008	885		796	90	89	10
2008-2009	1 182		1 112	94	70	6
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup></b>						
2004-2005	824		271	33	553	67
2005-2006	726		168	23	558	77
2006-2007	875		178	20	697	80
2007-2008	1 109		181	16	928	84
2008-2009	934		163	17	771	83
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	423		147	35	276	65
2005-2006	359		236	66	123	34
2006-2007	376		239	64	137	36
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	485		373	77	112	23
<b>Total</b>						
2004-2005	202 332		49 504	24	152 828	76
2005-2006	209 953		50 501	24	159 452	76
2006-2007	.. <sup>r</sup>		.. <sup>r</sup>	...	.. <sup>r</sup>	...
2007-2008	.. <sup>r</sup>		.. <sup>r</sup>	...	.. <sup>r</sup>	...
2008-2009	..		..	...	171 660	75

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-3

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	148	139	94	9	6	
2005-2006	..	..	...	..	...	...
2006-2007	240 r	229 r	95	11 r	5	
2007-2008	227 r	223 r	98	4 r	2	
2008-2009	..	..	...	..	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	2 078	1 784	86	294	14	
2005-2006	2 407	1 995	83	412	17	
2006-2007	2 773	2 364	85	409	15	
2007-2008	2 888	2 411	83	477	17	
2008-2009	2 368	2 025	86	343	14	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	88	54	61	34	39	
2005-2006	124	83	67	41	33	
2006-2007	191	67	35	124	65	
2007-2008	105	72	69	33	31	
2008-2009	128	80	63	48	38	
<b>Québec</b>						
2004-2005	12 951	6 758	52	6 193	48	
2005-2006	12 559	6 812	54	5 747	46	
2006-2007	12 986	6 627	51	6 359	49	
2007-2008	14 030	7 174	51	6 856	49	
2008-2009	14 508	7 476	52	7 032	48	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	8 004	36	0	7 968	100	
2005-2006	9 480	66	1	9 414	99	
2006-2007	9 688	..	...	9 688	...	
2007-2008	9 781	..	...	9 781	...	
2008-2009	9 580	..	...	9 580	...	
<b>Manitoba 2</b>						
2004-2005	2 797	1 122	40	1 675	60	
2005-2006	3 153	1 277	41	1 876	59	
2006-2007	3 117	1 333	43	1 784	57	
2007-2008	3 541	1 139	32	2 402	68	
2008-2009	3 404	1 076	32	2 328	68	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	2 955	2 699	91	256	9	
2005-2006	3 183	3 002	94	181	6	
2006-2007	3 192	2 996	94	196	6	
2007-2008	3 464	3 231	93	233	7	
2008-2009	4 203	3 413	81	790	19	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	5 709	2 326	41	3 383	59	
2005-2006	5 898	2 282	39	3 616	61	
2006-2007	5 662	2 110	37	3 552	63	
2007-2008	5 795	1 981	34	3 814	66	
2008-2009	6 033	2 301	38	3 732	62	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	3 119	77	2	3 042	98	
2005-2006	3 142	75	2	3 067	98	
2006-2007	3 131	49	2	3 082	98	
2007-2008	3 139	70	2	3 069	98	
2008-2009	2 925	75	3	2 850	97	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 14-3 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon <sup>3</sup></b>						
2004-2005	110		98		2	2
2005-2006	107		93		7	7
2006-2007	152		95		8	5
2007-2008	184		98		3	2
2008-2009	193		98		3	2
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>4</sup></b>						
2004-2005	92		32		63	68
2005-2006	107		21		84	79
2006-2007	84		15		71	85
2007-2008	88		15		75	85
2008-2009	74		24		56	76
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	21		38		13	62
2005-2006	11		82		2	18
2006-2007	11		55		5	45
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	4		100		0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	38 072		40		22 932	60
2005-2006	40 171		39		24 447	61
2006-2007	.. <sup>r</sup>		...		... <sup>r</sup>	...
2007-2008	.. <sup>r</sup>		...		... <sup>r</sup>	...
2008-2009	..		...		26 762	62

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-4

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	34	34	100	0	0	
2005-2006	32	32	100	0	0	
2006-2007	5	5	100	0	0	
2007-2008	8	8	100	0	0	
2008-2009	6	6	100	0	0	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	37	16	43	21	57	
2005-2006	1	0	0	1	100	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	2	0	0	2	100	
2008-2009	5	2	40	3	60	
<b>Québec</b>						
2004-2005	5 031	978	19	4 053	81	
2005-2006	6 090	1 030	17	5 060	83	
2006-2007	6 154	1 664	27	4 490	73	
2007-2008	5 456	1 222	22	4 234	78	
2008-2009	5 590	1 491	27	4 099	73	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	16	16	100	0	0	
2005-2006	16	16	100	0	0	
2006-2007	34	34	100	0	0	
2007-2008	67	67	100	0	0	
2008-2009	54	54	100	0	0	
<b>Manitoba 2</b>						
2004-2005	24	3	13	21	88	
2005-2006	27	4	15	23	85	
2006-2007	59	22	37	37	63	
2007-2008	63	25	40	38	60	
2008-2009	38	14	37	24	63	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	2	2	100	0	0	
2005-2006	3	3	100	0	0	
2006-2007	8	8	100	0	0	
2007-2008	6	6	100	0	0	
2008-2009	9	9	100	0	0	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	250	0	0	250	100	
2005-2006	207	3	1	204	99	
2006-2007	163	8	5	155	95	
2007-2008	180	5	3	175	97	
2008-2009	173	3	2	170	98	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	432	14	3	418	97	
2005-2006	205	9	4	196	96	
2006-2007	178	5	3	173	97	
2007-2008	177	4	2	173	98	
2008-2009	185	3	2	182	98	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-4 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales**

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b> <sup>3</sup>					
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>4</sup>					
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	50	50	100	..	...
2005-2006	6	5	83	1	17
2006-2007	0	0	0	0	0
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					
2004-2005	5 876	1 113	19	4 763	81
2005-2006	6 587	1 102	17	5 485	83
2006-2007	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...
2008-2009	6 060	1 582	26	4 478	74

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard<sup>2</sup></b>						
2004-2005	329	212	64	117	36	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	189 <sup>r</sup>	133 <sup>r</sup>	70	56 <sup>r</sup>	30	
2007-2008	189 <sup>r</sup>	136 <sup>r</sup>	72	53 <sup>r</sup>	28	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	5 611	3 397	61	2 214	39	
2005-2006	5 498	3 591	65	1 907	35	
2006-2007	5 302	3 580	68	1 722	32	
2007-2008	5 128	3 482	68	1 646	32	
2008-2009	5 710	3 500	61	2 210	39	
<b>Nouveau-Brunswick<sup>3</sup></b>						
2004-2005	264	97	37	167	63	
2005-2006	260	88	34	172	66	
2006-2007	267	100	37	167	63	
2007-2008	268	71	26	197	74	
2008-2009	233	57	24	176	76	
<b>Québec</b>						
2004-2005	121 413	66 826	55	54 587	45	
2005-2006	121 867	67 364	55	54 503	45	
2006-2007	117 114	64 699	55	52 415	45	
2007-2008	114 589	62 778	55	51 811	45	
2008-2009	116 895	63 603	54	53 292	46	
<b>Ontario<sup>4</sup></b>						
2004-2005	61 805	16 942	27	44 863	73	
2005-2006	62 510	16 987	27	45 523	73	
2006-2007	62 270	18 955	30	43 315	70	
2007-2008	61 714	18 750	30	42 964	70	
2008-2009	68 255	19 540	29	48 715	71	
<b>Manitoba<sup>5</sup></b>						
2004-2005	6 756	3 463	51	3 293	49	
2005-2006	6 589	3 311	50	3 278	50	
2006-2007	6 282	3 838	61	2 444	39	
2007-2008	5 690	3 420	60	2 270	40	
2008-2009	5 627	3 286	58	2 341	42	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	4 928	4 671	95	257	5	
2005-2006	4 827	4 630	96	197	4	
2006-2007	3 963	3 701	93	262	7	
2007-2008	3 628	3 360	93	268	7	
2008-2009	3 949	3 732	95	217	5	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	13 270	3 001	23	10 269	77	
2005-2006	9 659	2 197	23	7 462	77	
2006-2007	8 063	1 627	20	6 436	80	
2007-2008	8 028	1 636	20	6 392	80	
2008-2009	10 040	2 082	21	7 958	79	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	7 114	666	9	6 448	91	
2005-2006	7 877	644	8	7 233	92	
2006-2007	7 839	558	7	7 281	93	
2007-2008	8 430	387	5	8 043	95	
2008-2009	8 898	371	4	8 527	96	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total<sup>1</sup>

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b> <sup>6</sup>						
2004-2005	405		98		10	2
2005-2006	354		97		12	3
2006-2007	323		96		13	4
2007-2008	328		96		14	4
2008-2009	405		98		8	2
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>7</sup>						
2004-2005	438		47		231	53
2005-2006	301		65		105	35
2006-2007	405		56		177	44
2007-2008	436		69		134	31
2008-2009	296		86		41	14
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	109		87		14	13
2005-2006	461		96		17	4
2006-2007	143		69		45	31
2007-2008	..		..		..	..
2008-2009	233		57		101	43
<b>Total</b>						
2004-2005	222 442		45		122 470	55
2005-2006	220 203		45		120 409	55
2006-2007	212 160 <sup>r</sup>		46		114 333 <sup>r</sup>	54
2007-2008	208 428 <sup>r</sup>		45		113 792 <sup>r</sup>	55
2008-2009	220 541		44		123 586	56

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.
2. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-2

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>						
2004-2005	329	212	64	117	36	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	189 r	133 r	70	56 r	30	
2007-2008	189 r	136 r	72	53 r	28	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	5 327	3 198	60	2 129	40	
2005-2006	5 258	3 409	65	1 849	35	
2006-2007	5 118	3 416	67	1 702	33	
2007-2008	4 771	3 161	66	1 610	34	
2008-2009	5 183	3 135	60	2 048	40	
<b>Nouveau-Brunswick <sup>2</sup></b>						
2004-2005	264	97	37	167	63	
2005-2006	260	88	34	172	66	
2006-2007	267	100	37	167	63	
2007-2008	268	71	26	197	74	
2008-2009	233	57	24	176	76	
<b>Québec</b>						
2004-2005	80 141	42 870	53	37 271	47	
2005-2006	79 827	42 723	54	37 104	46	
2006-2007	76 294	40 782	53	35 512	47	
2007-2008	72 823	39 037	54	33 786	46	
2008-2009	73 749	39 248	53	34 501	47	
<b>Ontario <sup>3</sup></b>						
2004-2005	28 115	978	3	27 137	97	
2005-2006	29 753	959	3	28 794	97	
2006-2007	27 702	1 252	5	26 450	95	
2007-2008	26 749	1 150	4	25 599	96	
2008-2009	31 751	1 644	5	30 107	95	
<b>Manitoba <sup>4</sup></b>						
2004-2005	6 756	3 463	51	3 293	49	
2005-2006	6 589	3 311	50	3 278	50	
2006-2007	6 282	3 838	61	2 444	39	
2007-2008	5 690	3 420	60	2 270	40	
2008-2009	5 627	3 286	58	2 341	42	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	4 926	4 669	95	257	5	
2005-2006	4 827	4 630	96	197	4	
2006-2007	3 963	3 701	93	262	7	
2007-2008	3 627	3 359	93	268	7	
2008-2009	3 949	3 732	95	217	5	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	10 838	2 839	26	7 999	74	
2005-2006	8 488	2 132	25	6 356	75	
2006-2007	6 781	1 577	23	5 204	77	
2007-2008	6 956	1 585	23	5 371	77	
2008-2009	8 508	1 996	23	6 512	77	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	6 374	666	10	5 708	90	
2005-2006	7 040	644	9	6 396	91	
2006-2007	6 827	554	8	6 273	92	
2007-2008	7 238	386	5	6 852	95	
2008-2009	7 434	360	5	7 074	95	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-2 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b> <sup>5</sup>						
2004-2005	294		285	97	9	3
2005-2006	277		268	97	9	3
2006-2007	274		262	96	12	4
2007-2008	274		260	95	14	5
2008-2009	326		318	98	8	2
<b>Territoires du Nord-Ouest</b> <sup>6</sup>						
2004-2005	423		198	47	225	53
2005-2006	289		191	66	98	34
2006-2007	384		218	57	166	43
2007-2008	418		287	69	131	31
2008-2009	291		252	87	39	13
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	109		95	87	14	13
2005-2006	374		360	96	14	4
2006-2007	139		95	68	44	32
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	215		114	53	101	47
<b>Total</b>						
2004-2005	143 896		59 570	41	84 326	59
2005-2006	142 982		58 715	41	84 267	59
2006-2007	134 220 <sup>r</sup>		55 928 <sup>r</sup>	42	78 292 <sup>r</sup>	58
2007-2008	129 003 <sup>r</sup>		52 852 <sup>r</sup>	41	76 151 <sup>r</sup>	59
2008-2009	137 266		54 142	39	83 124	61

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
4. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-3

## Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>1</sup></b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	284	199	70	85	30	
2005-2006	240	182	76	58	24	
2006-2007	184	164	89	20	11	
2007-2008	357	321	90	36	10	
2008-2009	527	365	69	162	31	
<b>Nouveau-Brunswick <sup>2</sup></b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	
2005-2006	0	0	0	0	0	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	0	0	0	0	0	
2008-2009	0	0	0	0	0	
<b>Québec</b>						
2004-2005	41 272	23 956	58	17 316	42	
2005-2006	42 040	24 641	59	17 399	41	
2006-2007	40 820	23 917	59	16 903	41	
2007-2008	41 766	23 741	57	18 025	43	
2008-2009	43 146	24 355	56	18 791	44	
<b>Ontario <sup>3</sup></b>						
2004-2005	33 690	15 964	47	17 726	53	
2005-2006	32 757	16 028	49	16 729	51	
2006-2007	34 568	17 703	51	16 865	49	
2007-2008	34 965	17 600	50	17 365	50	
2008-2009	36 504	17 896	49	18 608	51	
<b>Manitoba <sup>4</sup></b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	2	2	100	0	0	
2005-2006	0	0	0	0	0	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	1	1	100	0	0	
2008-2009	0	0	0	0	0	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	2 432	162	7	2 270	93	
2005-2006	1 171	65	6	1 106	94	
2006-2007	1 282	50	4	1 232	96	
2007-2008	1 072	51	5	1 021	95	
2008-2009	1 532	86	6	1 446	94	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	740	0	0	740	100	
2005-2006	837	0	0	837	100	
2006-2007	1 012	4	0	1 008	100	
2007-2008	1 192	1	0	1 191	100	
2008-2009	1 464	11	1	1 453	99	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 15-3 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres**

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon <sup>5</sup></b>						
2004-2005	111		99		1	1
2005-2006	77		96		3	4
2006-2007	49		98		1	2
2007-2008	54		100		0	0
2008-2009	79		100		0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>6</sup></b>						
2004-2005	15		60		6	40
2005-2006	12		42		7	58
2006-2007	21		48		11	52
2007-2008	18		83		3	17
2008-2009	5		60		2	40
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	87		97		3	3
2006-2007	4		75		1	25
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	18		0		0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	78 546		51		38 144	49
2005-2006	77 221		53		36 142	47
2006-2007	77 940		54		36 041	46
2007-2008	79 425		53		37 641	47
2008-2009	83 275		51		40 462	49

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
4. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 16**  
**Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires**

	Total des demandes de services sommaires approuvées <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>2</sup>
	nombre	pourcentage	taux
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>			
2004-2005	844	- 20	1
2005-2006	1 152	36	1
2006-2007	1 030	- 11	1
2007-2008	935	- 9	1
2008-2009	975	4	1
<b>Nouveau-Brunswick</b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
<b>Québec</b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
<b>Ontario</b>			
2004-2005	132 662	- 28	11
2005-2006	130 121	- 2	10
2006-2007	130 310	0	10
2007-2008	129 724	0	10
2008-2009	134 814	4	10
<b>Manitoba</b>			
2004-2005	16 817	- 4	14
2005-2006	18 234	8	15
2006-2007	18 028	- 1	15
2007-2008	16 541	- 8	14
2008-2009	13 958	- 16	12
<b>Saskatchewan</b>			
2004-2005	4 711	1	5
2005-2006	5 231	11	5
2006-2007	5 236	0	5
2007-2008	4 795	- 8	5
2008-2009	5 078	6	5
<b>Alberta</b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 16 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires

	Total des demandes de services sommaires approuvées <sup>1</sup>		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants <sup>2</sup>
	nombre	pourcentage	taux
<b>Colombie-Britannique</b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
<b>Yukon</b>			
2004-2005	39	...	1
2005-2006	110	182	3 <sup>r</sup>
2006-2007	86	- 22	3
2007-2008	50	- 42	2
2008-2009	53	6	2
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup></b>			
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
<b>Nunavut</b>			
2004-2005	253	- 70	8 <sup>r</sup>
2005-2006	87	- 66	3
2006-2007	327	276	11
2007-2008	..	...	...
2008-2009	213	...	7
<b>Total</b>			
2004-2005	155 326	...	10 <sup>r</sup>
2005-2006	154 935	0	10 <sup>r</sup>
2006-2007	155 017	0	10 <sup>r</sup>
2007-2008	152 045	...	10 <sup>r</sup>
2008-2009	155 091	...	10

1. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008.
3. Les Territoires du Nord-Ouest ne font pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets.

**Note(s)** : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 17**  
**Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet**

	Total <sup>1</sup>		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons <sup>2</sup>	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>												
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>												
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...	.
<b>Nouvelle-Écosse</b>												
2004-2005	2 572	1 208	47	65	3	275	11	108	4	916	36	
2005-2006	2 408	1 181	49	56	2	264	11	79	3	828	34	
2006-2007	2 419	1 089	45	94	4	222	9	95	4	919	38	
2007-2008	2 608	1 241	48	133	5	299	11	109	4	826	32	
2008-2009	2 674	1 400	52	158	6	199	7	75	3	842	31	
<b>Nouveau-Brunswick</b>												
2004-2005	859	..	...	..	...	.	...	..	...	859	100	
2005-2006	795	..	...	..	...	.	...	..	...	795	100	
2006-2007	830	..	...	..	...	.	...	..	...	830	100	
2007-2008	550	73	13	292	53	.	...	69	13	116	21	
2008-2009	556	61	11	312	56	.	...	48	9	135	24	
<b>Québec</b>												
2004-2005	36 913	22 886	62	7 303	20	1 754	5	74	0	4 896	13	
2005-2006	38 009	24 366	64	6 987	18	1 678	4	74	0	4 904	13	
2006-2007	36 962	24 444	66	6 552	18	1 514	4	56	0	4 396	12	
2007-2008	37 420	25 563	68	6 362	17	1 280	3	58	0	4 157	11	
2008-2009	38 575	26 754	69	6 204	16	1 282	3	48	0	4 287	11	
<b>Ontario <sup>3</sup></b>												
2004-2005	43 264	20 624	48	11 496	27	9 815	23	.	...	1 329	3	
2005-2006	46 178	24 270	53	10 579	23	..	...	.	...	11 329	25	
2006-2007	44 256	22 412	51	11 194	25	..	...	.	...	10 650	24	
2007-2008	42 193	21 649	51	10 128	24	..	...	.	...	10 416	25	
2008-2009	40 980	21 836	53	9 868	24	..	...	.	...	9 276	23	
<b>Manitoba <sup>4</sup></b>												
2004-2005	3 306	348	11	304	9	655	20	4	0	1 995	60	
2005-2006	3 612	396	11	235	7	749	21	17	0	2 215	61	
2006-2007	5 025	675	13	431	9	802	16	21	0	3 096	62	
2007-2008	6 142	728	12	356	6	740	12	54	1	4 264	69	
2008-2009	6 378	724	11	321	5	874	14	60	1	4 399	69	
<b>Saskatchewan</b>												
2004-2005	1 770	1 266	72	211	12	143	8	30	2	120	7	
2005-2006	1 772	1 451	82	119	7	89	5	27	2	86	5	
2006-2007	1 930	1 571	81	176	9	90	5	20	1	73	4	
2007-2008	1 923	1 691	88	117	6	79	4	10	1	26	1	
2008-2009	1 254	1 080	86	88	7	51	4	13	1	22	2	
<b>Alberta</b>												
2004-2005	9 272	3 595	39	2 874	31	897	10	570	6	1 336	14	
2005-2006	10 003	4 135	41	2 729	27	939	9	698	7	1 502	15	
2006-2007	8 974	4 013	45	2 262	25	748	8	712	8	1 239	14	
2007-2008	8 965	3 630	40	2 402	27	713	8	867	10	1 353	15	
2008-2009	7 361	2 311	31	2 389	32	739	10	718	10	1 204	16	
<b>Colombie-Britannique</b>												
2004-2005	11 123	2 417	22	5 386	48	.	...	.	...	3 320	30	
2005-2006	11 174	2 382	21	5 192	46	.	...	.	...	3 600	32	
2006-2007	11 175	2 866	26	4 425	40	.	...	.	...	3 884	35	
2007-2008	11 233	3 221	29	3 824	34	.	...	.	...	4 188	37	
2008-2009	12 558	3 274	26	4 568	36	.	...	.	...	4 716	38	
<b>Yukon</b>												
2004-2005	66	57	86	5	8	4	6	0	0	0	0	
2005-2006	74	57	77	14	19	3	4	0	0	0	0	
2006-2007	61	51	84	7	11	3	5	0	0	0	0	
2007-2008	67	53	79	10	15	3	4	1	1	0	0	
2008-2009	75	58	77	7	9	10	13	0	0	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 17 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet

	Total <sup>1</sup>	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons <sup>2</sup>	
	nombre	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>											
2004-2005	467	105	22	28	6	107	23	227	49	0	0
2005-2006	485	129	27	33	7	88	18	230	47	5	1
2006-2007	484	130	27	33	7	46	10	230	48	45	9
2007-2008	406	66	16	27	7	68	17	215	53	30	7
2008-2009	264	82	31	28	11	78	30	55	21	21	8
<b>Nunavut</b>											
2004-2005	33	7	21	21	64	1	3	0	0	4	12
2005-2006	64	3	5	30	47	15	23	1	2	15	23
2006-2007	46	15	33	27	59	4	9	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2008-2009	38	4	11	0	0	34	89	0	0	0	0
<b>Total</b>											
2004-2005	109 645	52 513	48	27 693	25	13 651	12	1 013	1	14 775	13
2005-2006	114 574	58 370	51	25 974	23	3 825	3	1 126	1	25 279	22
2006-2007	112 162	57 266	51	25 201	22	3 429	3	1 134	1	25 132	22
2007-2008	111 507	57 915	52	23 651	21	3 182	3	1 383	1	25 376	23
2008-2009	110 713	57 584	52	23 943	22	3 267	3	1 017	1	24 902	22

1. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
2. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
4. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-1

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	2 572	1 108	43	1 464	57	
2005-2006	2 408	995	41	1 413	59	
2006-2007	2 419	1 183	49	1 236	51	
2007-2008	2 608	1 309	50	1 299	50	
2008-2009	2 674	1 304	49	1 370	51	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	859	741	86	118	14	
2005-2006	795	698	88	97	12	
2006-2007	830	715	86	115	14	
2007-2008	550	478	87	72	13	
2008-2009	556	491	88	65	12	
<b>Québec</b>						
2004-2005	36 913	14 446	39	22 467	61	
2005-2006	38 009	15 901	42	22 108	58	
2006-2007	36 962	16 254	44	20 708	56	
2007-2008	37 420	17 687	47	19 733	53	
2008-2009	38 575	18 149	47	20 426	53	
<b>Ontario <sup>2</sup></b>						
2004-2005	43 264	.	...	.	.	...
2005-2006	46 178	.	...	.	.	...
2006-2007	44 256	.	...	.	.	...
2007-2008	42 193	.	...	.	.	...
2008-2009	40 980	.	...	.	.	...
<b>Manitoba <sup>3</sup></b>						
2004-2005	3 306	1 226	37	2 080	63	
2005-2006	3 612	1 355	38	2 257	62	
2006-2007	5 025	2 687	53	2 338	47	
2007-2008	6 142	3 753	61	2 389	39	
2008-2009	6 378	3 972	62	2 406	38	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	1 770	1 173	66	597	34	
2005-2006	1 772	1 224	69	548	31	
2006-2007	1 930	1 453	75	477	25	
2007-2008	1 923	1 531	80	392	20	
2008-2009	1 254	834	67	420	33	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	9 272	5 057	55	4 215	45	
2005-2006	10 003	5 675	57	4 328	43	
2006-2007	8 974	5 431	61	3 543	39	
2007-2008	8 965	5 434	61	3 531	39	
2008-2009	7 361	4 250	58	3 111	42	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	11 123	6 419	58	4 704	42	
2005-2006	11 174	6 333	57	4 841	43	
2006-2007	11 175	6 422	57	4 753	43	
2007-2008	11 233	6 447	57	4 786	43	
2008-2009	12 558	6 409	51	6 149	49	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-1 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	66		14	21	52	79
2005-2006	74		39	53	35	47
2006-2007	61		12	20	49	80
2007-2008	67		19	28	48	72
2008-2009	75		20	27	55	73
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	467		97	21	370	79
2005-2006	485		118	24	367	76
2006-2007	484		119	25	365	75
2007-2008	406		128	32	278	68
2008-2009	264		93	35	171	65
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	33		8	24	25	76
2005-2006	64		3	5	61	95
2006-2007	46		1	2	45	98
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	38		0	0	38	100
<b>Total</b>						
2004-2005	109 645		...	...	...	...
2005-2006	114 574		...	...	...	...
2006-2007	112 162		...	...	...	...
2007-2008	111 507		...	...	...	...
2008-2009	110 713		...	...	...	...

1. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-2

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	1 208	417	35	791	65	
2005-2006	1 181	379	32	802	68	
2006-2007	1 089	383	35	706	65	
2007-2008	1 241	463	37	778	63	
2008-2009	1 400	517	37	883	63	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	73	57	78	16	22	
2008-2009	61	55	90	6	10	
<b>Québec</b>						
2004-2005	22 886	10 145	44	12 741	56	
2005-2006	24 366	11 474	47	12 892	53	
2006-2007	24 444	12 235	50	12 209	50	
2007-2008	25 563	13 782	54	11 781	46	
2008-2009	26 754	14 221	53	12 533	47	
<b>Ontario <sup>1</sup></b>						
2004-2005	20 624	.	...	.	.	...
2005-2006	24 270	.	...	.	.	...
2006-2007	22 412	.	...	.	.	...
2007-2008	21 649	.	...	.	.	...
2008-2009	21 836	.	...	.	.	...
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>						
2004-2005	348	114	33	234	67	
2005-2006	396	134	34	262	66	
2006-2007	675	341	51	334	49	
2007-2008	728	378	52	350	48	
2008-2009	724	360	50	364	50	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	1 266	883	70	383	30	
2005-2006	1 451	1 025	71	426	29	
2006-2007	1 571	1 191	76	380	24	
2007-2008	1 691	1 371	81	320	19	
2008-2009	1 080	713	66	367	34	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	3 595	1 876	52	1 719	48	
2005-2006	4 135	2 429	59	1 706	41	
2006-2007	4 013	2 426	60	1 587	40	
2007-2008	3 630	2 278	63	1 352	37	
2008-2009	2 311	1 362	59	949	41	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	2 417	1 402	58	1 015	42	
2005-2006	2 382	1 352	57	1 030	43	
2006-2007	2 866	1 570	55	1 296	45	
2007-2008	3 221	1 722	53	1 499	47	
2008-2009	3 274	1 559	48	1 715	52	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 18-2 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	57	11	19	46	81	
2005-2006	57	32	56	25	44	
2006-2007	51	9	18	42	82	
2007-2008	53	16	30	37	70	
2008-2009	58	18	31	40	69	
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	105	31	30	74	70	
2005-2006	129	44	34	85	66	
2006-2007	130	44	34	86	66	
2007-2008	66	21	32	45	68	
2008-2009	82	32	39	50	61	
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	7	3	43	4	57	
2005-2006	3	0	0	3	100	
2006-2007	15	0	0	15	100	
2007-2008	..	..	..	..	..	
2008-2009	4	0	0	4	100	
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	
2005-2006	...	...	...	...	...	
2006-2007	...	...	...	...	...	
2007-2008	...	...	...	...	...	
2008-2009	...	...	...	...	...	

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-3

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	65	47	72	18	28	
2005-2006	56	29	52	27	48	
2006-2007	94	57	61	37	39	
2007-2008	133	63	47	70	53	
2008-2009	158	66	42	92	58	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	292	268	92	24	8	
2008-2009	312	297	95	15	5	
<b>Québec</b>						
2004-2005	7 303	3 253	45	4 050	55	
2005-2006	6 987	3 303	47	3 684	53	
2006-2007	6 552	2 965	45	3 587	55	
2007-2008	6 362	2 974	47	3 388	53	
2008-2009	6 204	2 826	46	3 378	54	
<b>Ontario <sup>1</sup></b>						
2004-2005	11 496	..	...	..	..	...
2005-2006	10 579	6 307	60	4 272	40	
2006-2007	11 194	..	...	..	..	...
2007-2008	10 128	..	...	..	..	...
2008-2009	9 868	..	...	..	..	...
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>						
2004-2005	304	26	9	278	91	
2005-2006	235	24	10	211	90	
2006-2007	431	175	41	256	59	
2007-2008	356	139	39	217	61	
2008-2009	321	200	62	121	38	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	211	191	91	20	9	
2005-2006	119	109	92	10	8	
2006-2007	176	166	94	10	6	
2007-2008	117	109	93	8	7	
2008-2009	88	77	88	11	13	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	2 874	2 011	70	863	30	
2005-2006	2 729	1 826	67	903	33	
2006-2007	2 262	1 749	77	513	23	
2007-2008	2 402	1 853	77	549	23	
2008-2009	2 389	1 821	76	568	24	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	5 386	2 611	48	2 775	52	
2005-2006	5 192	2 606	50	2 586	50	
2006-2007	4 425	2 360	53	2 065	47	
2007-2008	3 824	2 207	58	1 617	42	
2008-2009	4 568	2 242	49	2 326	51	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-3 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	5		1	20	4	80
2005-2006	14		7	50	7	50
2006-2007	7		3	43	4	57
2007-2008	10		3	30	7	70
2008-2009	7		1	14	6	86
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	28		10	36	18	64
2005-2006	33		2	6	31	94
2006-2007	33		3	9	30	91
2007-2008	27		9	33	18	67
2008-2009	28		7	25	21	75
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	21		2	10	19	90
2005-2006	30		2	7	28	93
2006-2007	27		0	0	27	100
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	0		0	0	0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...	...	...	...
2005-2006	...		...	...	...	...
2006-2007	...		...	...	...	...
2007-2008	...		...	...	...	...
2008-2009	...		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-4

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	275	174	63	101	37	
2005-2006	264	102	39	162	61	
2006-2007	222	115	52	107	48	
2007-2008	299	168	56	131	44	
2008-2009	199	117	59	82	41	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Québec</b>						
2004-2005	1 754	65	4	1 689	96	
2005-2006	1 678	95	6	1 583	94	
2006-2007	1 514	62	4	1 452	96	
2007-2008	1 280	49	4	1 231	96	
2008-2009	1 282	56	4	1 226	96	
<b>Ontario <sup>1</sup></b>						
2004-2005	9 815	.	...	.	.	...
2005-2006	..	.	...	.	.	...
2006-2007	..	.	...	.	.	...
2007-2008	..	.	...	.	.	...
2008-2009	..	.	...	.	.	...
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>						
2004-2005	655	34	5	621	95	
2005-2006	749	26	3	723	97	
2006-2007	802	54	7	748	93	
2007-2008	740	43	6	697	94	
2008-2009	874	28	3	846	97	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	143	27	19	116	81	
2005-2006	89	23	26	66	74	
2006-2007	90	35	39	55	61	
2007-2008	79	19	24	60	76	
2008-2009	51	17	33	34	67	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	897	170	19	727	81	
2005-2006	939	204	22	735	78	
2006-2007	748	185	25	563	75	
2007-2008	713	157	22	556	78	
2008-2009	739	121	16	618	84	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-4 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	4		50		2	50
2005-2006	3		0		3	100
2006-2007	3		0		3	100
2007-2008	3		0		3	100
2008-2009	10		10		9	90
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	107		25		80	75
2005-2006	88		20		70	80
2006-2007	46		28		33	72
2007-2008	68		22		53	78
2008-2009	78		21		62	79
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	1		100		0	0
2005-2006	15		0		15	100
2006-2007	4		25		3	75
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	34		0		34	100
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...		...	...
2005-2006	...		...		...	...
2006-2007	...		...		...	...
2007-2008	...		...		...	...
2008-2009	...		...		...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-5

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	108	42	39	66	61	
2005-2006	79	45	57	34	43	
2006-2007	95	53	56	42	44	
2007-2008	109	104	95	5	5	
2008-2009	75	62	83	13	17	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	69	69	100	..	..	...
2008-2009	48	47	98	1	2	
<b>Québec</b>						
2004-2005	74	11	15	63	85	
2005-2006	74	6	8	68	92	
2006-2007	56	1	2	55	98	
2007-2008	58	4	7	54	93	
2008-2009	48	1	2	47	98	
<b>Ontario <sup>1</sup></b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Manitoba <sup>2</sup></b>						
2004-2005	4	0	0	4	100	
2005-2006	17	1	6	16	94	
2006-2007	21	7	33	14	67	
2007-2008	54	29	54	25	46	
2008-2009	60	29	48	31	52	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	30	19	63	11	37	
2005-2006	27	18	67	9	33	
2006-2007	20	15	75	5	25	
2007-2008	10	9	90	1	10	
2008-2009	13	10	77	3	23	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	570	306	54	264	46	
2005-2006	698	399	57	299	43	
2006-2007	712	417	59	295	41	
2007-2008	867	514	59	353	41	
2008-2009	718	407	57	311	43	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-5 – suite

## Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	1	100
2008-2009	0	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	227	29	13	13	198	87
2005-2006	230	50	22	22	180	78
2006-2007	230	50	22	22	180	78
2007-2008	215	55	26	26	160	74
2008-2009	55	17	31	31	38	69
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	1	1	100	100	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...
2008-2009	...	...	...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-6

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	916	428	47	488	53	
2005-2006	828	440	53	388	47	
2006-2007	919	575	63	344	37	
2007-2008	826	511	62	315	38	
2008-2009	842	542	64	300	36	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	859	741	86	118	14	
2005-2006	795	698	88	97	12	
2006-2007	830	715	86	115	14	
2007-2008	116	84	72	32	28	
2008-2009	135	92	68	43	32	
<b>Québec</b>						
2004-2005	4 896	972	20	3 924	80	
2005-2006	4 904	1 023	21	3 881	79	
2006-2007	4 396	991	23	3 405	77	
2007-2008	4 157	878	21	3 279	79	
2008-2009	4 287	1 045	24	3 242	76	
<b>Ontario <sup>2</sup></b>						
2004-2005	1 329	..	...	..	..	...
2005-2006	11 329	6 141	54	5 188	46	
2006-2007	10 650	..	...	..	..	...
2007-2008	10 416	..	...	..	..	...
2008-2009	9 276	..	...	..	..	...
<b>Manitoba <sup>3</sup></b>						
2004-2005	1 995	1 052	53	943	47	
2005-2006	2 215	1 170	53	1 045	47	
2006-2007	3 096	2 110	68	986	32	
2007-2008	4 264	3 164	74	1 100	26	
2008-2009	4 399	3 355	76	1 044	24	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	120	53	44	67	56	
2005-2006	86	49	57	37	43	
2006-2007	73	46	63	27	37	
2007-2008	26	23	88	3	12	
2008-2009	22	17	77	5	23	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	1 336	694	52	642	48	
2005-2006	1 502	817	54	685	46	
2006-2007	1 239	654	53	585	47	
2007-2008	1 353	632	47	721	53	
2008-2009	1 204	539	45	665	55	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	3 320	2 406	72	914	28	
2005-2006	3 600	2 375	66	1 225	34	
2006-2007	3 884	2 492	64	1 392	36	
2007-2008	4 188	2 518	60	1 670	40	
2008-2009	4 716	2 608	55	2 108	45	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 18-6 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons<sup>1</sup>

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	5	4	80	1	20	80
2006-2007	45	9	20	36	80	7
2007-2008	30	28	93	2	7	
2008-2009	21	21	100			
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	4	2	50	2	50	100
2005-2006	15	0	0	15	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...
2008-2009	...	...	...	...	...	...

1. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques étaient responsables de 51 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre de demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 19-1**  
**Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total**

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	15	8	53	7	47	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	14 r	8 r	57	6 r	43	
2007-2008	14 r	8 r	57	6 r	43	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	146	78	53	68	47	
2005-2006	155	86	55	69	45	
2006-2007	149	82	55	67	45	
2007-2008	156	81	52	75	48	
2008-2009	154	82	53	72	47	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	50	28	56	22	44	
2005-2006	53	31	58	22	42	
2006-2007	55	31	56	24	44	
2007-2008	60	33	55	27	45	
2008-2009	52	23	44	29	56	
<b>Québec</b>						
2004-2005	830	343	41	487	59	
2005-2006	834	348	42	486	58	
2006-2007	835	347	42	488	58	
2007-2008	835	348	42	487	58	
2008-2009	826	348	42	478	58	
<b>Ontario 2</b>						
2004-2005	1 336	482	36	854	64	
2005-2006	1 336	486	36	850	64	
2006-2007	1 333	494	37	839	63	
2007-2008	1 402	524	37	878	63	
2008-2009	1 427	519	36	908	64	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	157	60	38	97	62	
2005-2006	158	60	38	98	62	
2006-2007	171	66	39	105	61	
2007-2008	165	63	38	102	62	
2008-2009	179	70	39	109	61	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	150	76	51	74	49	
2005-2006	149	76	51	73	49	
2006-2007	149	77	52	72	48	
2007-2008	155	77	50	78	50	
2008-2009	161	84	52	77	48	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	229	66	29	163	71	
2005-2006	245	66	27	179	73	
2006-2007	253	69	27	184	73	
2007-2008	277	78	28	199	72	
2008-2009	328	115	35	213	65	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	204	27	13	177	87	
2005-2006	185	25	14	160	86	
2006-2007	180	39	22	141	78	
2007-2008	213	27	13	186	87	
2008-2009	226	29	13	197	87	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-1 – suite

## Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	16		8	50	8	50
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	14		8	57	6	43
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	30		9	30	21	70
2005-2006	29		10	34	19	66
2006-2007	28		9	32	19	68
2007-2008	27		11	41	16	59
2008-2009	27		10	37	17	63
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	29		9	31	20	69
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		10	56	8	44
<b>Total</b>						
2004-2005	3 192		1 194	37	1 998	63
2005-2006	3 160		1 196	38	1 964	62
2006-2007	3 182 <sup>r</sup>		1 230 <sup>r</sup>	39	1 952 <sup>r</sup>	61
2007-2008	3 318 <sup>r</sup>		1 258 <sup>r</sup>	38	2 060 <sup>r</sup>	62
2008-2009	3 412		1 298	38	2 114	62

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privée assurant des services n'est pas disponible.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques comptaient 41 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 36 % des non-avocats.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 19-2**  
**Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs**

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	15	8	53	7	47	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	12 r	7 r	58	5 r	42	
2007-2008	12 r	7 r	58	5 r	42	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	136	76	56	60	44	
2005-2006	144	84	58	60	42	
2006-2007	138	80	58	58	42	
2007-2008	145	78	54	67	46	
2008-2009	142	78	55	64	45	
<b>Nouveau-Brunswick 1</b>						
2004-2005	27	27	100	0	0	
2005-2006	30	30	100	0	0	
2006-2007	54	30	56	24	44	
2007-2008	52	31	60	21	40	
2008-2009	42	22	52	20	48	
<b>Québec</b>						
2004-2005	345	313	91	32	9	
2005-2006	353	318	90	35	10	
2006-2007	350	317	91	33	9	
2007-2008	354	318	90	36	10	
2008-2009	354	318	90	36	10	
<b>Ontario 2</b>						
2004-2005	532	376	71	156	29	
2005-2006	552	387	70	165	30	
2006-2007	555	393	71	162	29	
2007-2008	589	420	71	169	29	
2008-2009	595	412	69	183	31	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	121	55	45	66	55	
2005-2006	121	55	45	66	55	
2006-2007	134	60	45	74	55	
2007-2008	124	57	46	67	54	
2008-2009	137	64	47	73	53	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	95	75	79	20	21	
2005-2006	94	75	80	19	20	
2006-2007	94	76	81	18	19	
2007-2008	94	76	81	18	19	
2008-2009	101	83	82	18	18	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	72	63	88	9	13	
2005-2006	75	63	84	12	16	
2006-2007	78	66	85	12	15	
2007-2008	88	74	84	14	16	
2008-2009	125	110	88	15	12	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	34	26	76	8	24	
2005-2006	81	25	31	56	69	
2006-2007	104	27	26	77	74	
2007-2008	87	27	31	60	69	
2008-2009	103	29	28	74	72	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-2 – suite

## Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	16		8	50	8	50
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	14		8	57	6	43
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	19		8	42	11	58
2005-2006	20		9	45	11	55
2006-2007	19		8	42	11	58
2007-2008	19		10	53	9	47
2008-2009	19		9	47	10	53
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	10		9	90	1	10
2005-2006	..		..	..	..	..
2006-2007	..		..	..	..	..
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	18		10	56	8	44
<b>Total</b>						
2004-2005	1 422		1 044	73	378	27
2005-2006	1 486		1 054	71	432	29
2006-2007	1 553 <sup>r</sup>		1 072 <sup>r</sup>	69	481 <sup>r</sup>	31
2007-2008	1 578 <sup>r</sup>		1 106 <sup>r</sup>	70	472 <sup>r</sup>	30
2008-2009	1 650		1 143	69	507	31

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privée assurant des services n'est pas disponible.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques comptaient 41 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 36 % des non-avocats.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 19-3**  
**Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés<sup>1</sup>**

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	2 r	1 r	50	1 r	50	50
2007-2008	2 r	1 r	50	1 r	50	50
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	10	2	20	8	80	80
2005-2006	11	2	18	9	82	82
2006-2007	11	2	18	9	82	82
2007-2008	11	3	27	8	73	73
2008-2009	12	4	33	8	67	67
<b>Nouveau-Brunswick<sup>2</sup></b>						
2004-2005	23	1	4	22	96	96
2005-2006	23	1	4	22	96	96
2006-2007	1	1	100	0	0	0
2007-2008	8	2	25	6	75	75
2008-2009	10	1	10	9	90	90
<b>Québec</b>						
2004-2005	485	30	6	455	94	94
2005-2006	481	30	6	451	94	94
2006-2007	485	30	6	455	94	94
2007-2008	481	30	6	451	94	94
2008-2009	472	30	6	442	94	94
<b>Ontario<sup>3</sup></b>						
2004-2005	804	106	13	698	87	87
2005-2006	784	99	13	685	87	87
2006-2007	778	101	13	677	87	87
2007-2008	813	104	13	709	87	87
2008-2009	832	107	13	725	87	87
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	36	5	14	31	86	86
2005-2006	37	5	14	32	86	86
2006-2007	37	6	16	31	84	84
2007-2008	41	6	15	35	85	85
2008-2009	42	6	14	36	86	86
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	55	1	2	54	98	98
2005-2006	55	1	2	54	98	98
2006-2007	55	1	2	54	98	98
2007-2008	61	1	2	60	98	98
2008-2009	60	1	2	59	98	98
<b>Alberta</b>						
2004-2005	157	3	2	154	98	98
2005-2006	170	3	2	167	98	98
2006-2007	175	3	2	172	98	98
2007-2008	189	4	2	185	98	98
2008-2009	203	5	2	198	98	98
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	170	1	1	169	99	99
2005-2006	104	0	0	104	100	100
2006-2007	76	12	16	64	84	84
2007-2008	126	0	0	126	100	100
2008-2009	123	0	0	123	100	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-3 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés<sup>1</sup>

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
2008-2009	0		0		0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	11		9		10	91
2005-2006	9		11		8	89
2006-2007	9		11		8	89
2007-2008	8		13		7	88
2008-2009	8		13		7	88
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	19		0		19	100
2005-2006	..		..		..	..
2006-2007	..		..		..	..
2007-2008	..		..		..	..
2008-2009	..		..		..	..
<b>Total</b>						
2004-2005	1 770		150		1 620	92
2005-2006	1 674		142		1 532	92
2006-2007	1 629 <sup>r</sup>		158 <sup>r</sup>		1 471 <sup>r</sup>	90
2007-2008	1 740 <sup>r</sup>		152 <sup>r</sup>		1 588 <sup>r</sup>	91
2008-2009	1 762		155		1 607	91

1. La catégorie « Autres employés » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.

2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privée assurant des services n'est pas disponible.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2008-2009, ces cliniques comptaient 41 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 36 % des non-avocats.

**Note(s) :** Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 20**  
**Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés**

	Total <sup>1</sup>		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique <sup>2</sup>	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard <sup>3</sup></b>						
2004-2005	42	34	81	8	19	
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	38 r	30 r	79	8 r	21	
2007-2008	40 r	32 r	80	8 r	20	
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	289	211	73	78	27	
2005-2006	320	234	73	86	27	
2006-2007	287	205	71	82	29	
2007-2008	290	209	72	81	28	
2008-2009	318	236	74	82	26	
<b>Nouveau-Brunswick <sup>4</sup></b>						
2004-2005	...	..	...	28	...	
2005-2006	153	122	80	31	20	
2006-2007	129	98	76	31	24	
2007-2008	133	100	75	33	25	
2008-2009	143	120	84	23	16	
<b>Québec</b>						
2004-2005	2 824	2 481	88	343	12	
2005-2006	2 807	2 459	88	348	12	
2006-2007	2 741	2 394	87	347	13	
2007-2008	2 685	2 337	87	348	13	
2008-2009	2 608	2 260	87	348	13	
<b>Ontario <sup>5</sup></b>						
2004-2005	4 651	4 169	90	482	10	
2005-2006	5 783	5 297	92	486	8	
2006-2007	4 878	4 384	90	494	10	
2007-2008	5 505	4 981	90	524	10	
2008-2009	4 641	4 122	89	519	11	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	355	295	83	60	17	
2005-2006	357	297	83	60	17	
2006-2007	336	270	80	66	20	
2007-2008	316	253	80	63	20	
2008-2009	305	235	77	70	23	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	200	124	62	76	38	
2005-2006	213	137	64	76	36	
2006-2007	209	132	63	77	37	
2007-2008	241	164	68	77	32	
2008-2009	223	139	62	84	38	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	968	902	93	66	7	
2005-2006	939	873	93	66	7	
2006-2007	862	793	92	69	8	
2007-2008	869	791	91	78	9	
2008-2009	859	744	87	115	13	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	1 024	997	97	27	3	
2005-2006	981	956	97	25	3	
2006-2007	970	931	96	39	4	
2007-2008	938	911	97	27	3	
2008-2009	971	942	97	29	3	

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 20 – suite

## Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

	Total <sup>1</sup>		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique <sup>2</sup>	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	16		8	50	8	50
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	16		8	50	8	50
2007-2008	16		8	50	8	50
2008-2009	14		6	43	8	57
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	24		15	63	9	38
2005-2006	27		17	63	10	37
2006-2007	29		20	69	9	31
2007-2008	30		19	63	11	37
2008-2009	23		13	57	10	43
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	15		6	40	9	60
2005-2006	6		6	100	..	...
2006-2007	8		8	100	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		8	44	10	56
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...	...	1 194	...
2005-2006	11 602		10 406	90	1 196	10
2006-2007	10 503 <sup>r</sup>		9 273 <sup>r</sup>	88	1 230 <sup>r</sup>	12
2007-2008	11 063 <sup>r</sup>		9 805 <sup>r</sup>	89	1 258 <sup>r</sup>	11
2008-2009	10 123		8 825	87	1 298	13

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique. Le ratio des avocats de pratique privée aux avocats salariés ne correspond pas nécessairement à la proportion du travail qui est accompli par chaque groupe.

2. Chiffres au 31 mars.

3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue, alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privée assurant des services n'est pas disponible.

5. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office.

**Note(s)** : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 21**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire**

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse<sup>1</sup></b>						
2004-2005	10 832	9 434	87	1 398	13	
2005-2006	12 058	10 564	88	1 494	12	
2006-2007	13 569	12 164	90	1 405	10	
2007-2008	15 868	14 299	90	1 569	10	
2008-2009	16 002	14 628	91	1 374	9	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	15 558	15 393	99	165	1	
2005-2006	18 339	18 189	99	150	1	
2006-2007	19 370	19 222	99	148	1	
2007-2008	22 321	20 421	91	1 900	9	
2008-2009	20 693	18 805	91	1 888	9	
<b>Québec</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Ontario</b>						
2004-2005	926 385	709 830	77	216 555	23	
2005-2006	978 773	738 722	75	240 051	25	
2006-2007	1 038 758	844 420	81	194 338	19	
2007-2008	1 078 703	882 539	82	196 164	18	
2008-2009	1 120 769	915 385	82	205 384	18	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	33 048	..	...	..	...	
2005-2006	38 803	..	...	..	...	
2006-2007	40 850	30 243	74	10 607	26	
2007-2008	42 487	39 407	93	3 080	7	
2008-2009	39 979	37 762	94	2 217	6	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	15 867	15 535	98	332	2	
2005-2006	16 560	16 142	97	418	3	
2006-2007	14 643	14 300	98	343	2	
2007-2008	15 319	14 870	97	449	3	
2008-2009	15 865	15 462	97	403	3	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	94 965	90 437	95	4 528	5	
2005-2006	105 225	94 448	90	10 777	10	
2006-2007	107 476	97 500	91	9 976	9	
2007-2008	119 955	107 885	90	12 070	10	
2008-2009	148 226	132 673	90	15 553	10	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	84 550	69 267	82	15 283	18	
2005-2006	95 498	75 720	79	19 778	21	
2006-2007	104 152	82 024	79	22 128	21	
2007-2008	104 419	81 146	78	23 273	22	
2008-2009	108 593	78 444	72	30 149	28	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 21 – suite

## Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	1 227	1 146	93		81	7
2005-2006	1 429	1 364	95		65	5
2006-2007	1 797	1 740	97		57	3
2007-2008	2 030	1 954	96		76	4
2008-2009	2 219	2 133	96		86	4
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>2</sup></b>						
2004-2005	2 637	2 637	100		.	...
2005-2006	3 443	3 443	100		.	...
2006-2007	3 543	3 543	100		.	...
2007-2008	4 308	4 308	100		.	...
2008-2009	4 823	4 823	100		.	...
<b>Nunavut <sup>2</sup></b>						
2004-2005	3 548	3 523	99		25	1
2005-2006	4 714	4 688	99		26	1
2006-2007	4 623	4 623	100		0	0
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	14 902	14 902	100		0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	1 188 617	...	...		...	...
2005-2006	1 274 842	...	...		...	...
2006-2007	1 348 781	1 109 779	82		239 002	18
2007-2008	1 405 410	1 166 829	83		238 581	17
2008-2009	1 492 071	1 235 017	83		257 054	17

1. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes qui ont reçu de l'aide plutôt que du nombre d'unités de services fournies.
  2. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée ». Les personnes qui comparaissent en cour ne sont pas tenues de présenter une demande de services juridiques, à moins que et avant que l'affaire ne nécessite une enquête préliminaire, un procès ou un processus de détermination de la peine plus complexe. Autrement, elles sont présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique.
- Note(s) :** Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
- Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 22**  
**Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile**

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total		Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>											
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>											
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
<b>Nouvelle-Écosse <sup>1</sup></b>											
2004-2005	10 832	9 434	8 199	87	1 235	13	1 398	1 397	100	1	0
2005-2006	12 058	10 564	9 304	88	1 260	12	1 494	1 494	100	0	0
2006-2007	13 569	12 164	10 662	88	1 502	12	1 405	1 404	100	1	0
2007-2008	15 868	14 299	12 124	85	2 175	15	1 569	1 569	100	0	0
2008-2009	16 002	14 628	12 973	89	1 655	11	1 374	1 374	100	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>											
2004-2005	15 558	15 393	13 677	89	1 716	11	165	165	100	0	0
2005-2006	18 339	18 189	16 031	88	2 158	12	150	150	100	0	0
2006-2007	19 370	19 222	17 208	90	2 014	10	148	148	100	0	0
2007-2008	22 321	20 421	18 275	89	2 146	11	1 900	1 900	100	0	0
2008-2009	20 693	18 805	16 884	90	1 921	10	1 888	1 888	100	0	0
<b>Québec</b>											
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
<b>Ontario</b>											
2004-2005	926 385	709 830	618 815	87	91 015	13	216 555	105 621	49	110 934	51
2005-2006	978 773	738 722	647 502	88	91 220	12	240 051	174 889	73	65 162	27
2006-2007	1 038 758	844 420	742 631	88	101 789	12	194 338	163 719	84	30 619	16
2007-2008	1 078 703	882 539	778 882	88	103 657	12	196 164	168 966	86	27 198	14
2008-2009	1 120 769	915 385	809 713	88	105 672	12	205 384	177 906	87	27 478	13
<b>Manitoba</b>											
2004-2005	33 048	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2005-2006	38 803	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2006-2007	40 850	30 243	28 279	94	1 964	6	10 607	10 607	100	.	...
2007-2008	42 487	39 407	34 079	86	5 328	14	3 080	3 080	100	.	...
2008-2009	39 979	37 762	33 512	89	4 250	11	2 217	2 217	100	.	...
<b>Saskatchewan</b>											
2004-2005	15 867	15 535	13 311	86	2 224	14	332	4	1	328	99
2005-2006	16 560	16 142	13 762	85	2 380	15	418	3	1	415	99
2006-2007	14 643	14 300	12 395	87	1 905	13	343	6	2	337	98
2007-2008	15 319	14 870	12 922	87	1 948	13	449	3	1	446	99
2008-2009	15 865	15 462	13 517	87	1 945	13	403	5	1	398	99
<b>Alberta</b>											
2004-2005	94 965	90 437	77 702	86	12 735	14	4 528	275	6	4 253	94
2005-2006	105 225	94 448	81 628	86	12 820	14	10 777	5 687	53	5 090	47
2006-2007	107 476	97 500	85 138	87	12 362	13	9 976	4 895	49	5 081	51
2007-2008	119 955	107 885	94 097	87	13 788	13	12 070	6 390	53	5 680	47
2008-2009	148 226	132 673	113 290	85	19 383	15	15 553	9 434	61	6 119	39
<b>Colombie-Britannique</b>											
2004-2005	84 550	69 267	64 719	93	4 548	7	15 283	14 272	93	1 011	7
2005-2006	95 498	75 720	70 631	93	5 089	7	19 778	18 789	95	989	5
2006-2007	104 152	82 024	77 099	94	4 925	6	22 128	21 122	95	1 006	5
2007-2008	104 419	81 146	76 578	94	4 568	6	23 273	22 441	96	832	4
2008-2009	108 593	78 444	73 763	94	4 681	6	30 149	25 983	86	4 166	14
<b>Yukon</b>											
2004-2005	1 227	1 146	1 027	90	119	10	81	81	100	0	0
2005-2006	1 429	1 364	1 242	91	122	9	65	63	97	2	3
2006-2007	1 797	1 740	1 529	88	211	12	57	57	100	0	0
2007-2008	2 030	1 954	1 650	84	304	16	76	75	99	1	1
2008-2009	2 219	2 133	1 889	89	244	11	86	86	100	0	0

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 22 – suite

## Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total		Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
<b>Territoires du Nord-Ouest <sup>2</sup></b>											
2004-2005	2 637	2 637	2 026	77	611	23	.	.	...	.	...
2005-2006	3 443	3 443	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2006-2007	3 543	3 543	2 755	78	788	22	.	.	...	.	...
2007-2008	4 308	4 308	3 346	78	962	22	.	.	...	.	...
2008-2009	4 823	4 823	4 026	83	797	17	.	.	...	.	...
<b>Nunavut <sup>2</sup></b>											
2004-2005	3 548	3 523	2 830	80	693	20	25	25	100	0	0
2005-2006	4 714	4 688	4 688	100		0	26	3	12	23	88
2006-2007	4 623	4 623	4 556	99	67	1	0	0	...	0	...
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2008-2009	14 902	14 902	11 212	75	3 690	25	0	0	...	0	...
<b>Total</b>											
2004-2005	1 188 617	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	1 274 842	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	1 348 781	1 109 779	982 252	89	127 527	11	239 002	201 958	85	37 044	15
2007-2008	1 405 410	1 166 829	1 031 953	88	134 876	12	238 581	204 424	86	34 157	14
2008-2009	1 492 071	1 235 017	1 090 779	88	144 238	12	257 054	218 893	85	38 161	15

1. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes qui ont reçu de l'aide plutôt que du nombre d'unités de services fournies.
2. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée ». Les personnes qui comparaissent en cour ne sont pas tenues de présenter une demande de services juridiques, à moins que et avant que l'affaire ne nécessite une enquête préliminaire, un procès ou un processus de détermination de la peine plus complexe. Autrement, elles sont présumées admissibles et reçoivent des services d'aide juridique.

**Note(s) :** Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-1

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	3 r	2 r	67	1 r	33	
2007-2008	6 r	6 r	100	.	..	...
2008-2009	..	..	...	..	..	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	55	36	65	19	35	
2005-2006	120	54	45	66	55	
2006-2007	101	63	62	38	38	
2007-2008	82	68	83	14	17	
2008-2009	94	53	56	41	44	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	12	2	17	10	83	
2005-2006	38	36	95	2	5	
2006-2007	48	37	77	11	23	
2007-2008	61	55	90	6	10	
2008-2009	34	30	88	4	12	
<b>Québec</b>						
2004-2005	1 186	531	45	655	55	
2005-2006	1 225	614	50	611	50	
2006-2007	1 175	574	49	601	51	
2007-2008	1 078	514	48	564	52	
2008-2009	1 143	501	44	642	56	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	1 663	1 238	74	425	26	
2006-2007	1 318	629	48	689	52	
2007-2008	1 036	575	56	461	44	
2008-2009	2 436	1 356	56	1 080	44	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	96	81	84	15	16	
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
2008-2009	88	71	81	17	19	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	45	45	100	0	0	
2005-2006	49	49	100	0	0	
2006-2007	41	41	100	0	0	
2007-2008	51	51	100	0	0	
2008-2009	50	50	100	0	0	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	716	570	80	146	20	
2005-2006	738	613	83	125	17	
2006-2007	622	528	85	94	15	
2007-2008	597	370	62	227	38	
2008-2009	544	352	65	192	35	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	923	551	60	372	40	
2005-2006	1 016	617	61	399	39	
2006-2007	947	558	59	389	41	
2007-2008	1 012	543	54	469	46	
2008-2009	1 069	580	54	489	46	

Tableau 23-1 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	11		8	73	3	27
2005-2006	13		7	54	6	46
2006-2007	9		8	89	1	11
2007-2008	15		7	47	8	53
2008-2009	19		15	79	4	21
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	.		.	...	.	...
2005-2006	.		.	...	.	...
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	12		12	100	0	0
2005-2006	25		25	100	0	0
2006-2007	12		12	100	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	86		86	100	0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...	...	...	...
2005-2006	4 983		3 334	67	1 649	33
2006-2007	4 372 <sup>r</sup>		2 523 <sup>r</sup>	58	1 849 <sup>r</sup>	42
2007-2008	4 039 <sup>r</sup>		2 257 <sup>r</sup>	56	1 782	44
2008-2009	5 563		3 094	56	2 469	44

**Note(s) :** Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-2

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	4	3	75	1	25	
2005-2006	..	..	...	..	...	
2006-2007	3 r	2 r	67	1 r	33	
2007-2008	6 r	6 r	100	..	...	
2008-2009	..	..	...	..	...	
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	40	28	70	12	30	
2005-2006	96	46	48	50	52	
2006-2007	87	54	62	33	38	
2007-2008	67	58	87	9	13	
2008-2009	83	48	58	35	42	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	4	2	50	2	50	
2005-2006	24	23	96	1	4	
2006-2007	26	20	77	6	23	
2007-2008	32	28	88	4	13	
2008-2009	18	18	100			
<b>Québec</b>						
2004-2005	729	334	46	395	54	
2005-2006	732	375	51	357	49	
2006-2007	763	392	51	371	49	
2007-2008	653	337	52	316	48	
2008-2009	705	337	48	368	52	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	1 064	..	...	..	...	
2005-2006	1 425	1 052	74	373	26	
2006-2007	1 109	473	43	636	57	
2007-2008	861	432	50	429	50	
2008-2009	2 018	1 123	56	895	44	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	81	65	80	16	20	
2005-2006	96	81	84	15	16	
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
2008-2009	88	71	81	17	19	
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	37	37	100	0	0	
2005-2006	34	34	100	0	0	
2006-2007	32	32	100	0	0	
2007-2008	45	45	100	0	0	
2008-2009	44	44	100	0	0	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	414	276	67	138	33	
2005-2006	386	261	68	125	32	
2006-2007	343	249	73	94	27	
2007-2008	306	212	69	94	31	
2008-2009	306	223	73	83	27	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	399	209	52	190	48	
2005-2006	445	218	49	227	51	
2006-2007	475	227	48	248	52	
2007-2008	452	200	44	252	56	
2008-2009	418	205	49	213	51	



Tableau 23-2 – suite

**Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés**

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	7		4	57	3	43
2005-2006	11		7	64	4	36
2006-2007	6		6	100	0	0
2007-2008	7		6	86	1	14
2008-2009	9		7	78	2	22
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	.		.	...	.	...
2005-2006	.		.	...	.	...
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	12		12	100	0	0
2005-2006	25		25	100	0	0
2006-2007	12		12	100	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	86		86	100	0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	...		...	...	...	...
2005-2006	3 274		2 122	65	1 152	35
2006-2007	2 952 <sup>r</sup>		1 538 <sup>r</sup>	52	1 414 <sup>r</sup>	48
2007-2008	2 530 <sup>r</sup>		1 392 <sup>r</sup>	55	1 138	45
2008-2009	3 775		2 162	57	1 613	43

**Note(s)** : Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-3

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
2004-2005	15	8	53	7	47	
2005-2006	24	8	33	16	67	
2006-2007	14	9	64	5	36	
2007-2008	15	10	67	5	33	
2008-2009	11	5	45	6	55	
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
2004-2005	8	0	0	8	100	
2005-2006	14	13	93	1	7	
2006-2007	22	17	77	5	23	
2007-2008	29	27	93	2	7	
2008-2009	16	12	75	4	25	
<b>Québec</b>						
2004-2005	457	197	43	260	57	
2005-2006	493	239	48	254	52	
2006-2007	412	182	44	230	56	
2007-2008	425	177	42	248	58	
2008-2009	438	164	37	274	63	
<b>Ontario</b>						
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	238	186	78	52	22	
2006-2007	209	156	75	53	25	
2007-2008	175	143	82	32	18	
2008-2009	418	233	56	185	44	
<b>Manitoba</b>						
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
<b>Saskatchewan</b>						
2004-2005	8	8	100	0	0	
2005-2006	15	15	100	0	0	
2006-2007	9	9	100	0	0	
2007-2008	6	6	100	0	0	
2008-2009	6	6	100	0	0	
<b>Alberta</b>						
2004-2005	302	294	97	8	3	
2005-2006	352	352	100	0	0	
2006-2007	279	279	100	0	0	
2007-2008	291	158	54	133	46	
2008-2009	238	129	54	109	46	
<b>Colombie-Britannique</b>						
2004-2005	524	342	65	182	35	
2005-2006	571	399	70	172	30	
2006-2007	472	331	70	141	30	
2007-2008	560	343	61	217	39	
2008-2009	651	375	58	276	42	

Tableau 23-3 – suite

## Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
<b>Yukon</b>						
2004-2005	4	100	4	100	0	0
2005-2006	2	0	0	0	2	100
2006-2007	3	67	2	67	1	33
2007-2008	8	13	1	13	7	88
2008-2009	10	80	8	80	2	20
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>						
2004-2005	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	...	.	...	.	...
<b>Nunavut</b>						
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	..	...	..	...	..	...
2008-2009	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>						
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	1 709	71	1 212	71	497	29
2006-2007	1 420	69	985	69	435	31
2007-2008	1 509	57	865	57	644	43
2008-2009	1 788	52	932	52	856	48

**Note(s) :** Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 24**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité**

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	...	.	.	.
2005-2006	.	...	.	.	.
2006-2007	.	...	.	.	.
2007-2008	.	...	.	.	.
2008-2009	.	...	.	.	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	8	1	...	2	0
2005-2006	..	..	...	..	..
2006-2007	8 <sup>r</sup>	0	...	2	1
2007-2008	6 <sup>r</sup>	1	...	2	0
2008-2009	..	..	...	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	56	7	0	...	4
2005-2006	39	4	3	...	4
2006-2007	38	5	0	...	4
2007-2008	32	2	0	...	8
2008-2009	43	4	1	...	4
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	32	4	0	5	...
2005-2006	46	0	0	6	...
2006-2007	43	0	1	6	...
2007-2008	35	0	0	4	...
2008-2009	37	1	0	8	...
<b>Québec</b>					
2004-2005	177	2	0	3	15
2005-2006	129	1	0	5	16
2006-2007	148	4	0	3	13
2007-2008	117	3	0	1	15
2008-2009	142	0	1	6	9
<b>Ontario</b>					
2004-2005	414	20	2	36	8
2005-2006	496	24	4	41	15
2006-2007	269	17	3	26	4
2007-2008	466	28	0	33	9
2008-2009	307	2	0	21	2
<b>Manitoba</b>					
2004-2005	76	0	0	2	0
2005-2006	89	1	0	3	0
2006-2007	61	0	0	1	0
2007-2008	70	3	0	0	0
2008-2009	86	1	0	0	2
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	66	0	0	2	0
2005-2006	60	0	0	1	0
2006-2007	63	1	0	0	0
2007-2008	68	1	0	0	0
2008-2009	70	0	0	2	0
<b>Alberta</b>					
2004-2005	260	14	1	15	2
2005-2006	242	7	0	10	5
2006-2007	209	9	1	7	1
2007-2008	214	13	2	13	4
2008-2009	264	12	0	18	4
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	193	1	0	7	0
2005-2006	164	0	0	4	2
2006-2007	138	2	1	6	1
2007-2008	133	2	0	2	1
2008-2009	163	3	1	3	3

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2004-2005	5	0	0	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	6	0	0	0	0
2007-2008	4	0	0	0	0
2008-2009	4	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004-2005	15	0	0	0	0
2005-2006	15	1	0	0	0
2006-2007	13	0	0	0	0
2007-2008	10	0	0	0	0
2008-2009	6	0	0	0	0
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	4	1	0	0	0
2005-2006	3	0	0	0	0
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	3	0	0	0	0
<b>Total</b>					
2004-2005	1 306	50	3	72	29
2005-2006	1 294	38	7	70	42
2006-2007	1 001 r	38	6	51	24
2007-2008	1 155 r	53	2	55	37
2008-2009	1 125	23	3	58	24

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	.	.	.	.
2005-2006	.	.	.	.	.
2006-2007	.	.	.	.	.
2007-2008	.	.	.	.	.
2008-2009	.	.	.	.	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	1	3	0	0	1
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	1	3	0	0	0
2007-2008	0	0	1	0	1
2008-2009	..	..	..	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	3	24	1	1	6
2005-2006	0	18	0	0	5
2006-2007	5	13	2	0	5
2007-2008	4	9	2	1	4
2008-2009	3	11	1	0	10
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	11	7	0	0	4
2005-2006	22	13	0	0	3
2006-2007	10	14	0	1	6
2007-2008	15	10	1	1	3
2008-2009	15	9	0	0	4
<b>Québec</b>					
2004-2005	...	137	1	0	10
2005-2006	...	88	1	0	7
2006-2007	...	109	2	3	5
2007-2008	...	84	6	0	2
2008-2009	...	100	4	2	8
<b>Ontario</b>					
2004-2005	118	...	26	6	70
2005-2006	178	...	36	10	58
2006-2007	89	...	32	3	33
2007-2008	158	...	42	6	62
2008-2009	124	...	26	7	62
<b>Manitoba</b>					
2004-2005	0	16	...	17	16
2005-2006	2	19	...	26	28
2006-2007	1	11	...	16	22
2007-2008	4	19	...	12	20
2008-2009	5	28	...	19	18
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	1	4	17	...	32
2005-2006	0	3	11	...	34
2006-2007	1	5	11	...	35
2007-2008	1	3	19	...	26
2008-2009	1	5	15	...	34
<b>Alberta</b>					
2004-2005	9	49	23	42	...
2005-2006	14	35	34	49	...
2006-2007	9	34	14	47	...
2007-2008	14	42	6	39	...
2008-2009	14	42	20	44	...

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	6	29	17	9	115
2005-2006	10	26	11	15	81
2006-2007	6	26	8	13	66
2007-2008	6	17	3	17	69
2008-2009	16	21	8	24	65
<b>Yukon</b>					
2004-2005	0	0	0	0	2
2005-2006	2	1	1	0	5
2006-2007	0	1	0	0	2
2007-2008	0	1	0	0	1
2008-2009	0	0	0	1	2
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004-2005	0	0	2	1	9
2005-2006	1	0	1	0	10
2006-2007	0	1	0	1	9
2007-2008	0	0	0	1	7
2008-2009	0	2	0	1	2
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	1
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0
<b>Total</b>					
2004-2005	149	269	87	76	265
2005-2006	229	203	95	100	231
2006-2007	122	217	69	84	184
2007-2008	202	185	80	77	195
2008-2009	178	218	74	98	205

Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	.	.	.	.
2005-2006	.	.	.	.	.
2006-2007	.	.	.	.	.
2007-2008	.	.	.	.	.
2008-2009	.	.	.	.	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	..	..	..	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	9	1	0	0	0
2005-2006	3	0	2	0	0
2006-2007	4	0	0	0	0
2007-2008	1	0	1	0	0
2008-2009	8	0	1	0	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	1	0	0	0	0
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	3	1	0	0	1
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0
<b>Québec</b>					
2004-2005	7	1	0	1	0
2005-2006	9	2	0	0	0
2006-2007	8	0	0	1	0
2007-2008	5	0	0	1	0
2008-2009	11	0	1	0	0
<b>Ontario</b>					
2004-2005	47	0	6	4	71
2005-2006	45	2	4	2	77
2006-2007	21	1	1	0	39
2007-2008	41	2	1	1	83
2008-2009	53	5	2	3	0
<b>Manitoba</b>					
2004-2005	15	1	0	0	9
2005-2006	10	0	0	0	0
2006-2007	9	0	0	1	0
2007-2008	9	1	0	2	0
2008-2009	12	0	0	1	0
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	10	0	0	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	9	0	1	0	0
2007-2008	17	0	0	0	1
2008-2009	12	0	0	0	1
<b>Alberta</b>					
2004-2005	92	3	10	0	0
2005-2006	76	5	7	0	0
2006-2007	77	6	4	0	0
2007-2008	71	3	7	0	0
2008-2009	100	1	7	2	0
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	...	3	1	0	5
2005-2006	...	6	3	0	6
2006-2007	...	3	4	1	1
2007-2008	...	7	2	3	4
2008-2009	...	4	1	0	14



Tableau 24 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
nombre					
<b>Yukon</b>					
2004-2005	3	...	0	0	0
2005-2006	2	...	0	0	0
2006-2007	2	...	1	0	0
2007-2008	1	...	1	0	0
2008-2009	1	...	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004-2005	1	2	...	0	0
2005-2006	0	1	...	1	0
2006-2007	0	2	...	0	0
2007-2008	0	0	...	2	0
2008-2009	1	0	...	0	0
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	0	0	3	...	0
2005-2006	0	0	3	...	0
2006-2007	1	1	2	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
2008-2009	0	0	3	...	0
<b>Total</b>					
2004-2005	185	11	20	5	85
2005-2006	158	16	19	3	83
2006-2007	135	14	13	3	41
2007-2008	147	13	12	9	88
2008-2009	198	10	15	6	15

**Note(s)** : L'Accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 25**  
**Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité**

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	...	.	.	.
2005-2006	.	...	.	.	.
2006-2007	.	...	.	.	.
2007-2008	.	...	.	.	.
2008-2009	.	...	.	.	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	6	2	...	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..
2006-2007	5 <sup>r</sup>	0	...	0	1
2007-2008	3 <sup>r</sup>	0	...	0	0
2008-2009	..	..	...	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	77	9	2	...	6
2005-2006	71	9	3	...	6
2006-2007	63	8	2	...	5
2007-2008	56	9	2	...	4
2008-2009	68	2	2	...	10
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	33	3	0	6	...
2005-2006	38	2	3	4	...
2006-2007	29	3	0	4	...
2007-2008	33	1	0	8	...
2008-2009	24	2	0	4	...
<b>Québec</b>					
2004-2005	142	1	0	3	18
2005-2006	174	3	0	0	24
2006-2007	154	2	0	5	9
2007-2008	188	1	0	5	18
2008-2009	180	1	3	5	17
<b>Ontario</b>					
2004-2005	297	8	4	32	8
2005-2006	365	17	1	34	12
2006-2007	218	6	3	18	14
2007-2008	358	12	4	26	16
2008-2009	305	9	1	22	13
<b>Manitoba</b>					
2004-2005	79	0	0	1	0
2005-2006	89	1	0	0	0
2006-2007	72	0	0	2	0
2007-2008	56	0	1	3	1
2008-2009	64	0	0	1	0
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	65	0	0	1	0
2005-2006	84	0	1	0	0
2006-2007	96	0	0	0	1
2007-2008	81	2	0	1	1
2008-2009	96	0	0	0	0
<b>Alberta</b>					
2004-2005	281	6	1	8	4
2005-2006	259	10	0	9	4
2006-2007	225	8	0	6	7
2007-2008	183	5	1	5	4
2008-2009	256	8	0	15	5
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	247	0	1	11	1
2005-2006	243	3	0	11	2
2006-2007	230	2	1	5	4
2007-2008	245	2	1	2	2
2008-2009	254	1	0	7	1

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2004-2005	9	0	0	1	0
2005-2006	15	0	0	0	0
2006-2007	22	2	0	0	1
2007-2008	10	0	0	0	0
2008-2009	9	0	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004-2005	10	0	0	0	0
2005-2006	14	1	0	1	0
2006-2007	8	0	0	0	0
2007-2008	14	0	0	1	0
2008-2009	11	0	0	1	0
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	2	0	0	0	0
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	3	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	8	0	0	0	0
<b>Total</b>					
2004-2005	1 248	29	8	63	37
2005-2006	1 354	46	8	59	48
2006-2007	1 125 <sup>r</sup>	31	6	40	42
2007-2008	1 227 <sup>r</sup>	32	9	51	46
2008-2009	1 275	23	6	55	46

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	.	.	.	.
2005-2006	.	.	.	.	.
2006-2007	.	.	.	.	.
2007-2008	.	.	.	.	.
2008-2009	.	.	.	.	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	0	3	0	0	1
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	0	2	0	0	1
2007-2008	0	1	0	0	2
2008-2009	..	..	..	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	3	32	2	2	14
2005-2006	7	26	2	1	10
2006-2007	3	31	1	0	8
2007-2008	2	23	0	0	14
2008-2009	4	27	0	2	17
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	17	5	0	0	2
2005-2006	15	7	0	0	5
2006-2007	14	5	0	0	2
2007-2008	13	6	0	0	4
2008-2009	9	4	1	0	3
<b>Québec</b>					
2004-2005	...	95	3	0	12
2005-2006	...	120	4	0	9
2006-2007	...	115	2	1	13
2007-2008	...	131	4	1	21
2008-2009	...	118	5	2	13
<b>Ontario</b>					
2004-2005	114	...	24	9	54
2005-2006	133	...	43	9	63
2006-2007	95	...	18	4	35
2007-2008	153	...	31	7	61
2008-2009	117	...	36	6	66
<b>Manitoba</b>					
2004-2005	1	25	...	18	20
2005-2006	1	27	...	13	31
2006-2007	2	31	...	11	13
2007-2008	3	19	...	19	6
2008-2009	4	19	...	13	19
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	0	3	16	...	36
2005-2006	1	6	23	...	42
2006-2007	4	3	21	...	53
2007-2008	0	9	15	...	40
2008-2009	2	7	19	...	46
<b>Alberta</b>					
2004-2005	7	63	24	47	...
2005-2006	9	40	36	50	...
2006-2007	6	49	33	32	...
2007-2008	4	39	19	28	...
2008-2009	9	71	18	40	...

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	9	56	26	20	113
2005-2006	14	50	16	13	122
2006-2007	12	46	20	12	120
2007-2008	7	54	19	22	128
2008-2009	12	65	16	18	131
<b>Yukon</b>					
2004-2005	1	0	1	0	3
2005-2006	1	1	0	0	5
2006-2007	0	3	0	0	6
2007-2008	0	4	0	0	2
2008-2009	0	2	0	0	3
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004-2005	0	3	0	0	5
2005-2006	0	1	0	0	7
2006-2007	0	0	0	1	2
2007-2008	0	3	0	0	6
2008-2009	1	1	0	0	8
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	1	1	0	0	0
2005-2006	0	1	0	0	0
2006-2007	0	0	3	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	0	2	3	0	0
<b>Total</b>					
2004-2005	153	286	96	96	260
2005-2006	181	279	124	86	294
2006-2007	136	285	98	61	253
2007-2008	182	289	88	77	284
2008-2009	158	316	98	81	306

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>					
2004-2005	.	.	.	.	.
2005-2006	.	.	.	.	.
2006-2007	.	.	.	.	.
2007-2008	.	.	.	.	.
2008-2009	.	.	.	.	.
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>					
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0
2008-2009	..	..	..	..	..
<b>Nouvelle-Écosse</b>					
2004-2005	7	0	0	0	0
2005-2006	7	0	0	0	0
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	2	0	0	0	0
2008-2009	3	0	0	1	0
<b>Nouveau-Brunswick</b>					
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	1	0	0	0	0
<b>Québec</b>					
2004-2005	10	0	0	0	0
2005-2006	12	2	0	0	0
2006-2007	7	0	0	0	0
2007-2008	7	0	0	0	0
2008-2009	15	0	1	0	0
<b>Ontario</b>					
2004-2005	42	0	0	2	0
2005-2006	50	2	1	0	0
2006-2007	24	0	1	0	0
2007-2008	43	2	2	1	0
2008-2009	32	1	2	0	0
<b>Manitoba</b>					
2004-2005	13	0	1	0	0
2005-2006	11	1	2	1	1
2006-2007	11	0	0	2	0
2007-2008	4	0	0	0	0
2008-2009	8	0	0	0	0
<b>Saskatchewan</b>					
2004-2005	8	0	1	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	13	0	1	0	0
2007-2008	13	0	0	0	0
2008-2009	21	1	0	0	0
<b>Alberta</b>					
2004-2005	111	2	7	1	0
2005-2006	85	7	9	0	0
2006-2007	71	1	12	0	0
2007-2008	71	1	6	0	0
2008-2009	81	3	4	2	0
<b>Colombie-Britannique</b>					
2004-2005	...	5	0	0	5
2005-2006	...	4	2	0	6
2006-2007	...	5	0	0	3
2007-2008	...	2	2	0	4
2008-2009	...	2	0	0	1

Tableau 25 – suite

## Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
<b>Yukon</b>					
2004-2005	2	...	1	0	0
2005-2006	6	...	2	0	0
2006-2007	6	...	3	1	0
2007-2008	4	...	0	0	0
2008-2009	4	...	0	0	0
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>					
2004-2005	1	0	...	1	0
2005-2006	2	0	...	2	0
2006-2007	3	1	...	1	0
2007-2008	2	1	...	1	0
2008-2009	0	0	...	0	0
<b>Nunavut</b>					
2004-2005	0	0	0	...	0
2005-2006	0	0	1	...	0
2006-2007	0	0	0	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
2008-2009	1	0	1	...	1
<b>Total</b>					
2004-2005	194	7	10	4	5
2005-2006	186	16	17	3	7
2006-2007	142	7	17	4	3
2007-2008	147	6	10	2	4
2008-2009	166	7	8	3	2

**Note(s)** : L'Accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

**Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

**Tableau 26**  
**Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires**

	Population <sup>1</sup>
	en milliers
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	
2004-2005	517,4 r
2005-2006	514,4 r
2006-2007	510,3 r
2007-2008	506,5 r
2008-2009	507,9
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	
2004-2005	137,7 r
2005-2006	138,1 r
2006-2007	137,9 r
2007-2008	138,1 r
2008-2009	139,8
<b>Nouvelle-Écosse</b>	
2004-2005	939,4 r
2005-2006	937,9 r
2006-2007	938,0 r
2007-2008	936,0 r
2008-2009	938,3
<b>Nouveau-Brunswick</b>	
2004-2005	749,4 r
2005-2006	748,0 r
2006-2007	745,7 r
2007-2008	745,4 r
2008-2009	747,3
<b>Québec</b>	
2004-2005	7 535,9 r
2005-2006	7 581,9 r
2006-2007	7 631,6 r
2007-2008	7 686,0 r
2008-2009	7 750,5
<b>Ontario</b>	
2004-2005	12 390,6 r
2005-2006	12 528,5 r
2006-2007	12 665,3 r
2007-2008	12 793,6 r
2008-2009	12 928,0
<b>Manitoba</b>	
2004-2005	1 173,6 r
2005-2006	1 178,3 r
2006-2007	1 184,0 r
2007-2008	1 193,5 r
2008-2009	1 208,0
<b>Saskatchewan</b>	
2004-2005	997,4 r
2005-2006	993,6 r
2006-2007	992,1 r
2007-2008	999,7 r
2008-2009	1 016,0
<b>Alberta</b>	
2004-2005	3 239,5 r
2005-2006	3 322,2 r
2006-2007	3 421,3 r
2007-2008	3 510,9 r
2008-2009	3 585,1
<b>Colombie-Britannique</b>	
2004-2005	4 155,2 r
2005-2006	4 196,8 r
2006-2007	4 243,6 r
2007-2008	4 310,3 r
2008-2009	4 381,6

Voir les notes à la fin du tableau.



Tableau 26 – suite

## Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires

		Population <sup>1</sup>
		milliers
<b>Yukon</b>		
2004-2005		31,5 r
2005-2006		31,9 r
2006-2007		32,3 r
2007-2008		32,6 r
2008-2009		33,1
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>		
2004-2005		43,3 r
2005-2006		43,4 r
2006-2007		43,2 r
2007-2008		43,5 r
2008-2009		43,3
<b>Nunavut</b>		
2004-2005		29,9 r
2005-2006		30,3 r
2006-2007		30,8 r
2007-2008		31,3 r
2008-2009		31,4
<b>Total</b>		
2004-2005		31 940,7 r
2005-2006		32 245,2 r
2006-2007		32 576,1 r
2007-2008		32 927,4 r
2008-2009		33 311,4

1. Chiffres de population au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008.

**Source(s)** : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

**Tableau 27**  
**Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires**

	Indice des prix à la consommation
	2002 = 100
	indice
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>	
2004-2005	104,8
2005-2006	107,6
2006-2007	109,5
2007-2008	111,1
2008-2009	114,3
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>	
2004-2005	105,8
2005-2006	109,1
2006-2007	111,6
2007-2008	113,6
2008-2009	117,5
<b>Nouvelle-Écosse</b>	
2004-2005	105,3
2005-2006	108,2
2006-2007	110,4
2007-2008	112,5
2008-2009	115,9
<b>Nouveau-Brunswick</b>	
2004-2005	104,9
2005-2006	107,4
2006-2007	109,2
2007-2008	111,3
2008-2009	113,2
<b>Québec</b>	
2004-2005	104,5
2005-2006	106,9
2006-2007	108,7
2007-2008	110,4
2008-2009	112,7
<b>Ontario</b>	
2004-2005	104,6
2005-2006	106,9
2006-2007	108,8
2007-2008	110,8
2008-2009	113,3
<b>Manitoba</b>	
2004-2005	103,8
2005-2006	106,6
2006-2007	108,7
2007-2008	110,9
2008-2009	113,4
<b>Saskatchewan</b>	
2004-2005	104,6
2005-2006	106,9
2006-2007	109,1
2007-2008	112,2
2008-2009	115,9
<b>Alberta</b>	
2004-2005	105,9
2005-2006	108,1
2006-2007	112,3
2007-2008	117,9
2008-2009	121,6

Tableau 27 – suite

## Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

	Indice des prix à la consommation 2002 = 100
	indice
<b>Colombie-Britannique</b>	
2004-2005	104,2
2005-2006	106,3
2006-2007	108,1
2007-2008	110,0
2008-2009	112,3
<b>Yukon</b>	
2004-2005	103,0
2005-2006	105,3
2006-2007	106,8
2007-2008	109,5
2008-2009	113,4
<b>Territoires du Nord-Ouest</b>	
2004-2005	103,8
2005-2006	106,5
2006-2007	107,7
2007-2008	110,8
2008-2009	115,2
<b>Nunavut</b>	
2004-2005	101,2
2005-2006	102,9
2006-2007	104,6
2007-2008	107,9
2008-2009	110,4
<b>Total</b>	
2004-2005	104,7
2005-2006	107,0
2006-2007	109,1
2007-2008	111,5
2008-2009	114,1

Source(s) : Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-XIF au catalogue. Année de base 2002 = 100.

## Méthodes

---

L'Enquête sur l'aide juridique est une enquête annuelle qui a été menée pour la première fois en 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête envoyé aux 13 régimes d'aide juridique du Canada. L'enquête fournit à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il est important de remarquer que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. En 2008-2009, Terre-Neuve-et-Labrador ainsi que l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pu fournir de données. Par ailleurs, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de déclarer tous les éléments de données recueillis par l'enquête. En raison de l'absence de certaines données, il est difficile d'établir des comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou de présenter un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies au moyen de l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues des ministères chargés des questions de justice compétents. Le ministère de la Justice Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle.

Les chiffres par habitant sont fondés sur des estimations de population fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1<sup>er</sup> juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2004 et 2005; estimations postcensitaires mises à jour pour 2006 et 2007; et estimations postcensitaires provisoires pour 2008 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 2002-2003 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation selon l'année de base 2002 = 100 (voir *L'Indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-X au catalogue de Statistique Canada, août 2009, tableau 27).

# Appendice I

---

## Glossaire

L'**Accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le ministère de la Justice Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais à l'aide juridique en matière criminelle pour les adultes, à l'aide juridique pour les jeunes et à l'aide juridique en matière civile n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes représente le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur le formulaire d'inscription utilisé par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (y compris les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée**, on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est

égal à la somme des dépenses au chapitre des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives à la publicité ainsi qu'aux programmes de droit préventif et de sensibilisation.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (p. ex. les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). Il est à noter que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique en raison de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande

d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le total fourni.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le demandeur refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonnés aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouvrés à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont répartis en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'a pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est la raison pour laquelle les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires**, on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une



demande verbale a été faite. Par **demande écrite**, on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli un formulaire de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non-demandeur à un bureau d'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.